

Le Monde

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,20 d.f.; Maroc, 1,60 d.f.; Tunisie, 1,80 m.f.; Allemagne, 1,20 DM.; Belgique, 1,20 f.; Espagne, 1,50 fr.; Canada, 2 \$; Océanie, 1,60 f.; C.F.A., 15 fr.; Canada, 2 \$; Océanie, 1,60 f.; C.F.A., 15 fr.; Danemark, 2 kr.; Espagne, 30 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 rls.; Italie, 500 l.; Japon, 250 y.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 100 kr.; Pays-Bas, 1,20 f.; Portugal, 27 esc.; Roumanie, 160 F.Cu.; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 75 ct.; Yougoslavie, 20 d.f.

Tarif des abonnements page 2

9 \$ RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 05
C. C. F. 6327-23 Paris
Tél.: Paris no 630572

Tél. : 246-72-23

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

INFORMATIQUE

Pratiquez-vous l'« interface » ?

« A INSI parlait Zarathoustra... » Les premières mesures du poème symphonique de Richard Strauss résonnent encore à nos oreilles. Elles ouvrent jadis les « Facs-Facs » de la télévision. Cette émission (sous ce titre) a disparu des petits écrans. Symbole ?

On ne jure plus aujourd'hui que par l'« interface », dont les connotations se sont lissées depuis quelques années de façon extraordinaire. C'est ce que rappelle Robert Guillemin, professeur à l'université de Nice, dans un article très fouillé de la Revue française de communication (1). De la physique théorique à la communication dans

l'entreprise en passant par l'informatique... et le français, le mot est appelé demain à éclater dans tous les domaines touchés par la théorie des organisations.

« Interface », bien sûr, c'est jonction, mise en rapport, mais aussi bien autre chose. En physique, il s'agit de la frontière entre deux éléments de constitution hétérogènes ; en informatique, on nomme ainsi une armature où sont rassemblés des éléments qui permettent des échanges entre deux calculateurs, mais on peut aussi parler de « l'interface homme-machine » ou l'envisager comme un « lieu d'échange entre deux organismes ».

Un processus de communication

On parle maintenant de l'« interface pédagogique », et M. Guillemin considère ce fameux « interface » comme une véritable fonction, un processus de communication entre individus, groupes, organismes, qui est la condition de l'efficacité. Le glissement sémantique correspond, selon lui, à une modification de la conception que l'on pourrait se faire des rapports humains. Signifions parmi les traits retenus l'abandon de l'individualisme atomistique et la prise en considération des phénomènes de structuration prenant en compte la complexité des éléments étudiés (individus, groupes), l'importance des aspects conflictuels, de la notion d'environnement, du fait qu'il n'y a pas une seule voie pour atteindre un résultat.

soudre le problème « interface marketing - recherche - développement », n'hésitez pas à dire que « cet interface est une membrane dynamique qui transmet l'information, la vigueur et le sentiment d'urgence des deux côtés ».

Gars au dévergondage des mots ! Notre ami Jacques Calferd sait fort bien qu'on ne peut assécher la langue sous prétexte de purisme, et que l'expression, orale ou écrite, doit s'adapter aux réalités et même trayer les voies de l'avenir. Mais quand les modes tendent trop vers l'usage, ceux qui ont précédemment pour but d'assurer une meilleure communication se perdent dans les sables de la préciosité. Un comble !

P. D.

Des managers utilisent le vocabulaire avec une virtuosité remarquable. L'un d'eux, ayant à ré-

(1) Numéro 2, printemps-été 1979, 120, « Champ-Élysées, Paris.

Serons-nous plus heureux ?

par JEAN-YVON BIRRIEN (*)

ON peut se demander si le succès du film le Voyage au bout de l'enfer, avec son terrible et fascinant jeu de roulettes russe, ne repose pas moins sur la dénonciation de l'absurdité de la guerre que sur le conditionnement des esprits par le grand jeu des roulettes, de genre divers, auquel l'humanité s'est récemment livrée : roulette chimique avec Seveso, roulette-pollution avec Porselt et Inox One, roulette nucléaire avec Thémis-Mille-Island. D'autres roulettes, telles que les roulettes biologique et génétique, tournent de manière plus cachée. L'une d'elles ne semble pas actuellement posséder un quelconque potentiel de destruction, mais elle balaye inexorablement tous les tissus de notre société. Il s'agit de la roulette informatique.

La roulette informatique consiste à équiper notre société, dans le domaine du traitement et de la communication de l'information, de moyens qui vont créer un mode de vie entièrement nouveau, grâce, notamment, à la mise en place de réseaux interconnectés de transmission de l'information gérés par des ordinateurs. La société devient la « société de la télématique » où règne la « domiciliation ». Grâce à l'ordinateur, chaque citoyen peut désormais mener sa vie en ayant accès, par l'intermédiaire d'un écran devenu tapissier authentique de chaque pièce, à des sources de communications inconnues.

Bien peu de possibilités de choix

On peut rappeler les deux objections principales qui peuvent être apportées à ces deux types d'arguments. Dans le premier cas, la possibilité pour l'homme de refuser ou de faire appel à l'ordinateur, on ne doit pas oublier que tout progrès technologique est rarement choisi par lui, il est subi. C'est pourquoi il n'existe actuellement aucune raison de penser que la télématique innovera. Par contre, ce qui est nouveau, c'est le pouvoir terrible qu'elle confie à une « informatisation » très réduite. Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que, dans la société future dont tous les intérêts sont écartés, les possibilités de choix laissées à l'homme pour construire un peu son mode de vie seront des plus réduites une fois passée l'étape de la « gégémathèque » du jeu ordinaire individuel. Tous les différents réseaux informatiques constitueront autant de filets inévitables dans lesquels l'homme sera devenu la prise maîtrisée de la technologie.

Le deuxième argument, qui consiste à dire que le bonheur d'un peuple dépend de son développement technologique, appelle lui aussi

les plus grandes réserves. Il est tentant d'essayer de définir ce qui est réellement le bonheur d'une société et d'en trouver des mesures. Doit-on calculer des ratios du style « (nombre de kilomètres d'autoroutes) par (machine à laver) par (temps de travail) par (heures de programmes télévisés) par (taux de pollution d'hydrocarbure) » ou, au contraire, s'agit-il d'apprécier la chaleur humaine qui existe entre les gens, la qualité des créations artistiques, la spontanéité des sourires, la gentillesse, le respect d'autrui ? Dans ces conditions, comment peut-on définir parmi les nations celle qui est réellement développée ? A partir du moment où la télématique substitue à la vie et à la chaleur des contacts humains des bornes neutres et froides à partir du moment où elle impose des règles de travail, de déplacement, de vie dont la rigidité sera sans commune mesure avec celle que nous connaissons aujourd'hui, apportera-t-elle vraiment une contribution bénéfique au développement humain ?

(*) Directeur de l'informatique pour la ville et la communauté urbaine de Trest.

La fin des « cols blancs »

par CLAUDE LEGOUX (*)

LORSQUE la faux fut inventée, son implantation dans les campagnes fut au début très lente, puis s'accéléra peu à peu, jusqu'à ce que disparaissent les fauchilles, avec lesquelles depuis des millénaires on faisait la moisson. Mais comme un faucheur accomplissait en un jour le travail de quatre ouvriers réduits à la misère. Les uns moururent de faim. Les autres émigrèrent vers les villes, où par bonheur les usines et les mines étaient prêtes à les utiliser. Personne n'avait prévu le bouleversement économique qu'allait provoquer cette technique nouvelle. La crise, naturellement, s'est résolue, comme se résolvent toutes les crises, au prix d'innombrables souffrances.

L'ordinateur, comme la faux, eut des débuts modestes et fragmentaires. Mais le même phénomène d'accélération s'observe en ce moment même, et si l'on n'y prend garde, un bouleversement identique se produira, mais à une échelle incomparablement plus grande. Pourtant, à la différence de la faux, l'ordinateur nous aura avertis, puisqu'il est déjà capable de calculer les conséquences économiques et sociales de sa propre utilisation. Ce sera la première fois dans l'histoire de l'humanité, qu'une invention aura ainsi laissé le temps à ses utilisateurs de se prémunir contre ses dangers. Malheureusement, rien n'indique, à aucun niveau de responsabilité, que quiconque envisage de mettre sérieusement ce répit à profit.

Combat d'arrière-garde

Le Syndicat C.F.D.T. de la banque vient de manifester officiellement son inquiétude devant les projets d'informatisation de certains établissements de crédit, mais ce fut simplement pour préconiser le ralentissement, voire la suppression, des programmes. Or ce genre de combat d'arrière-garde est tout à fait illusoire. « On n'arrête pas le progrès », dit la sagesse des nations. Pas plus que l'on n'arrête l'eau d'un fleuve en crue. On ne peut que le canaliser. Il n'y a pas d'exemple que l'homme ait continué à faire à la main un travail que peut faire une machine. Car partout où la machine peut remplacer l'homme, elle travaille mieux, plus vite, et à moindres frais.

Les performances des ordina-

teurs ne peuvent qu'aller en s'améliorant, au même temps que se réduisent leur prix. Dès maintenant, l'informatisation intégrale de n'importe quelle entreprise permettrait de supprimer la moitié du personnel administratif, et l'on est encore loin de maîtriser les techniques d'étude de l'interprétation directe de l'écriture manuscrite et de la parole. Naturellement, on ne peut informatiser tout le monde à la fois, et l'on a peut-être, suivant le cas, de cinq à dix ans de répit. Mais c'est très court en regard des difficultés de récupération de millions de « cols blancs », et de tous ceux qui, sur les bancs des écoles, se préparent en toute innocence à devenir eux-mêmes des « cols blancs ».

Et demain ?

Certains optimistes béats prétendent que l'informatique continuera de créer plus d'emplois qu'elle n'en supprimera. Or c'est une conception du temps et du complètement erronée. Jusqu'ici, les ordinateurs étaient primitifs, chers, et fort mal utilisés. Mais c'est une situation qui évolue très vite, car il se produit une cosmose entre « décideurs » et « informaticiens ». Dans les premiers temps, lorsque l'on installait un ordinateur, on embauchait, outre les informaticiens eux-mêmes, à peu près le même nombre d'employés qu'avant. Aujourd'hui déjà, on ne débâche pas encore, mais on n'embauche plus. Et demain, on débâchera à tour de bras.

Pour rendre conscience de l'ampleur du problème, il n'est pas nécessaire d'être soi-même un informaticien. Il suffit de répertorier chacune des tâches administratives qu'effectuent les « cols blancs », et d'interroger un informaticien sur le temps et le coût de sa prise en charge par l'informatique. En s'en tenant à une estimation modeste c'est réellement effrayant. Des milliers et des milliers de gens vont devenir inutiles, et nul ne peut savoir combien parmi eux se résigneront en silence, et combien se révolteront. Il faudrait donc susciter au fur et à mesure des tâches où l'être humain soit irremplaçable, et qui nécessiteraient donc davantage de l'adresse manuelle que de l'agilité intellectuelle. Faute de quoi, nous allons tout droit à la misère et au chaos.

(*) Conseil en informatique.

Les travailleurs doivent pouvoir contrôler les investissements

par YVES LASFARGUE (*)

DANS les investissements d'aujourd'hui se prépare la société de demain. Aussi est-il important que, dans les entreprises, les travailleurs aient leur mot à dire sur les investissements.

Ce n'est pas encore une démarche très habituelle. Mais la situation de l'emploi, les licenciements massifs, les faillites d'entreprises naissent florissantes, ont appris aux salariés que la lutte syndicale devait, non seulement analyser la situation actuelle, mais aussi l'évolution à moyen et long terme. Envisager, c'est essayer de peser sur les investissements d'aujourd'hui.

Parmi tous ces investissements, certains prennent de plus en plus d'importance : ce sont les investissements informatiques. Mettre en place un système informatique centralisé ou décentralisé, installer un ensemble de gros ou de micro-ordinateurs, c'est réaliser un investissement dont les conséquences sur la vie des travailleurs de l'entreprise peuvent être décisives.

Comment les travailleurs peuvent-ils assurer le contrôle des investissements informatiques ? Ce devrait être un des rôles des comités d'entreprise qui sont, d'après le code du travail, obligatoirement informés et consultés sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise. Dans la pratique, c'est rarement le cas, et les entreprises se contentent souvent de faire une information superficielle aux représentants du

personnel au moment de l'implantation physique du matériel informatique, par exemple au moment de l'installation des écrans de visualisation.

Expérimentation et analyse contradictoire

L'U.C.C.-C.F.D.T. propose que soient mises en place dans les entreprises des procédures permettant un véritable contrôle par les salariés des conséquences de l'informatique.

Ces procédures pourraient s'appuyer sur trois grands principes : l'information complète et préalable du comité d'entreprise ; l'obligation d'expérimentation à petite échelle avec analyse contradictoire des résultats ; la possibilité pour les travailleurs de se faire aider par des techniciens extérieurs.

L'information complète du comité d'entreprise ? Mais elle est déjà faite dans mon entreprise ? disent certains patrons. C'est vrai dans de très rares cas, mais elle est toujours faite trop tard, c'est-à-dire quand le projet est conçu et que le point de non-retour est atteint. La consultation devient alors purement formelle. L'information doit être préalable à la mise en place, et permettre au comité d'entreprise d'intervenir non seulement sur la couleur des claviers de saisie

ou des écrans de visualisation, mais sur le système d'organisation. L'information doit être complète, c'est-à-dire que la description du futur système d'organisation et du futur système informatique doit être accompagnée d'un bilan prévisionnel faisant apparaître les conséquences sur les plans économique, politique et social. La loi oblige le patron à communiquer au comité d'entreprise les comptes de l'entreprise, pour quel ne l'obligerait-elle pas à communiquer les comptes prévisionnels d'un investissement, et en particulier d'un investissement informatique ?

Mais les estimations prévisionnelles ne suffisent pas en informatique, car les systèmes réellement installés ressemblent peu aux projets. Aussi faut-il que toute mise en place d'un projet global soit précédée d'expérimentation limitée. Cela est de moins en moins rare. Mais l'expérimentation ne suffit pas non plus : elle doit faire l'objet d'une analyse approfondie et contradictoire de la part de la direction de l'entreprise, des salariés et des organisations syndicales. C'est par cette analyse contradictoire que chacun se formera, que les travailleurs pourront commencer à maîtriser l'informatique et éviter ainsi certains déboires.

(*) Secrétaire national de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres C.F.D.T. (U.C.C.-C.F.D.T.).

Enfin, il est nécessaire que les comités d'entreprise puissent se faire aider par des techniciens extérieurs. Ceci est possible pour l'étude des résultats comptables. Pourquoi cela ne le deviendrait-il pas pour l'étude des conséquences des systèmes informatiques ?

Le Monde

Service des Abonnements
1, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 05
C.C.P. 430-21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 215 F 345 F 500 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
260 F 480 F 780 F 920 F

ÉTRANGER
(par mandat)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
185 F 315 F 465 F 610 F
II. - SUISSE - TUNISIE
220 F 420 F 610 F 840 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse (doux semestres ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde de la
MUSIQUE

le numéro 15
est paru

BERLIOZ

Hugolien par la stature, beethovenien par la nature, voit BERLIOZ, compositeur, chef d'orchestre et journaliste.

MUSIQUE ET FASCISME

L'Italie de Mussolini : quels musiciens ? Quelle musique ? TOSCANINI avait dit NON. D'autres eurent des honneurs...

LA MUSIQUE À L'ÉCOLE

Une catastrophe ? Tout le monde le dit. Voici une grande enquête aux quatre coins de l'Hexagone. Un dossier réquisitoire.

GEORGES THILL

Le célèbre ténor lyrique témoin de l'opéra des années 30 et commente celui d'aujourd'hui.

LE ROCK À BERLIN

Un reportage au berceau du rock électronique sur les traces de Lou Reed, Bowie, Iggy Pop. La guérilla urbaine de PVC. L'arrivée de NINA HAGEN.

L'AUTOMNE DU FOLK

Jouer à la ville de la musique de la campagne, c'est fini ? Le Monde de la Musique enquête.

Et également :

Gidon Kremer, violoniste, par Alexandre Dimov. Anna Prucnal. Le « doux jazz ». Une leçon de percussion avec J.F. DROUET et S. GUALDA. La musique d'extrême-orient. La viole de gambe. Les disques et tous les concerts du mois.

LE MONDE DE LA MUSIQUE

est une publication

Le Monde Télérama

JANVIER 1980

leman

Le Monde

étranger

LA SITUATION EN IRAN

En révélant qu'il avait présenté sa démission
Le premier ministre déclare que son gouvernement
ressemble à « un couteau sans lame »

Le premier ministre iranien, M. Mehdi Bazargan, a révélé vendredi soir 31 août qu'il avait présenté sa démission de son gouvernement la semaine dernière, à l'imam Khomeiny. Il n'a pas indiqué cependant si celle-ci avait été acceptée. M. Bazargan justifia sa démission par des critiques dont il faisait l'objet « même de la part de nos amis », et cela « malgré la fermeté des journaux » et les diverses mesures prises à l'encontre de la presse. Admettant qu'il n'était pas « un révolutionnaire », du moins selon les normes en vigueur aujourd'hui en Iran, il a déclaré : « Il est vrai que mon gouvernement ressemble à un couteau sans lame ».

An Khomeiny, la situation paraissait se dégrader le 1^{er} septembre stationnaire. Le gros des forces armées iraniennes n'a en effet toujours pas fait mouvement vers Mahabad. Or, ce mouvement est considéré comme le premier pas vers la prise de la capitale. Le chef du Parti démocratique kurde (P.D.K.) a refusé de reconnaître un accord conclu mercredi dernier entre les autorités de Téhéran et une délégation de la municipalité de Mahabad, prévoyant l'entrée des forces de l'ordre à Mahabad. Le secrétaire général du P.D.K., M. Ghassemlou, a publiquement pris position en faveur d'une proposition formulée par l'ayatollah Chahrizad (le chef de file de la droite libérale au sein du clergé) aux termes de laquelle des négociations s'instauraient après la prise en vigueur d'un cessez-le-feu général.

Par ailleurs, l'imam Khomeiny paraît avoir adopté une attitude à l'égard de la presse. Il a invité les autorités à évaluer les journaux publiés récemment, interdits et à laisser repartir celles des positions « ne sont pas systématiquement à l'encontre de l'imam et de la nation ». Parmi les journaux fermés, apprend-on, figure le quotidien *Payame Chahidi* (le Message du martyr).

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

Israël menace l'Égypte de différer
l'évacuation des puits de pétrole du Sud-Sinaï

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a menacé l'Égypte de différer l'évacuation des puits de pétrole du Sud-Sinaï si un accord n'est pas conclu rapidement. Le ministre israélien de l'Énergie, M. Itzhak Mordechai, a déclaré que le calendrier des puits de pétrole du Sud-Sinaï, qui doit être évacués d'ici fin septembre, ne peut être maintenu que si un accord est conclu rapidement.

M. Begin avait souligné récemment que les prochaines conversations qu'il aurait avec le président Sadate, les 4, 5 et 6 septembre à Haïfa, porteraient notamment sur la question du pétrole. C'est précisément pour préparer cette rencontre que le ministre israélien de l'Énergie, M. Itzhak Mordechai, s'est rendu le 30 août à Abou Rodels (1) pour s'entretenir avec son homologue égyptien, M. Ahmed El Khal, à l'occasion d'une mission de confiance.

« Israël ne doit pas céder sur cette question », a déclaré M. Mordechai à son retour à Jérusalem le 30 août. Chaque goutte de pétrole est vitale pour nous. Nous devons peut-être envisager de ne pas restituer dans trois mois les champs de pétrole d'Alma. C'est la première fois qu'un membre du gouvernement fait officiellement état d'une telle éventualité. M. Mordechai a cependant ajouté : « Je ne compte d'espérer que nous n'en arriverons pas là et que la semaine prochaine, à Haïfa, M. Begin parviendra à persuader le président Sadate de faire des concessions ».

Une conjoncture inquiétante

La discussion porte à la fois sur la quantité et le prix du pétrole que l'Égypte devrait fournir à Israël. Les Israéliens voudraient acheter 2 millions de tonnes par an (soit l'équivalent de la production annuelle des puits d'Alma), tandis que l'Égypte propose de vendre 1 million et demi de tonnes et souhaiterait réduire la production de ces puits. Le prix du pétrole est également en jeu. Israël demande le paiement d'un baril de pétrole à 12 dollars, tandis que l'Égypte propose de 10 dollars.

Des progrès ont été néanmoins réalisés sur certains points. L'Égypte a accepté que des compagnies israéliennes puissent rivaliser avec d'autres sociétés étrangères pour obtenir des droits de prospection à l'est du golfe de Suez.

Le durcissement de l'attitude israélienne s'explique par l'analyse d'une conjoncture considérée à Jérusalem comme de plus en plus inquiétante. L'exploitation du pétrole du Sinaï assure maintenant un quart des besoins d'Israël. Ceci est d'autant plus précieux que depuis l'arrêt des livraisons iraniennes, après la révolution islamique, Israël connaît des difficultés d'approvisionnement : le Mexique est désormais son principal fournisseur, tandis que la Norvège se refuse à répondre aux demandes israéliennes. L'engagement qu'ont pris les États-Unis de pourvoir aux besoins israéliens en cas de défection des fournisseurs actuels ne suffit pas à rassurer les dirigeants de Jérusalem.

(1) Champ pétrolier restitué à l'Égypte après l'accord de septembre 1978.

Le premier ministre égyptien reproche à l'O.L.P.
d'être « incapable de prendre des décisions cruciales »

De notre correspondant

Le premier ministre égyptien, M. Moustapha Khalil, a accusé l'O.L.P. le vendredi 31 août d'être « incapable de prendre des décisions cruciales ». Il en a cité deux : celle qui consisterait à arrêter toute opération militaire contre Israël, l'autre étant de reconnaître l'État d'Israël. En échange de ces deux concessions, a estimé M. Khalil, Israël devrait arrêter les bombardements du Sud-Liban et reconnaître au peuple palestinien le droit à l'autodétermination.

M. Carter : pas de chantage pétrolier

Dans une interview accordée aux directeurs de journaux de Fide, et diffusée le 31 août, le président Carter a soutenu qu'aucun dirigeant arabe n'a jamais souhaité devant lui, en privé, la constitution d'un État palestinien indépendant. Il a désigné à ce sujet les dirigeants jordaniens, syriens, saoudiens et égyptiens.

« Publiquement, ils épousent presque tous la cause d'un État palestinien indépendant, parce qu'ils se sont engagés à le faire lors de la conférence de Rabat. Mais le ton diplomatique des conversations privées est beaucoup plus modéré que certains le disent ou qu'il transparaît dans la presse », a précisé le chef de la Maison Blanche.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

NOIR, ET ANCIEN ADJOINT DE M. YOUNG

M. MacHenry est nommé ambassadeur auprès de l'ONU

Le président Carter a nommé, vendredi 31 août, M. Donald MacHenry ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, en remplacement de M. Young, dont il était jusqu'ici le premier adjoint. M. MacHenry a été nommé à la conférence de presse qu'il entendait poursuivre la politique de ce dernier sans pour autant avoir à « chasser ses bottes ».

A Tel-Aviv, M. Klutznick, président du Congrès juif mondial, a d'autre part fait l'éloge, vendredi, de M. Young et regretté qu'il ait été contraint de démissionner.

De notre correspondant

porte-parole de la Maison Blanche, pu emporter le choix final de la nomination.

Le page n'en est pas tournée pour autant sur l'affaire Young. En premier lieu, M. MacHenry n'a le panache ni l'envergure politique, ni les ambitions de son prédécesseur, dont il s'est d'ailleurs efforcé d'indiquer qu'il ne cherchait pas à le remplacer. C'est bien là le but recherché par le gouvernement. Ceux qui voyaient en M. Young le symbole de l'ère des minorités de couleur à la politique étrangère, voire le porte-drapeau d'une « diplomatie noire », devront tourner leurs regards ailleurs.

En second lieu, le clivage que l'affaire a fait apparaître entre les communautés noire et juive continue de préoccuper les autorités. M. Carter, dans un discours prononcé jeudi à Atlanta, a jugé nécessaire de lancer un appel à la concorde. Pourtant les dégâts semblent devoir être limités. Les grandes organisations juives sont restées modérées dans la polémique, et surtout elles se sont gardées de réduire l'aide matérielle qu'elles accordent traditionnellement à des mouvements comme l'Association pour la promotion des gens de couleur (NAACP), l'Urban League et même les musulmans noirs. Or ce n'est pas la trop faible communauté juive des États-Unis qui peut prendre le relais, tandis que les États arabes pétroliers, souvent fort actifs dans le domaine des investissements, des donations à des institutions américaines, sont restés jusqu'à présent à peu près complètement absents de la compétition pour obtenir les sympathies des Noirs. C'est donc à une lente évolution plutôt qu'à une tournant radical que l'on s'attend ici, une évolution pas très différente de celle de ces dernières années de l'opinion américaine à l'égard des problèmes du Proche-Orient.

MICHEL TATU.

M. Carter et le lapin nageur

De notre correspondant

Washington. — Un lapin peut-il attaquer un homme sur un bateau au milieu d'un lac ? Tout est affaire de crédibilité. Surtout si cet homme est un politicien. M. Carter, qui avait vu une soucoupe volante quand il était gouverneur de Georgie, avait ordonné à la NASA, en 1977, de rouvrir le dossier des OVNI.

Une première version « officielle » rapportait qu'un lapin « au regard vengeur et aux narines dilatées » s'était rué sur l'embarcation du président, qui avait dû se défendre à coups de rames. La version « officielle » donnée vendredi 31 août par le président lui-même, à Plains, est moins dramatique : le lapin nageur n'était pas d'intention agressive, mais il voulait tout de même monter à bord. M. Carter l'a aspergé jusqu'à ce qu'il fasse demi-tour, « avec regret », il faut croire le président en parole, car la Maison Blanche se refuse à publier une photo prise par hasard de la rive et montrant « clairement », selon M. Carter, qu'il s'agissait d'un lapin.

Comme au moment des faux pas de M. Ford, caricaturistes et hommes politiques s'en donnent à cœur joie. M. Doole, candidat républicain à la présidence, s'est surtout amusé que l'animal ait voulu monter à bord du bateau présidentiel : « De nos jours, tout le monde semble plutôt vouloir en sortir ». Les très sérieux commentateurs Garmond et Witcover trouvent l'incident « malheureux », car l'image de ce pêcheur écartant à coups de rames un lapin nageur « ressemble trop à la façon dont beaucoup de gens voient le président ». Si ce coq de poule était à 60 %, ajoutent-ils, et s'il avait été attaqué par un papillon, « on rirait, mais plutôt avec lui, pas de lui ». — M.T.

La Turquie réaffirme sa détermination
de ne pas s'immiscer dans les affaires iraniennes

De notre correspondant

Ankara. — La Turquie s'est toujours gardée et se gardera de s'immiscer d'une manière directe ou indirecte dans les événements d'Iran, quelle que soit la situation d'urgence internationale, a déclaré un communiqué de la présidence du conseil turc, publié le 30 août. Le texte ajoute qu'Ankara poursuivra ses relations avec l'Iran, en respectant l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Iran, et cela en conformité avec la politique extérieure de la Turquie, basée sur le maintien de bonnes relations avec tous ses voisins sans distinction de régime politique.

Le communiqué vise surtout à démentir les rumeurs selon lesquelles Ankara autoriserait le passage des troupes iraniennes dans la région turco-iranienne en vue de faciliter l'entraînement des forces autonomistes kurdes iraniennes. Deux députés turcs d'origine kurde, l'un du Parti républicain et l'autre du Parti démocratique, avaient, dans une conférence de presse, fait écho à ces rumeurs, demandant au gouvernement de au cas où elles seraient fondées — qu'il s'abstienne d'aider « au génocide des Kurdes en Iran » pratiqué par « Khomeiny le despote ».

Le gouvernement turc reconnaît toutefois que des troupes locales iraniennes avaient exprimé à plusieurs reprises le vœu d'obtenir de telles autorisations, le cas échéant. Mais ces demandes, jugées inopportunes, ont été rejetées « par souci de ne pas s'immiscer, fût-ce indirectement », dans les affaires intérieures de l'Iran. Ankara admet aussi que fin juillet une petite unité iranienne, encadrée par les autonomistes kurdes, s'était réfugiée en Turquie. Les soldats iraniens ont été reconduits, pour des raisons humanitaires, à la frontière turco-iranienne, mais très loin du théâtre des opérations et après avoir été désarmés, précise le communiqué.

La presse turque avait d'ailleurs publié à cette époque des photos de cette affaire et le ministère des affaires étrangères l'avait formellement confirmée le 25 juillet.

Le gouvernement turc affirme que d'autres rumeurs contradictoires selon lesquelles Ankara « fermerait les yeux » sur le recrutement des volontaires et des mercenaires d'origine kurde au Sud-Est anatolien, en vue de combattre en Iran, sont aussi dénuées de tout fondement.

Le quotidien *Hürriyet* avait, le 30 août, attribué cette opération à une organisation clandestine séparatiste kurde opérant en Turquie, dénommée Kawa (mot issu de la mythologie iranienne : le ferrocarril Kawa se révélait

Une vigilance accrue

Bien que les combats se déroulent assez loin du sud de la frontière turco-iranienne, la Turquie a pris des mesures militaires dans la région « pour se tenir prête à toute éventualité ».

« Notre gouvernement est décidé à tenir la Turquie en dehors de tous les complots qui se trament dans la région, complots qui sont par conséquent des forces étrangères », a déclaré le chef d'état-major qui a publié des messages pour affirmer énergiquement qu'une « poignée de braves », qui s'efforcent d'obtenir l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Turquie, seront sévèrement châtiés. C'est un ultimatum, pensent les observateurs dans la capitale. La déstabilisation en Iran incite Ankara à redoubler de vigilance contre les menées séparatistes.

ARTUN UNSAL.

Etudes en SUISSE

littéraires,
scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lemania
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/201501, Télex 26600

EUROPE

POUR L'AGENCE POLONAISE INTERPRESS

La candidature de M. Strauss à la chancellerie marque un virage à droite en R.F.A.

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — L'agence d'information polonaise Interpress s'en est pris vivement, dans un commentaire publié le 30 août, à M. Franz-Josef Strauss, le ministre bavarois, désigné, en juillet, comme candidat de l'opposition chrétienne-démocrate ouest-allemande à la Chancellerie. Jusqu'alors, en Europe de l'Est, seul un journal tchécoslovaque l'avait légèrement égratigné à ce propos.

Le silence de la presse communiste est européen devant la réélection politique du chef du gouvernement de Munich. Peu de temps après sa désignation, M. Strauss avait fait un voyage en Hongrie où il avait été reçu par M. Kadar, le chef du P.C. La presse hongroise avait été fort courtoise.

Les commentaires de l'agence polonaise Interpress sont généralement destinés à l'étranger. Il convient donc de relativiser leur portée politique. La vignette des critiques contre M. Strauss n'en mérite pas moins d'être notée. Il y a quelques années, écrit l'agence, la désignation de M. Strauss dirigeant « à l'extrême droite » de la démocratie chrétienne ouest-allemande, aurait été considérée comme un « succès politique ». Or, il n'en est rien. Soulignant que « le dynamisme et la détermination » du candidat de l'opposition pourraient attirer des voix vers lui, l'agence constate que « la désignation de M. Strauss met en lumière, en premier lieu, de façon plutôt étonnante, le virage à droite de la vie politique en République

fédérale ». (...) « Ce virage à droite dans un pays où les tendances nationalistes et réactionnaires n'ont jamais été complètement éliminées, soulève la question du rôle futur de ce pays dans l'Europe internationale. » Plus précisément, l'agence voit dans la désignation de M. Strauss « une menace sur la détente en Europe ».

Ce commentaire a été publié à la veille du quarantième anniversaire de l'agression allemande contre la Pologne. A cette occasion, M. Jaroszewicz, chef du gouvernement de Varsovie, rappelle dans un article publié par la revue internationale *Problemy* de la paix et du socialisme paraisant à Prague que, en 1939, la Grande-Bretagne et la France abandonnèrent la Pologne alliée à son sort. « Les puissances alliées ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir à l'époque que le fascisme représentait un danger aussi pour leur propre pays », écrit-il.

Une enquête a été ouverte sur la mort d'une amie de l'écrivain bulgare Georgi Markov, a-t-on appris vendredi 31 août à Munich. Quelques semaines avant de mourir, après avoir reçu un coup de parapluie dans la poitrine, Markov avait été empoisonné. M. Markov, ancien journaliste à la B.B.C., avait reçu une visite à son domicile, à Munich, l'ambassadeur de Mme Helman, qui est morte il y a trois mois, a révélé des traces de poison. — (Reuters)

Le quarantième anniversaire de la déclaration de guerre

< Le peuple allemand ne peut être indifférent aux souffrances immenses infligées en son nom »

écrit le chancelier Schmidt dans < Le Figaro >

Le chancelier ouest-allemand, Helmut Schmidt, écrit, dans un article publié ce samedi 1^{er} septembre dans le *Figaro*, à l'occasion du quarantième anniversaire de la déclaration de guerre : « Le peuple allemand ne peut pas et ne peut pas être indifférent aux souffrances immenses qui ont été infligées en son nom aux soldats des peuples belligérants et aux nombreux hommes, femmes et enfants qui n'étaient pas engagés dans la guerre et qui furent les victimes d'une cruauté débridée. Je ne parle pas d'une culpabilité collective de tous les Allemands. Je parle d'une responsabilité commune de tous les Allemands. Je ne parle pas de la responsabilité individuelle de tous les Allemands. Je parle de la responsabilité collective de tous les Allemands. Je ne parle pas de la responsabilité individuelle de tous les Allemands. Je parle de la responsabilité collective de tous les Allemands. »

A propos du rôle des mouvements de résistance, le chef du gouvernement de Bonn s'exprime ainsi : « En dépit d'un rapport de force de toute évidence inégal, les

résistants de France et de beaucoup d'autres pays se sont engagés pour que survivent les valeurs fondamentales, supérieures à la violence des Etats ; celle du droit, celle de l'humanité, celle de la liberté contre la tyrannie, celle de l'humanité contre la barbarie. »

M. Schmidt ajoute : « En cherchant à restaurer en Europe un Etat de paix, grâce auquel le peuple allemand pourra un jour retrouver son unité dans le plein exercice de son autodétermination, le gouvernement fédéral agit conformément au mandat que lui confère la Constitution. Mais il ne peut le faire qu'en respectant la liberté et l'autodétermination des autres peuples, en respectant le peuple polonais pour qui le 1^{er} septembre 1939 marque le début d'une longue nuit d'épreuves. Il ne le fera qu'en restant fidèle aux liens qui l'unissent depuis l'après-guerre à ses partenaires d'Europe occidentale et, en particulier, à la France, pays voisin et ami. »

Suède

UN PROCES CONTRE DES JOURNALISTES SUSCITE UNE VIVE EMOTION DANS LES MILIEUX DE LA PRESSE

Stockholm (A.F.P.). — Un procès ouvert contre des journalistes suédois provoque une grande émotion dans les milieux de la presse, qui y voit une atteinte à la liberté d'expression. Les journalistes suédois jugés pour s'être trouvés, en mars dernier, dans une maison occupée par des squatters au moment où la police procédait à leur évacuation.

L'accusation considère que, d'un point de vue légal, il n'est pas possible de faire la distinction entre les occupants illégaux des locaux et les journalistes qui se trouvaient avec eux. Les intéressés, en revanche, estiment qu'ils faisaient leur métier en ne se contentant pas d'assister à l'opération de police de l'extérieur.

De nombreux journalistes ont manifesté devant le tribunal le 30 août, jour de l'ouverture du procès, contre ce qu'ils considéraient comme une atteinte à la liberté d'information. La police n'a pas à décider quels événements les journalistes ont le droit de couvrir.

Les six inculpés risquent d'être condamnés à des amendes. Le jugement doit être rendu le 20 septembre, mais les accusés et leurs avocats ont déjà fait savoir qu'ils feraient appel de toute condamnation.

LE MONDE

mercredi 29 août 1979

des sections des tribunaux d'arrondissement

Vous y trouverez peut-être

LES BUREAUX

que vous recherchez

MALTE SANS LES ANGLAIS

II. — Neutralité ou «kadhafisation»?

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOUTEIX

Les forces britanniques, qui disposaient encore d'une base navale à Malte, l'ont évacuée le 31 mars dernier. Dans un premier article, notre envoyé spécial a décrit la situation institutionnelle, politique, économique de l'île au lendemain de ce retrait (le Monde du 1^{er} septembre).

Il analyse aujourd'hui les chances et les risques présentés par les choix du gouvernement de M. Mintoff en matière diplomatique.

La Valette. — « Malte ? C'est notre seul porte-avions vraiment insubmersible en Méditerranée », plaisante M. Mintoff. Ce n'est pas mieux définir le rôle longtemps assigné à l'île par les Britanniques — et, avant eux, par ses occupants arabes — que de constater que les Alliés furent bien heureux, durant les opérations de la seconde guerre mondiale dans cette région du globe, de disposer de ce point de départ ou de repli pour leurs avions. Mais, de tout temps, ses crises se prêtent admirablement à l'établissement de bases navales et ses escarpements à l'édification de fortifications, dont les vestiges superposés ne sont pas, aujourd'hui, une des moindres curiosités architecturales. Commandant un des points de passage maritime essentiels en Méditerranée, que certains vont jusqu'à comparer à Gibraltar (et à Suez depuis le cessez-le-feu), Malte a toujours fait l'objet, de la part des grandes puissances, d'une convoitise sans commune mesure avec celle que pouvaient susciter ces quelques 315 kilomètres carrés de roc ensablés, à la végétation rare et aux ressources naturelles inexistantes.

Officiellement, c'est pour cesser enfin d'être cette île désolée, base militaire étrangère que La Valette a renvoyé chez eux, le 31 mars dernier, en vertu d'un accord laborieusement négocié entre 1972 et 1978, les deux super-puissances, les Britanniques et les Français, qui pendant cinquante ans, avaient tenu la base fermée au trafic de la mer Méditerranée. La base britannique — sous forme de suppression de quelque trois mille emplois civils et d'un loyer qui atteignait, ces dernières années, 14 millions de livres. « Il s'agit en somme de faire payer à d'autres pays des fois plus élevées qu'à Malte », a-t-il écrit dans un livre paru récemment, « nous appartenait pas », commente, goguenard, un observateur français, on ne semble absolument pas prêt à en passer par là.

A Rome, la situation politique intérieure interdit de toute façon de se laisser entraîner dans ce genre d'opération, et l'on a discrètement sollicité une certaine concertation avec la France pour opposer un « front commun » aux exigences maltaises. A Alger, on prodigue également les encouragements verbaux plus que les faits.

Reste Tripoli. C'est l'inconnue majeure qui pèse sur l'avenir de Malte. Le 31 mars, le colonel Kadhafi, chef d'Etat étranger à assister aux festivités organisées pour le départ des Britanniques, n'a pas caché, dans une déclaration à la radio maltaise, que la Libye était prête à accorder à Malte le statut de « zone libre » pour compenser le « manque à gagner » provoqué par la fermeture de la base. Fermeture elle-même présentée comme « une victoire diplomatique ». D'une manière, le discours de M. Mintoff en matière

de politique étrangère prend volontiers des accents mughaliens, ni-lens-mondistes, et les concepts d'« indépendance », de « non-alignement » et de « neutralité » sont à coup sûr devenus les mots-clés de la rhétorique officielle maltaise. Le grand projet du premier ministre en la matière est de doter son pays d'un statut de neutralité garanti par quatre puissances méditerranéennes : l'Italie, la France, la Libye et l'Algérie. Système qui a pour lui au moins deux mérites essentiels : la clarté et l'ingéniosité.

La clarté : la neutralité est aujourd'hui une notion relativement précise, comportant en droit international public un certain nombre d'implications connues. A nos siècles d'intrigues et de manœuvres autour du petit archipel, elle substituerait, au moins théoriquement, une diplomatie « transparente ».

Le préalable économique

En fait, cette alde est déjà très importante. Mais, contrairement à ce que soulignent les maltais, elle n'est pas, pour l'instant, et pour autant qu'on puisse le savoir, directement budgétaire. Elle se manifeste surtout par des livraisons de pétrole à des prix tout à fait préférentiels (avec autorisation de le revendre à un tarif beaucoup moins « amical ») et par une coopération technique très étendue.

C'est le caractère massif de cette aide libyenne, au moins autant que les déclarations de M. Kadhafi sur le thème : « Le destin de Malte est lié à celui de la nation arabe », « Malte n'a pas sa place en Europe et l'Europe n'a pas sa place à Malte », qui fait redouter à bon nombre d'observateurs occidentaux que l'île ne bascule dans le camp libyen malgré les proclamations d'indépendance de ses dirigeants. La présence libyenne à Malte a, ces dernières années, été un tour très voyant. Tripoli y dispose de la plus grande ambassade, avec dix-sept diplomates — plus que les Américains, les Français, les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Algériens, tout en se montrant favorable au principe de cette garantie quadripartite. Le témoignage d'un tel engagement pour répondre aux demandes (pour ne pas dire aux exigences) économiques maltaises, M. Mintoff fait pour l'instant un préalable.

La Valette demande en effet le versement de quelque 25 millions de livres maltaises (1) par an pendant cinq ans, montant estimé du coût de la fermeture de la base britannique — sous forme de suppression de quelque trois mille emplois civils et d'un loyer qui atteignait, ces dernières années, 14 millions de livres. « Il s'agit en somme de faire payer à d'autres pays des fois plus élevées qu'à Malte », a-t-il écrit dans un livre paru récemment, « nous appartenait pas », commente, goguenard, un observateur français, on ne semble absolument pas prêt à en passer par là.

A Rome, la situation politique intérieure interdit de toute façon de se laisser entraîner dans ce genre d'opération, et l'on a discrètement sollicité une certaine concertation avec la France pour opposer un « front commun » aux exigences maltaises. A Alger, on prodigue également les encouragements verbaux plus que les faits.

Reste Tripoli. C'est l'inconnue majeure qui pèse sur l'avenir de Malte. Le 31 mars, le colonel Kadhafi, chef d'Etat étranger à assister aux festivités organisées pour le départ des Britanniques, n'a pas caché, dans une déclaration à la radio maltaise, que la Libye était prête à accorder à Malte le statut de « zone libre » pour compenser le « manque à gagner » provoqué par la fermeture de la base. Fermeture elle-même présentée comme « une victoire diplomatique ». D'une manière, le discours de M. Mintoff en matière

de politique étrangère prend volontiers des accents mughaliens, ni-lens-mondistes, et les concepts d'« indépendance », de « non-alignement » et de « neutralité » sont à coup sûr devenus les mots-clés de la rhétorique officielle maltaise. Le grand projet du premier ministre en la matière est de doter son pays d'un statut de neutralité garanti par quatre puissances méditerranéennes : l'Italie, la France, la Libye et l'Algérie. Système qui a pour lui au moins deux mérites essentiels : la clarté et l'ingéniosité.

Le préalable économique

En fait, cette alde est déjà très importante. Mais, contrairement à ce que soulignent les maltais, elle n'est pas, pour l'instant, et pour autant qu'on puisse le savoir, directement budgétaire. Elle se manifeste surtout par des livraisons de pétrole à des prix tout à fait préférentiels (avec autorisation de le revendre à un tarif beaucoup moins « amical ») et par une coopération technique très étendue.

C'est le caractère massif de cette aide libyenne, au moins autant que les déclarations de M. Kadhafi sur le thème : « Le destin de Malte est lié à celui de la nation arabe », « Malte n'a pas sa place en Europe et l'Europe n'a pas sa place à Malte », qui fait redouter à bon nombre d'observateurs occidentaux que l'île ne bascule dans le camp libyen malgré les proclamations d'indépendance de ses dirigeants. La présence libyenne à Malte a, ces dernières années, été un tour très voyant. Tripoli y dispose de la plus grande ambassade, avec dix-sept diplomates — plus que les Américains, les Français, les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Algériens, tout en se montrant favorable au principe de cette garantie quadripartite. Le témoignage d'un tel engagement pour répondre aux demandes (pour ne pas dire aux exigences) économiques maltaises, M. Mintoff fait pour l'instant un préalable.

La Valette demande en effet le versement de quelque 25 millions de livres maltaises (1) par an pendant cinq ans, montant estimé du coût de la fermeture de la base britannique — sous forme de suppression de quelque trois mille emplois civils et d'un loyer qui atteignait, ces dernières années, 14 millions de livres. « Il s'agit en somme de faire payer à d'autres pays des fois plus élevées qu'à Malte », a-t-il écrit dans un livre paru récemment, « nous appartenait pas », commente, goguenard, un observateur français, on ne semble absolument pas prêt à en passer par là.

A Rome, la situation politique intérieure interdit de toute façon de se laisser entraîner dans ce genre d'opération, et l'on a discrètement sollicité une certaine concertation avec la France pour opposer un « front commun » aux exigences maltaises. A Alger, on prodigue également les encouragements verbaux plus que les faits.

Reste Tripoli. C'est l'inconnue majeure qui pèse sur l'avenir de Malte. Le 31 mars, le colonel Kadhafi, chef d'Etat étranger à assister aux festivités organisées pour le départ des Britanniques, n'a pas caché, dans une déclaration à la radio maltaise, que la Libye était prête à accorder à Malte le statut de « zone libre » pour compenser le « manque à gagner » provoqué par la fermeture de la base. Fermeture elle-même présentée comme « une victoire diplomatique ». D'une manière, le discours de M. Mintoff en matière

coup plus considérable, car derrière ce problème de droit maritime se cachait celui d'une possible exploitation des ressources pétrolières sous-marines, dont l'Ex-Aquilaine avait déjà commencé de dresser un premier inventaire à la demande de La Valette. La question, qui demeure pendante, pourrait faire partie d'un règlement global entre les deux pays si leurs relations prenaient un nouveau tour.

Plus récemment, une autre occasion a été donnée au gouvernement maltais de faire preuve d'autorité vis-à-vis des Libyens : une station de radio dépendant de Tripoli, et qui avait été installée à Malte en vertu des accords de coopération culturelle, a été courtoisement mais fermement, priée de cesser d'émettre. Il faut dire que l'ambassadeur d'Egypte à La Valette s'était plaint : la station « culturelle » émettait huit heures par jour, en langue maltaise, des critiques (le mot est probablement excessif) contre la politique du président Sadate.

Une autre question qui préoccupe les Occidentaux — et tout particulièrement leurs « honorables correspondants » installés à La Valette — est de savoir si, comme l'explique crûment l'un d'entre eux, « les Libyens » « racontent » aussi pour les Soviétiques ou seulement pour leur propre compte.

Officiellement, Malte n'a pas de relations diplomatiques directes avec l'U.R.S.S. (c'est l'ambassade soviétique à Londres qui « coiffe » les affaires maltaises). Moscou ne dispose même pas d'une délégation commerciale à La Valette — les Maltais s'y sont refusés. Ni même, désormais, d'une « antenne » de l'agence Tass, dont le correspondant, qui confondait trop visiblement l'information et le renseignement, s'est vu expulser.

QUELQUES DONNÉES...

SUPERFICIE. — 320 kilomètres carrés.

POPULATION. — 325 000 habitants (l'une des plus fortes densités du monde).

REGIME POLITIQUE. — Etat indépendant depuis 1964, république depuis 1974. Système parlementaire dans lequel le pouvoir est exercé par le président de la République, élu pour cinq ans, et qui désigne également le président de la République.

PRINCIPALES FORMATIONS POLITIQUES. — Parti nationaliste (M. Fenech Adam, trente et un sièges aux élections de 1979); parti travailliste (M. Don Mintoff, trente-quatre sièges); parti communiste (aucun siège).

SITUATION ECONOMIQUE. — Monnaie relativement stable (qui n'a pas suivi, notamment, la livre anglaise dans sa chute de ces dernières années). Secteur public important. Le produit national brut est en forte croissance depuis 1976. Il dépasse actuellement le total des dépenses des habitants. Inflation et chômage sont encore importants mais en régression.

PRINCIPALES ACTIVITES. — Tourisme (478 000 visiteurs en 1978, plus de 15 % du P.N.B.), petites industries, auxiliaires de l'œuvre, commerce maritime, chantiers navals de faible tonnage.

ser et n'a pu être remplacé. Les Libyens jouent-ils désormais, au minimum, le rôle d'informateurs ? C'est ce que redoutent les adversaires de la politique extérieure de M. Mintoff, tout en reconnaissant qu'il ne s'agit-là que d'une hypothèse.

Est-ce pour monter une opération de contre-espionnage vis-à-vis de l'opinion publique que le gouvernement travailliste a, nous, ces dernières années, d'assez bonnes relations avec la Chine populaire, qui peut difficilement passer pour une puissance méditerranéenne ? Est-ce plutôt, comme on le dit parfois à Malte, et en vertu d'un de ces paradoxes dont le jeu des « complications objectives » est parfois prodigieux, pour rassurer les services américains, eux-mêmes désarmés pour combattre une éventuelle pénétration soviéto-libyenne ? Toujours est-il que la représentation de Pékin à La Valette est une des plus fournies, et que plus de deux cents techniciens chinois achèvent actuellement la réalisation d'un grand complexe portuaire, le Red China Dock, en vertu d'un accord de coopération particulièrement avantageux qui a également permis à Malte de bénéficier d'un prêt important.

Preuve supplémentaire — s'il en fallait une — qu'en dépit de l'évolution des technologies militaires et des grandes équilibres mondiaux le rocher de Malte n'a décidément pas fini, neutralisé ou pas, d'intéresser les puissances voisines... et les autres. Libre aux Maltais d'y trouver des motifs de fierté — ou d'inquiétude.

PIN

(1) La livre maltaise vaut environ 12 francs.
(2) La valeur actuelle de l'unité de compte est de 3,50 francs environ.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LA LOI CONSIDERANT LES DISPARUS COMME DECEDES aura pour conséquence d'officialiser les assassinats, les enlèvements, les tortures commis par la junte militaire, a déclaré vendredi 31 août M. Lionel Jospin, secrétaire national du P.S. français, délégué aux relations internationales. Le P.S. s'élève contre cette nouvelle étape dans les atteintes aux droits de l'homme en Argentine et « demande que le gouvernement français cesse d'apporter son soutien politique à un régime qui érige le terrorisme en système de gouvernement », a ajouté M. Jospin.

Chili

UN JUGE MILITAIRE SPECIAL a été désigné pour enquêter sur la disparition, en 1973, peu après le coup d'Etat, de vingt personnes dans les localités de Laja et San-Rosendo, à 500 kilomètres au sud de Santiago, a-t-on appris récemment dans la capitale chilienne. Les familles des disparus ont récemment porté plainte contre trente policiers qu'elles estiment responsables des faits.

Espagne

M. ALBERTO MARTIN ARTAJO, qui fut ministre des affaires étrangères de Franco de 1945 à 1957, est mort vendredi 31 août à Madrid, à l'âge de soixante-trois ans. M. Mar-

tin Artajo avait été l'artisan de la reconnaissance diplomatique du régime franquiste par la communauté internationale après la seconde guerre mondiale et avait fait entrer l'Espagne aux Nations unies en 1955. — (Reuters)

Mozambique

CINQ OFFICIERS SUPERIEURS SOVIETIQUES ont été tués récemment au cours d'un accrochage avec des guérilleros antigouvernementaux dans le nord du Mozambique, a indiqué vendredi 31 août le quotidien sud-africain *The Citizen* (provoquant un pénal vol régulier de l'aéroport). Selon le journal les cinq officiers étaient en vol lorsque l'un d'eux fut tué par la ville de Mucimboa (sud-est du Mozambique) dans le district de Nampula. Leurs dépouilles mortelles ont été acheminées vers Moscou par un vol régulier de l'aéroport. écrit le journal. Le gouvernement mozambicain n'a pas confirmé officiellement l'incident et à Maputo un silence total règne sur cette affaire. — (A.F.P.)

Paraguay

LE GENERAL SOMOZA a obtenu l'« hospitalité » au Paraguay, où il a le statut de « résident temporaire » et non de « réfugié politique », indique un communiqué officiel diffusé mercredi 29 août par l'ambassade du Paraguay à Paris.

Tchad

LA GUINEE a accepté d'envoyer des troupes au Tchad pour le maintien de l'ordre et de la sécurité. L'indiqua M. Sékou Touré, chef de l'Etat guinéen, dans un discours diffusé vendredi 31 août par Radio-Conakry. Le chef de l'Etat guinéen a donné l'engagement que le comportement des troupes guinéennes qui seront envoyées au Tchad sera « objectif, juste, honnête et efficace ». — (A.F.P.)

Vietnam

M. HOANG VAN HOAN, ancien vice-président de l'Assemblée nationale vietnamienne, réfugié à Pékin, a lancé, samedi 1^{er} septembre, un appel pour que « tous les vrais communistes du Vietnam s'unissent et qu'ils luttent résolument avec le peuple pour éradiquer la domination fasciste de Le Duan et compagnie afin de sauver la révolution et leur patrie ». Il affirmait que le secrétaire du P.C. vietnamien était « un homme intègre et digne », qu'il avait « trahi » les principes fixés par Ho Chi Minh. Enfin, M. Hoan a affirmé qu'en juillet 1978 le comité central du P.C.V. avait décidé de « s'apercevoir et de remplacer la direction chinoise », de « se débarrasser des maoïstes de Pékin » et d'élaborer « des forces progressistes » et « antimaïstiques » à parvenir au pouvoir. — (A.F.P.)

LES ANGLAIS

«*Madhatisation*» ?

de BERNARD BRIGG

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

de BERNARD BRIGG

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

Il y a un certain nombre d'années, le mot «*Madhatisation*» a été inventé par un journaliste britannique pour désigner le processus de transformation d'un pays en un état de droit.

L'expression est née de la constatation que, dans de nombreux pays, le processus de transformation d'un pays en un état de droit est en cours.

AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Le Polisario redoute des «*pressions*» de Paris sur la Mauritanie

M. Bachir Mustapha Sayed, secrétaire général adjoint du Polisario, a donné une conférence de presse le jeudi 20 août, près de Tindouf, devant des journalistes invités pour voir les prisonniers et le matériel marocain capturé à l'issue des batailles de Bir-Anzaran (11 août) et de Lebourate (24 août). «*Si le Maroc obtient de nouvelles armes et de nouveaux matériels de guerre, nous pourrions en obtenir à notre tour. Si une ou deux grandes puissances interviennent dans le conflit au profit du Maroc, d'autres grandes puissances ne resteront pas les bras croisés.*»

M. Mustapha Sayed a notamment critiqué la récente déclaration du conseil des ministres français («*Le Monde*» du 30 août), remarquant en particulier que celle-ci «*ne mentionnait ni l'accord de «*paix définitive*», signé le 5 août dernier à Alger, entre le Polisario et la Mauritanie, ni la résolution de l'O.U.A. recommandant un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.*»

Il a affirmé qu'il «*craignait que le gouvernement français ne soit en train de faire pression sur la Mauritanie pour l'empêcher de jouer pleinement son rôle de protagoniste de la paix.*» Tout en soulignant le «*respect du Polisario pour les frontières de la Mauritanie internationalement reconnues*», le dirigeant sahraoui a affirmé que son mouvement «*n'acceptera pas de présence militaire française sur un seul pouce du territoire de notre région.*» — (A.F.P.)

Tribune internationale

Pour un compromis saharien

par ABDELKEBIR KHATIBI (*)

RESQUE, pourtant, le nomadisme dépeint ou se repaie sur lui-même. Dans certains cas, il est en train d'être clochardisé, sinon liquidé. En tout cas, son adaptation à la modernisation est très difficile. Fatalité historique ? Oui, mais il y a d'une mort culturelle.

La société saharienne est un type de civilisation gagnée durant les millénaires sur la dureté de la nature, et sur la misère économique. Malgré que ce continent naitement l'originalité d'une culture raffinée et d'une organisation tribale obéissant à des lois subtiles que peu de sociétés ont pu atteindre. Ce qui se joue au Sahara est, au-delà des impératifs de stratégie et d'économie, la crise d'un certain type de civilisation.

Au nom de l'unité, les Etats marocain et algérien, Etats nationalistes et (plus ou moins) centralisés, ne peuvent tolérer la segmentation de leur société et l'autonomisation de cultures spécifiques. A ma connaissance, les Touaregs d'Algérie ne sont pas plus heureux qu'ailleurs. Par principe, la centralisation impose le silence à la différence culturelle, plus par peur d'une société déchaînée que par une volonté libre. Mais l'humiliation des tribus peut prendre sa revanche avec violence.

Si les Sahraouis constituent un jour un petit Etat, sans tenir compte de l'enjeu du nationalisme centralisateur, ils risquent eux-mêmes de se retourner contre l'originalité de leur société nomade et de s'élever dans la sphère d'une unité trop étroite pour être viable. L'unité plus étroite que dans le monde actuel, la géopolitique et la stratégie élaborées par les puissances négligent l'importance décisive de la culture : on n'a pas besoin, à ce propos, de faire appel à l'exemple de l'Iran pour le démontrer.

Pour que la société saharienne puisse vivre et ne soit pas déchirée par un partage territorial, lui-même nominaliste, doit-on nécessairement passer par une guerre d'extermination pour tout le monde ? Les Etats du Maghreb sont-ils capables de s'approprier le désert sans payer le prix d'une annexion ? Pour le moment, cette erreur est politique, et elle est de taille.

Le nationalisme marocain est né au moment où un pouvoir charismatique et intégré, et à la base par une société segmentaire, très stratifiée et mise en retrait. Capitalisme séigneurial tissé par les liens de clientèle et de dépendance, alors que le nationalisme algérien, voulant concilier le socialisme, la technique et l'islam, construit de fait un capitalisme d'Etat, sur les restes de la société coloniale. Un capitalisme d'Etat, c'est-à-dire une nouvelle hiérarchie sociale animée par une classe technico-militaire. Tels que, les deux nationalismes tendent à utiliser à leur faveur le clivage idéologique mondial et les contradictions de la stratégie des puissances. Pris entre deux nationalismes, le Polisario pourra-t-il affirmer le sien en toute autonomie ?

A LORS, quelle solution, me dira-t-on ? Mon opinion est claire : mettre les Etats concernés devant leur volonté de guerre et de paix.

— Volonté de guerre. — Une guerre algéro-marocaine généralisée ne paraît pas probable. Les deux Etats savent qu'ils paieront tous deux très cher. Et objectivement, leurs sociétés sahariennes encourent des décadences supplémentaires. — Volonté de paix. — Les solutions concrètes sont possibles, si une telle volonté saharienne — y compris celle des Sahraouis — se déclare contre l'immense fardeau du sous-développement. Est-ce utopique ? Ou alors, on désire infiniment — avec et sans conscience — la misère des peuples du Maghreb.

(*) Ecrivain, professeur-chercheur à l'université de Rabat.

Ghana

LE RETOUR AU RÉGIME CIVIL EST FIXÉ AU 24 SEPTEMBRE

Abidjan (Rester). — Le lieutenant d'aviation Fred Rawlings, président du Conseil révolutionnaire du Ghana, a annoncé, vendredi 31 août, le retour à un régime civil le 24 septembre. Dans un discours radio-télévisé, le lieutenant Rawlings a indiqué que, avant de transférer le pouvoir au président élu M. Efraïm Aducci, il conduirait la démission du Ghana au sommet des non-alignés à La Havane.

Le lieutenant Jerry Rawlings avait auparavant annoncé la date du 1^{er} octobre, mais cette dernière aurait coïncidé avec le retour à une administration civile au Nigeria. C'est en effet le 1^{er} octobre prochain que le président général Ouseguen Obasanjo doit remettre le pouvoir au président élu, M. Shehu Shagari. Enfin, les gardes-frontières ghanéens ont reçu l'ordre de ti-

Zaire

M. Robert Mondarigant, député communiste du Val-d'Oise, proteste, dans une question écrite au premier ministre, contre les prochaines manœuvres franco-sahraïennes («*Le Monde*» du 17 août). Cette décision, indique le parlementaire, inscrit dans le cadre d'une politique impérialiste et constitue une nouvelle ingérence dans les affaires du Zaire. M. Mondarigant demande que le gouvernement annule la participation française à ces manœuvres. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

Pour la première fois LE CHEF DU GOUVERNEMENT S'EST RENDU A SOWETO

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Pour la première fois, le faubourg africain de Soweto, situé au sud-ouest de Johannesburg, et qui compte un million et demi d'habitants, a reçu la visite d'un premier ministre sud-africain, vendredi 31 août.

Environ trois mille personnes, principalement des enfants de moins de quatorze ans et des femmes, ont salué le premier ministre Pieter Botha, qui était accompagné de sept de ses principaux ministres, dont celui des affaires étrangères. L'atmosphère n'était cependant pas à la joie, les sentiments des badauds se partageant entre la curiosité, l'espoir, le doute. Pas de réelle appréciation cependant des deux chefs d'Etat qui furent le théâtre de sanglantes émeutes en 1976 et 1977, les contestataires ayant soigneusement évité de se mesurer sur le parcours officiel.

«*En Europe, nous aurions manifesté, déclaré peu de temps auparavant le docteur Nkomo, président du Comité des Dlx, mouvement anti-apartheid. Ici ce n'est pas possible, la police nous tirerait dessus.*» Il y avait cependant des affiches collées dans les principales artères et aux carrefours. «*Comment pourrions-nous nous accueillir, M. Botha, quand votre politique vise à nous détruire ?*» Lisez-on sur une affiche. «*Rencontrez Mandela pour Soweto*» (M. Mandela, actuellement emprisonné au pénitencier de Robben Island, est un ancien président de l'African National Congress, mouvement banni en République Sud-Africaine).

Une seule promesse concrète, après cette visite, Soweto deviendra à la prochaine session parlementaire une ville à part entière, ce qui lui donnera la possibilité, si on agrandit son territoire, de pouvoir s'industrialiser et, en tout cas, d'avoir des grands magasins, inexistants actuellement. Aux nombreuses demandes (transport, logement, électricité) du «*maire*» actuel, M. David Tebheh, le premier ministre a répondu que son gouvernement étudierait les solutions à y apporter.

«*Bon, c'est bien qu'il soit venu, mais il faut des actes à présent.*» entendait-on un peu partout. Parmi les questions qui ont pu être posées, on a pu entendre la rapidité de cette visite. «*Une visite pour touristes ?*», s'exclama une jeune femme. «*Pourquoi n'a-t-on pas été plus longtemps ?*»

Mais la visite de M. Botha n'était-elle pas destinée à promouvoir la nouvelle politique de création d'une petite bourgeoisie noire urbanisée, garantie, estime-t-il, contre de nouvelles révoltes, voire, une révolution ?

CHRISTIANE CHOMBEAU.

ASIE

Japon

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FAIT L'ÉLOGE DES RÉGIMES MILITAIRES D'AMÉRIQUE LATINE

«*Les démocraties occidentales ne devraient pas imposer leur philosophie à un pays d'Amérique latine.*», a déclaré, vendredi 31 août, à Tokyo, Sumio Sonoda, ministre des affaires étrangères japonais, qui revenait d'une visite au Mexique, au Brésil, au Pérou, au Chili, en Argentine et au Venezuela. Le premier ministre, a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse, partage ce point de vue, qui s'oppose nettement à la politique internationale des droits de l'homme menée par les Etats-Unis. M. Sonoda a d'ailleurs révélé qu'il avait prié M. Vance de ne pas présenter à l'Assemblée générale des Nations unies une résolution condamnant les politiques des droits de l'homme en Amérique latine et qu'il avait demandé à son représentant à New-York de faire campagne contre l'initiative américaine.

Pour M. Sonoda, il n'est en effet pas raisonnable pour les pays industrialisés d'imposer leurs propres idées politiques sans tenir compte des conditions propres à chaque pays. «*Les gouvernements en Amérique latine, a-t-il précisé, luttent actuellement contre des groupes non démocratiques dans le but précisément de parvenir à la démocratie. Les efforts des gouvernements militaires de cette région méritent plutôt d'être appuyés.*» — (A.F.P.)

[Une importante colonie japonaise réside au Brésil, où le Japon a fait des investissements considérables. Tokyo est, d'autre part, intéressé par le pétrole latino-américain et a beaucoup développé ses échanges avec cette partie du monde. Cela justifie-t-il cependant de tels éloges ?]

AVANT L'OUVERTURE DU SOMMET DES NON-ALIGNÉS

Les présidents Castro et Tito n'ont pas aplani leurs divergences sur les orientations du mouvement

De notre envoyé spécial

Le sommet des non-alignés s'ouvre le lundi 3 septembre à La Havane, dans une atmosphère assez tendue. Le climat est encore alourdi par les accusations américaines selon lesquelles une brigade soviétique serait stationnée à Cuba. Les autorités cubaines n'ont jusqu'à présent ni démenti ni confirmé ces informations.

La Havane. — Les entretiens qu'ont eus, jeudi soir et vendredi 31 août, les présidents Castro et Tito devraient avoir une influence déterminante sur la conférence au sommet des pays non alignés et peut-être même sur l'avenir du mouvement. Les communiqués publiés à l'issue de ces conversations indiquent que les deux chefs d'Etat n'ont pu parvenir à une entente entre les deux grands courants s'affrontant au sein du mouvement.

La question de la représentation du Cambodge — qui était examinée vendredi par les ministres des affaires étrangères — a montré à quel point les positions sont inconciliables. Pays hôte, Cuba s'affirme prêt à se ranger au point de vue des participants à la conférence, mais par ailleurs, à la fois juge et partie. Les «*facilités nécessaires*» ont été offertes aux «*personnes s'identifiant elles-mêmes comme les représentants du gouvernement du Kampuchéa démocratique*» pour venir à La Havane, a dit un dirigeant cubain. M. Khieu Samphan, chef de l'Etat sous le régime déchu de Phnom-Penh, est, comme les autres membres de sa délégation, hébergé à une résidence de la capitale. En revanche, les représentants du gouvernement «*légitime*», selon les autorités cubaines, du Cambodge, sont logés dans un hôtel de la ville où se trouvent également leurs protecteurs vietnamiens. Il est vrai que les Cubains n'ont accepté après la conférence aucune des deux délégations cambodgiennes.

De son côté, la Yougoslavie est catégorique : il ne peut y avoir d'autre gouvernement légitime à Phnom-Penh que celui qui a été chassé du pouvoir par l'intervention vietnamienne. Tous les pays, notamment asiatiques, qui appuient cette thèse le font parce qu'ils ne veulent pas cautionner l'«*expansionnisme*» d'un Etat membre et le rôle à l'arrière-plan d'autre gouvernement. Les Cubains ont refusé de signer un communiqué de ce genre, mais pour autant défendent les crimes des Khmers rouges et déclarent même parfois ouvertement ne pas souhaiter leur retour au pouvoir. Au début de Singapour, qui lui demandait, à propos de la représentation du Cambodge, si les ministres ne débattaient pas finalement de la question du régime, le président de la conférence, le ministre des affaires étrangères cubain, M. Malmierca, a répondu promptement avec un humour d'après-guerre : «*Non, car il s'agit d'un pays exterminé.*» Il est cependant probable que les Cubains se rallieront au compromis souhaité par des pays influents comme l'Inde et l'Algérie en renvoyant dos à dos les deux délégations khmers jusqu'à ce qu'un règlement soit trouvé à la question cambodgienne.

Cette «*question*» protocolaire, qui domine les vendredi à des échanges acrimonieux, est à porter au compte du conflit idéologique sino-soviétique. Mais elle pose aussi la question jugée fondamentale par de nombreux

non-alignés de l'indépendance de leur mouvement. Céder à ce sujet, selon les Yougoslaves, serait donner satisfaction à une grande puissance et porter gravement ombrage à la philosophie du non-alignement. Or il faut bien dire que jamais autant qu'aujourd'hui le mouvement n'a été aussi exposé à l'influence soviétique. Accepter les porte-parole du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh serait renforcer encore ses adversaires. Cuba, qui a assuré la présidence du mouvement pour compter renouer avec l'Amérique, a joué le rôle de «*locomotive*» tendant à infléchir ses prises de position dans une direction favorable aux pays socialistes.

En accueillant le Front populaire du Zimbabwe en tant que membre à part entière du mouvement, les non-alignés ont fait d'autre part un choix, qui n'a pas semblé partagé par tous. Qu'il s'agisse de la paix israélo-égyptienne ou de l'avenir du Sahara occidental, les non-alignés ont tenté de se ranger derrière les résolutions de l'O.U.A. et le récent accord entre l'Algérie et le Polisario. Les querelles politiques prennent ainsi généralement le pas sur les prises de position dans le domaine économique, où l'accord est plus facilement réalisé. Le mouvement des non-alignés est pourtant à l'origine des revendications du tiers-monde en faveur d'un nouvel ordre économique international. Ses déclarations ne devraient pas passer inaperçues. Cette année, les non-alignés demandent que soient recherchées de nouvelles voies de négociations avec les pays industrialisés et que soit étudiée l'«*urgence*» du problème de l'énergie. Ils espèrent que les pays riches de gaspiller le pétrole et les entreprises transnationales d'augmenter de façon exagérée leurs bénéfices. Ils demandent également la création d'un fond international devant être alimenté à la fois par les pays développés et les pays exportateurs de pétrole pour venir en aide aux pays membres connaissant des difficultés financières. La rançon de l'égard des riches pays pétroliers s'exprime aussi au sein des non-alignés.

Cinquante-six ministres des affaires étrangères — pour une certaine de pays qui compte le club des puissances — ont été à La Havane vendredi. Combien de chefs d'Etat et de gouvernements seront présents, jeudi ? Si les Etats d'Asie prédominants ne font que participer au débat, on compte aussi des personnalités importantes parmi les modérés. Parmi ces personnalités, qui n'ont pas toujours une grande influence politique, c'est à l'issue de la bataille politique dont le mouvement est l'enjeu que se mesurera pour Cuba le succès de la rançon. L'entente de la politique internationale et notamment des Caraïbes, où les non-alignés se réunissent pour la première fois, souligne l'importance attachée par le mouvement à la zone d'influence américaine.

De même, le nombre des pays européens (Autriche, Finlande, Espagne, Suède, Suisse, Portugal, Roumanie, Saint-Marin) invités — ils suivent les débats sans y participer — s'accroît, ce qui prouve que son intérêt ne se circonscrit pas au tiers-monde.

GERARD VIRATELLE.

Des attaques contre la France

L'inspiration cubaine va également se trouver sensiblement atténuée lorsque la déclaration politique et économique dite «*La Havane*» aura trouvé sa forme définitive après avoir été amendée en commission. La commission politique, présidée par l'Irak (le pays où siège le prochain sommet), et la commission économique, présidée par le Mozambique, ont commencé de siéger vendredi après-midi. Ces deux pays se comptent évidemment pas parmi les modérés.

WASHINGTON CONFIRME LES RÉVÉLATIONS SUR LA PRÉSENCE D'UNE BRIGADE SOVIÉTIQUE A CUBA

(Suite de la première page.)

Le président Carter, si la controverse se développe, risque donc de se retrouver une fois de plus dans une position délicate et d'être accusé de «*mollesse*» face aux ambitions soviéto-cubaines. C'est la carte qu'avait jouée John Kennedy contre Richard Nixon pendant la campagne électorale de 1960. En conséquence de quoi John Kennedy, une fois élu à la présidence, avait accepté de «*couvrir*» la tentative de débarquement à Cuba organisée par la C.I.A. et des exilés cubains. Cette affaire s'était soldée par un désastre pour les Etats-Unis, dans la fameuse baie des Cochons.

Que l'affaire de la brigade de l'Armée rouge ait éclaté au moment où vont se réunir à La Havane les chefs d'Etat et de gouvernement des pays non-alignés n'est pas dû sans doute au hasard. Les Américains ne sont pas mécontents de rappeler aux pays «*modérés*» présents à La Havane que jamais Cuba n'a été aussi aligné sur l'U.R.S.S. que maintenant.

Ce n'est cependant pas la première fois que l'attention est attirée sur le renforcement de la présence soviétique à Cuba ; peu après l'intervention cubaine en Angola, on avait affirmé de source américaine — et sans être démenti — que des pilotes soviétiques participaient directement aux vols de protection au-dessus de Cuba, afin de libérer des missions

africaines autant de pilotes cubains.

Ad début de l'année, on avait appris que l'U.R.S.S. avait livré à Cuba un quinze de Mig-23. La nouvelle avait fait pas mal de bruit aux Etats-Unis jusqu'à ce que des photos aériennes prises par des satellites espions et des avions de reconnaissance américains prouvent que ces appareils n'avaient pas été dotés des systèmes spéciaux, leur conférant une capacité nucléaire.

Le nouvel épisode qui vient d'éclater, s'il ne doit pas être dramatisé, s'inscrit cependant dans un contexte délicat : période pré-électorale aux Etats-Unis, toujours oropice à bien des surenchères : crises intermittentes et imprévisibles entre Washington et Moscou ; situation incertaine en Amérique centrale et dans les Caraïbes après le renversement de la dictature Somoza.

JACQUES AMALRIC.

«*Le vice-président américain, M. Mondale, est arrivé ce samedi 1^{er} septembre à Hongkong après une visite officielle d'une semaine en Chine. Lors de sa dernière étape à Canton, M. Mondale a inauguré le premier consulat américain en Chine depuis trente ans. Il a estimé, au cours d'une conférence de presse, que son voyage avait été un succès.*» Un consulat américain devrait, d'autre part, être prochainement ouvert à Shanghai. La Chine a, en contrepartie, obtenu la permission d'installer des missions à Houston et à San-Francisco. — (A.F.P.)

mais les présidents de commission doivent tenir compte des observations de tous les membres s'ils ne veulent pas que des fausses notes se fassent entendre à l'extérieur.

La première version de la déclaration contenait notamment des attaques contre la politique de la France aux Comores et exprimait son appui à la lutte anticommuniste des peuples des Caraïbes, notamment de Porto-Rico, de Belize, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane française. De telles critiques ont déjà été faites par le passé, mais elles n'apparaissent généralement pas explicitement dans le document final.

En accueillant le Front populaire du Zimbabwe en tant que membre à part entière du mouvement, les non-alignés ont fait d'autre part un choix, qui n'a pas semblé partagé par tous. Qu'il s'agisse de la paix israélo-égyptienne ou de l'avenir du Sahara occidental, les non-alignés ont tenté de se ranger derrière les résolutions de l'O.U.A. et le récent accord entre l'Algérie et le Polisario. Les querelles politiques prennent ainsi généralement le pas sur les prises de position dans le domaine économique, où l'accord est plus facilement réalisé. Le mouvement des non-alignés est pourtant à l'origine des revendications du tiers-monde en faveur d'un nouvel ordre économique international. Ses déclarations ne devraient pas passer inaperçues. Cette année, les non-alignés demandent que soient recherchées de nouvelles voies de négociations avec les pays industrialisés et que soit étudiée l'«*urgence*» du problème de l'énergie. Ils espèrent que les pays riches de gaspiller le pétrole et les entreprises transnationales d'augmenter de façon exagérée leurs bénéfices. Ils demandent également la création d'un fond international devant être alimenté à la fois par les pays développés et les pays exportateurs de pétrole pour venir en aide aux pays membres connaissant des difficultés financières. La rançon de l'égard des riches pays pétroliers s'exprime aussi au sein des non-alignés.

Cinquante-six ministres des affaires étrangères — pour une certaine de pays qui compte le club des puissances — ont été à La Havane vendredi. Combien de chefs d'Etat et de gouvernements seront présents, jeudi ? Si les Etats d'Asie prédominants ne font que participer au débat, on compte aussi des personnalités importantes parmi les modérés. Parmi ces personnalités, qui n'ont pas toujours une grande influence politique, c'est à l'issue de la bataille politique dont le mouvement est l'enjeu que se mesurera pour Cuba le succès de la rançon. L'entente de la politique internationale et notamment des Caraïbes, où les non-alignés se réunissent pour la première fois, souligne l'importance attachée par le mouvement à la zone d'influence américaine.

De même, le nombre des pays européens (Autriche, Finlande, Espagne, Suède, Suisse, Portugal, Roumanie, Saint-Marin) invités — ils suivent les débats sans y participer — s'accroît, ce qui prouve que son intérêt ne se circonscrit pas au tiers-monde.

GERARD VIRATELLE.

M. JEAN FRANÇOIS-PONCET ET LORD CARRINGTON VONT PRÉPARER LE PROCHAIN SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE

M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, rencontrera son homologue britannique lord Carrington le lundi 3 septembre à la résidence de campagne proche de Londres du secrétaire au Foreign Office, M. François-Poncet quittera Paris lundi matin et sera de retour dans l'après-midi.

La question d'une réduction de la contribution britannique au budget de la C.E.E., jugée trop onéreuse par Londres, est au centre des entretiens, affirme-t-on du côté britannique, où l'on rappelle que cette contribution atteint 825 millions de livres et se monterait à 1 milliard en 1980. Pour Londres, cette contribution ne tient pas compte de la situation économique britannique.

ÉDUCATION

JUSTICE

En un an

Les fournitures scolaires ont augmenté de 15 %

estime la Confédération du cadre de vie

Après les décisions du conseil des ministres en faveur de certaines familles (le Monde du 31 août), la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.) a calculé le coût de la rentrée scolaire 1979, compte tenu de l'augmentation des fournitures. Selon cette organisation, la hausse moyenne est de 15 % par rapport à la rentrée de l'an dernier.

Parmi les fournitures, certains articles ont peu augmenté, constatent la C.S.C.V., mais d'autres ont progressé fortement : protège-crayon, crayon bille, agrafeuse, règle, gomme, « autant de petits articles entraînant d'importantes répercussions sur le coût total ».

Cette augmentation varie en fonction de l'établissement dans lequel entre l'enfant. Elle atteint 9,5 % pour un élève entrant à l'école primaire, 19,3 % pour celui qui franchit les portes du collège, 15 % pour les futurs élèves de seconde et 11 % à l'entrée en lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.).

Toujours selon la C.S.C.V., ce sont les fournitures de la C.S.C.V. qui sont les plus élevées. Cette année, une famille dont l'enfant est admis dans l'enseignement technique devra déboursier 1.172,33 francs.

« D'autres charges viendront s'ajouter dès la rentrée, comme les assurances, les transports, le prix des cantines. On est loin, indique la C.S.C.V., de la gratuité scolaire ».

Pour montrer que les mesures adoptées par le conseil des ministres ne suffisent pas à alléger la charge des familles, la C.S.C.V. a publié un rapport intitulé « La rentrée scolaire 1979 : le coût pour les familles ».

Après les décisions du conseil des ministres en faveur de certaines familles (le Monde du 31 août), la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.) a calculé le coût de la rentrée scolaire 1979, compte tenu de l'augmentation des fournitures. Selon cette organisation, la hausse moyenne est de 15 % par rapport à la rentrée de l'an dernier.

Parmi les fournitures, certains articles ont peu augmenté, constatent la C.S.C.V., mais d'autres ont progressé fortement : protège-crayon, crayon bille, agrafeuse, règle, gomme, « autant de petits articles entraînant d'importantes répercussions sur le coût total ».

Cette augmentation varie en fonction de l'établissement dans lequel entre l'enfant. Elle atteint 9,5 % pour un élève entrant à l'école primaire, 19,3 % pour celui qui franchit les portes du collège, 15 % pour les futurs élèves de seconde et 11 % à l'entrée en lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.).

Toujours selon la C.S.C.V., ce sont les fournitures de la C.S.C.V. qui sont les plus élevées. Cette année, une famille dont l'enfant est admis dans l'enseignement technique devra déboursier 1.172,33 francs.

« D'autres charges viendront s'ajouter dès la rentrée, comme les assurances, les transports, le prix des cantines. On est loin, indique la C.S.C.V., de la gratuité scolaire ».

Pour montrer que les mesures adoptées par le conseil des ministres ne suffisent pas à alléger la charge des familles, la C.S.C.V. a publié un rapport intitulé « La rentrée scolaire 1979 : le coût pour les familles ».

La situation dans l'enseignement technique

Le S.N.E.T.P.-C.G.T. organise une opération « vérité-rentree »

« A moins de quinze jours de la rentrée, la quasi-totalité des établissements de l'enseignement technique ne savent toujours pas s'ils auront ou non des élèves », déclare, vendredi 31 août, lors d'une conférence de presse, M. Gérard Montant, secrétaire général du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.).

Selon ce syndicat, l'absence de créations de postes dans les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.) et l'arrêt de la formation, aboutit au licenciement de nombreux élèves. « Plus de 100.000 jeunes sont concernés », déclare M. Montant.

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

« A moins de quinze jours de la rentrée, la quasi-totalité des établissements de l'enseignement technique ne savent toujours pas s'ils auront ou non des élèves », déclare, vendredi 31 août, lors d'une conférence de presse, M. Gérard Montant, secrétaire général du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.).

Selon ce syndicat, l'absence de créations de postes dans les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.) et l'arrêt de la formation, aboutit au licenciement de nombreux élèves. « Plus de 100.000 jeunes sont concernés », déclare M. Montant.

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

« Nous sommes en train de vivre une situation d'urgence », déclare M. Montant. « Les établissements de l'enseignement technique ne savent pas s'ils auront ou non des élèves. C'est une situation d'urgence ».

Un ghanéen

biessé par la police à Saint-Quantin

Le parquet de Saint-Quantin (Aisne) tente de déterminer dans quelles circonstances un ressortissant ghanéen, qui affirme se nommer M. Kwame Ossi, vingt-trois ans, originaire de Koutmassi, a été blessé alors qu'il avait été placé en garde à vue au commissariat de la ville, le 15 août dernier.

Une procédure pour faux avait été engagée, et M. Ossi placé en garde à vue. Il avait ensuite été hospitalisé à la suite d'un éclatement du tympan. Les services de police avaient indiqué alors qu'ils avaient dû utiliser la force pour le maîtriser. Une procédure pour rébellion avait été engagée.

Après sept mois de détention, un père divorcé refuse de rendre son enfant.

M. Jean Capelle, quarante et un ans, qui a été détenu pendant sept mois à la prison de Toulouse après une condamnation pour non-représentation d'enfant, le Monde daté 15-16 avril, a été de nouveau inculpé pour le même motif vendredi 31 août, deux heures après son sort de la maison d'arrêt. Il a été laissé en liberté.

Vol d'un tableau de René Magritte.

Un tableau de René Magritte a été volé le 26 août au domicile de son propriétaire, un universitaire de Bruxelles. La toile, intitulée « Décollage » (environ 1 mètre sur 1 mètre), a été achetée en 1966 par un an avant d'être achetée par le collectionneur belge (135 000 F). Le tableau avait été présenté au cours d'une récente émission télévisée.

Quatre jeunes Français ont été arrêtés à Athènes et inculpés, vendredi 31 août, de possession illégale et de trafic de drogue. Ils avaient été trouvés en possession de 70 grammes d'opium. Il s'agit de Patrice Breut, âgé de dix-neuf ans, et de Frédéric Legrand, âgé de vingt ans, tous deux de Paris, et de Véronique Focat, âgée de dix-neuf ans, et d'Isabelle Chapon, âgée de vingt ans, de Rennes. — (Reuter).

ANALYSE D'UNE CRISE A L'ILOT

LE MONDE (1) a rendu compte des incidents assez graves qui ont entraîné la fermeture anticipée de l'un des centres d'accueil pour les sortants de prison gérés par l'ILOT, au moment de son transfert dans un nouvel établissement. Saccage des lieux, tapage nocturne, sévices sur les jeunes, etc. Ces faits ont provoqué une réaction de la part des habitants de l'Ilot, qui ont tenté de faire pression pour que l'on s'occupe de la situation.

LES GRIEFS AVANCÉS

Pourquoi ces difficultés ? Les hommes accueillis l'ont dit, et la presse après eux : le vivant dans des conditions contraires, paient une pension, reçoivent en principe leur salaire pour un contrôle des dépenses ; les horaires des repas, des sorties et des entrées, sont fixés à l'avance ; les hommes doivent respecter un minimum de règles. Elles sont assouplies chaque fois que le couple responsable est saisi d'une demande particulièrement recevable. Un confinement peut être imposé à un homme qui ne respecte pas plusieurs jours la discipline, ou qui est saisi d'une demande particulièrement recevable. Un confinement peut être imposé à un homme qui ne respecte pas plusieurs jours la discipline, ou qui est saisi d'une demande particulièrement recevable.

Une solution immédiate

Un accord a été trouvé entre les hommes et les femmes de l'Ilot. Les hommes ont accepté de respecter les règles de la vie commune, et les femmes ont accepté de leur laisser une certaine liberté. Un accord a été trouvé entre les hommes et les femmes de l'Ilot. Les hommes ont accepté de respecter les règles de la vie commune, et les femmes ont accepté de leur laisser une certaine liberté.

Des solutions d'avenir

Quel qu'il en soit, peut-être ce foyer déstabilisé représente-t-il un type d'habitat social qui ne peut pas fonctionner dans une ville moderne. On doit donc chercher à trouver une solution durable. On doit donc chercher à trouver une solution durable.

Les causes véritables de la crise

Un détenu, venu passer comme de coutume quelques jours de permission à l'Ilot, nous a raconté ce qui s'est passé. Il a dit que les hommes de l'Ilot ont été maltraités par les femmes. Il a dit que les hommes de l'Ilot ont été maltraités par les femmes.

Presse

« Le Sauvage », journal mensuel édité par le groupe du Nouvel Observateur, va cesser de paraître. L'annonce de cette décision a été faite par M. Claude Perdriel, directeur du groupe, aux membres de la rédaction du Sauvage, affirme un communiqué du S.N.E.T.P.-C.G.T., qui ajoute : « Cette décision a été prise sans que le comité d'entreprise du Nouvel Observateur, dont le Sauvage est une filiale, soit consulté ou même informé, comme le veut la loi ».

SPORTS

PARACHUTISME

LES TROISIÈMES CHAMPIONNATS DU MONDE DE VOL RELATIF

Un éblouissant ballet à 3 000 mètres

Châteauroux. — Altitude 3 000 mètres. Tel un insecte qui pond ses œufs, le Norstias large ses quatre parachutes par l'arrière bâbord de son fuselage. Vertigineuse plongée en position écartelée dans un silence glacé — il fait moins 15 degrés — coup de bâbord dans l'estomac, pouls à 150, tympan enfoncé. En huit secondes, les hommes atterrissent à 180 kilomètres-heure, vitesse de croisière à laquelle ils vont s'enfoncer dans le matelas devenu résisteur de l'atmosphère. Désormais le moindre mouvement du pied, de la main ou du bassin se traduit par des déséquilibres tels que le corps part en brusques évolutions dans les trois dimensions. Tantôt plissant, tantôt godaillant, les quatre hommes se sont rapprochés. Il leur reste trente-cinq secondes avant d'ouvrir les « pépins », des ailes rectangulaires à coussin d'air taillées dans un décor à fin qu'il les fait ressembler à du papier crépon.

Ainsi, pendant ces trente-cinq secondes va se jouer un affolant ballet de corps, virevoltant, s'accrochant par les mains ou les pieds, plongeant, s'écartant, pour se reformer dans des tableaux vivants qui ont nom Diamant, Étoile de Murphy, Vie sans fin, T. Canadien, Petit train... En bas, sur le terrain de Déols, à l'écart des pistes et des marchands de l'es-ah-ah, de dociles personnages nullement émus du spectacle contemplent l'écran géant d'un magnétoscope. Aucun geste des sauteurs ne leur échappe, surtout ceux qu'il ne faudrait pas faire.

Pendant que les quatre corolles se déploient, ils accordent un 5 à ces quatre Canadiens qui ne savent pas encore qu'ils viennent de gagner les troisièmes championnats du monde de vol relatif, dont la clôture officielle aura lieu dimanche. Le mot « parachute » déclenche invariablement dans l'esprit quelques automatismes du genre REP, bataille d'Alger et autres faits d'armes controversés. Pourtant, les neuf mille sept cents adhérents de la

De notre envoyé spécial

Fédération française de parachutisme sont loin d'être tous des militaires convulsés. Comme les dizaines de milliers de pratiquants de par le monde, ce sont avant tout les adeptes d'un sport. Un sport grisant, envoûtant, risqué, qui exige physiquement et nerveusement beaucoup de ceux qui le pratiquent. L'illustration en a été fournie en cette fin de mois d'août sur l'aérodrome de Châteauroux-Déols.

Le vol relatif (V.R.) est la troisième et dernière en date des disciplines admises à figurer dans les compétitions reconnues par la Fédération aéronautique internationale (F.A.I.). Elle vient s'ajouter aux spécialités individuelles, précision d'atterrissage et voltige, et découle directement de cette dernière, puisqu'elle apparaît bien comme un exercice de voltige collectif. Un championnat de vol relatif comporte deux types d'épreuves, pour équipe de quatre et de huit sauteurs, notés au cours de dix sauts en fonction du nombre de figures exécutées pendant un temps de chute imparti (trente-cinq secondes à quatre, cinquante secondes à huit) et de leur esthétique. Officiellement agréé en 1973, le V.R. a, depuis, connu un grand essor technique, dont a pu prendre conscience le public de Déols venu nombreux, surtout le week-end, frissonner à la vue de ces épatants ballets dansés à 3 000 mètres.

Contre-performance française

Prodigieuses mécaniques régies à la fraction de seconde à force de centaines de sauts d'entraînement et de dizaines d'heures de répétition de l'exercice au sol, certaines figures, dentelles sur fond d'azur, finissent par apparaître du sol, du fait de leur perfection même,

comme d'une simplicité déconcertante. Parmi les badauds en espadrilles et chemise à fleurs, on se penche à rêver de ce que représenterait l'effort, par exemple, l'éblouissante prestation de l'équipe canadienne à quatre, qui accumule 82 points dans ses dix sauts (dont trois furent notés 10). Ces rapides progrès au plan mondial expliquent-ils la contre-performance de la France, qui devra se contenter d'une médaille de bronze au saut à huit et d'une sixième place à quatre, alors qu'elle avait à peu près toujours figuré dans les deux premières places ? Pour sa première prestation en championnat du monde, la République populaire de Chine a même réussi à la talonner, se classant quatrième dans chacune des deux séries d'épreuves. Les notes françaises, au regard de celles des vainqueurs, en disent long sur le handicap à remonter, notamment dans les sauts à quatre. Pourtant, la Fédération avait apporté un grand soin à la sélection et à la préparation des deux formations. L'équipe à quatre était celle de l'École internationale des sports (E.I.S.). Quant à l'équipe à huit, composée exclusivement de civils, elle s'était vu attribuer — fait sans précédent — une subvention fédérale de 60 000 F pour s'entraîner. Pourtant, la première s'est comportée médiocrement et la seconde s'est désunie et effondrée inespérablement — encore que l'âge relativement élevé des compétiteurs y soit peut-être pour quelque chose — après avoir, jusqu'au huitième saut, tenu la deuxième place. Les dirigeants de la Fédération française de parachutisme, qui organisait pour la première fois depuis vingt-cinq ans un championnat du monde en France, auraient peut-être souhaité une autre apothéose.

JAMES SARAZIN.

RESULTATS
Épreuves à quatre : 1. Canada, 82 pts ; 2. Grande-Bretagne, 77 ; 3. Australie, 73 ; 4. France, 57.
Épreuves à huit : États-Unis, 66 pts ; 2. Canada, 46 ; 3. France, 46.

TENNIS

AU TOURNOI DES ÉTATS-UNIS

La plus belle victoire de Yannick Noah

De notre envoyé spécial

New-York. — Flushing-Meadow n'était pas encore revenu, vendredi 31 août, de l'invraisemblable scandale qui avait éclaté la veille au soir sur le grand central, pendant le match McEnroe-Nastase (le Monde du 1^{er} septembre). M. Hannond restera dans les annales du tennis comme l'exemple à ne pas suivre d'un arbitre qui a complètement perdu les joueurs et le public précisés au bord de la crise de nerfs. Mais le marathon de l'Open des États-Unis se poursuivait inexorablement : et de la plus agréable des façons à vrai dire, par la victoire du Français Yannick Noah sur le Polonais Wojtek Fibak, tête de série n° 12.

Lors du coup d'envoi, à 11 heures, l'affaire n'était pourtant pas dans la poche pour Noah, qui a encore des nerfs fragiles. Il était difficile de prévoir quelles seraient ses réactions devant un public aussi inconstant que les New-Yorkais, mais on savait qu'il avait soigneusement préparé son

affaire en participant au tournoi de Cincinnati, puis en s'entraînant longuement sur la surface synthétique qui lui convient assez bien. Yannick Noah a été particulièrement inspiré dans le jeu offensif qu'il affectionne : service de plomb (8 aces), volées éclair (10 points), passing-shots dévastateurs (7 coups droits et 9 revers) sans gêner ses chances par un trop grand nombre de fautes : souvent, il embrassait sa raquette de joie après un échange. Pourtant, le Polonais, la moustache défilante, a montré un quelconque intérêt à son tour de jeu trois balles de set, et il paraissait devoir l'emporter, lorsqu'il commit une double faute : le service de Noah fit alors la différence et fut concluant par une volée magistrale. C'était la plus belle victoire du jeune Français, qui n'avait accroché jusqu'à présent à son palmarès que le quatrième tournoi de l'année, celui de la Néerlandaise Tom Okker, lors d'un match de Coupe Davis. Fibak occupe le quatorzième rang.

La terreur indienne

Vijay Amritraj, comme ne l'indiquent pas ses trente-quatrième position au classement mondial, est devenu un terroriste en quelques mois. Cet indien de vingt-six ans avait pris deux sets au Suédois Björn Borg, en juillet dernier à Wimbledon, puis l'avait contraint au tie-break et à sept balles de match.

On était d'autant plus curieux de voir ce qu'il allait faire contre Jimmy Connors.

De fait dix fois durant la partie, Connors, 60 en avoir les tripes nouées, et ses boulets de canon longtemps n'ébranlèrent pas l'indien, jusqu'à ce qu'il craque physiquement. Connors allait l'emporter et Amritraj abandonna, vidé au bout de ces deux heures de confrontation.

ALAIN GIRAUDO.

RESULTATS

Connors (E.-U.) b. Amritraj (Inde), 7-6, 7-5 et abandon ; Noah (Fr.) b. Fibak (Pol.), 6-4, 6-4, 7-6 ; Dims (E.-U.) b. Malin (E.-U.), 6-1, 1-6, 7-5, 6-2 ; Elliot (Chili) b. Fleming (E.-U.), 6-1, 5-7, 6-2, 6-2 ; Smith (E.-U.) b. Simpson (N.-20), 6-2, 6-1, 6-3.

FOOTBALL. — Paris-Saint-Germain a battu, vendredi 31 août au Parc des Princes, l'équipe brésilienne de Flamengo par 3 buts à 1.

ÉCHECS

Les cinquante-troisièmes championnats de France d'échecs, qui se sont disputés à Courchevel, ont été remportés vendredi 31 août par Didier Seïlos (Paris) et Bachar Kouatly (Grenoble) qui ont terminé en tête exaequo à l'issue de onze journées de combats acharnés. Toutefois, selon le règlement de l'épreuve, le titre de champion de France n'a pu être attribué au moyen du système de départage généralisé employé dans les autres tournois. Un match de barrage aura lieu entre les deux vainqueurs. La rencontre pourrait être organisée à Lyon dans le courant de septembre ou d'octobre.

UNE TRAVERSÉE DU DÉTROIT DE BERING EN PLANCHE À VOILE

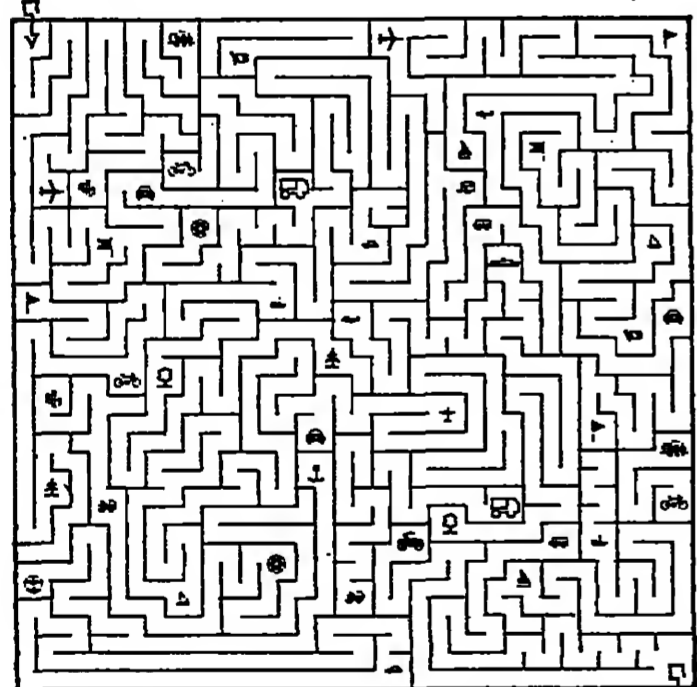
Le Français Arnaud de Rosnay, déjà auteur d'un voyage de 1 200 kilomètres dans le Sahara avec un engin à voile pour pénicule, a traversé le détroit de Bering sur une planche à voile. A. de Rosnay était parti d'un village esquimaut de l'Alaska pour se rendre en Sibérie. Le signal de la réussite de la traversée a été aperçu, venant de Sibérie, Arnaud de Rosnay, qui avait été âgé de trente-trois ans, avait donc franchi les 88 kilomètres qui séparent l'Alaska de la Sibérie sur une planche de 2,80 mètres. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

INFORMATIONS PRATIQUES

UN COIN POUR JOUER

Problème n° 23

Hyperspace et hyperlabyrinthe



Premier d'une nouvelle génération, ce labyrinthe utilise une technique chère aux amateurs de science-fiction : la téléportation. Les distances y sont nulles entre les cases portant des symboles identiques. Il faut considérer chaque symbole comme une entrée dans un réseau de transport, où il suffit de pénétrer pour être au même instant à destination.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du samedi 1^{er} septembre 1979 :

UN DÉCRET

● Relatif aux modalités de reversement par les entreprises d'assurance à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale des cotisations d'assurance-maladie instituées par l'article L. 213-1 du code des assurances applicables à l'exercice 1979 et au premier trimestre de l'exercice.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la direction des Français à l'étranger.

Pratiquement : partez du coin en haut à gauche, dans le but d'aboutir au coin en bas à droite. Suivez les couleurs comme dans un labyrinthe classique. Quand vous rencontrez un symbole, choisissez entre :

— Passer votre chemin sans en tenir compte ;

— Aller instantanément sur l'une des cases portant un symbole identique.

Si vous faites le saut, poursuivez votre nouveau chemin normalement, etc.

(Solution dans le prochain numéro.)

PIERRE BERLOQUIN.

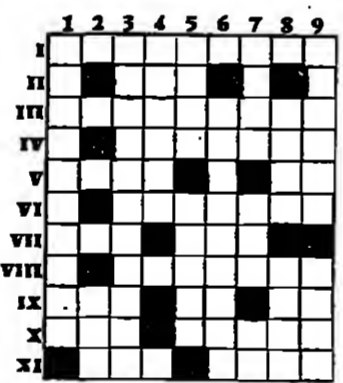
© Copyright « Le Monde » et Pierre Berloquin.

LE MONDE

mat chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2478



HORIZONTALEMENT
I. Qui peut donc faire un bon ouvrage. — II. A sa place parmi

les gens de robe. — III. Où l'on peut trouver du cochon. — IV. Trophee pour le Canadien qui a pris son élan. — V. Prend tout : Interjection. — VI. Passe à la réalisation. — VII. Se comporte comme un héros. Pour les faibles, rougir des ancêtres. — VIII. Qui n'apporte donc aucun agrément. — IX. Point : Mieux que rien. — X. Dont on a saint Jean. — XI. Dont on a donc bien jouer pour le crever. — XII. Roi de Juda ; Passe à Chartres.

VERTICALEMENT
1. Dont on peut dire qu'elle est sur les genoux. — 2. Ne se ménage pas. — 3. Point à la ligne. — 4. Comme la main de celui qui tape fort. — 5. Abréviation sur la croix ; Grande, c'est une sorte d'échelle. — 6. Peut être invoquée par le pêcheur. — 7. Peut être

voulu par un ami ; Abréviation pour une boîte ; N'importe pas le pêcheur. — 8. Sourfié par exemple ; Passe à Munich. — 9. Dont on connaît donc toutes les lettres ; Qualifie une bonne partie.

Solution du problème n° 2477

Horizontalement
I. Humanité ; Viles. — II. Do ; Enjolivre. — III. Ave ; Iéna ; Elevée. — IV. Linge ; Roux ; Ars. — V. Aethus ; Ornière. — VI. 150 ; Et ; Ces. — VII. Semer ; Amis ; Ode. — VIII. En ; 14 ; N.S.J.C. — IX. Sveltes ; Tee ; Ste. — X. Eve ; Rose ; Urée. — XI. Pia ; Venir ; Kéris. — XII. Second ; le minimum de la nuit du cas ; Nées ; Bon. — XIV. M.P. ; In ; Anet ; Esus. — XV. Ers ; Présent ; Te.

Verticalement
1. Falaises ; Falm. — 2. Vie ;

Enveloppe. — 3. Usent ; Eva. — 4. Giselle ; Acis. — 5. Adieu ; Rlt ; Vian ; 6. Noël ; St ; Aères. — 7. Salsons ; A.R. — 8. Tea-room ; Sienna. — 9. En ; Or ; Internées. — 10. Jeunesse ; Tête. — 11. Volait ; Jeux (cf. triomphe). — 12. Ce ; Réa ; Et. — 13. Livrot ; Serres. — 14. Everest ; Tee ; Out. — 15. Sées ; Tôle ; Sénéa.

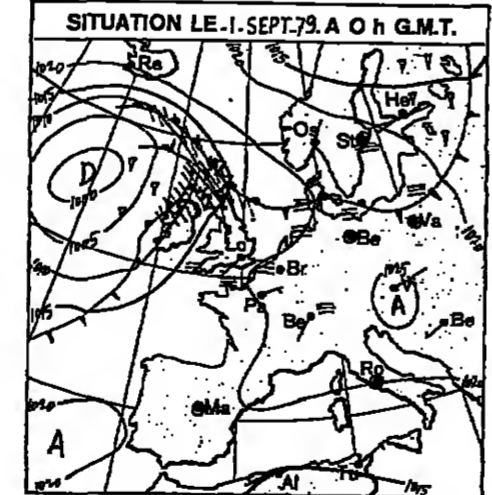
GUY BROUTY.

Éducation

● Le centre de civilisation polonaise de l'université Paris-IV-Sorbonne (14, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, tél. 326-53-88) organise des cours de langue polonaise du 1^{er} octobre 1979 au 30 juin 1980. Les inscriptions sont ouvertes au centre à partir du 3 septembre.

MÉTÉOROLOGIE

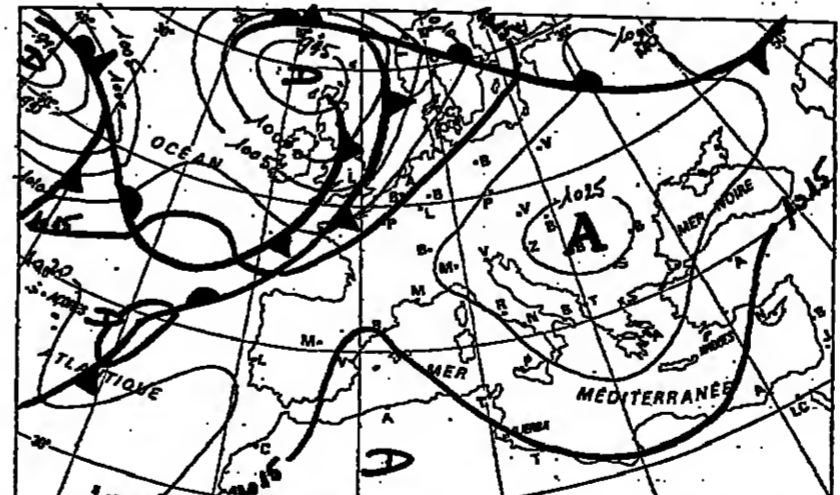
PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE À 6 HEURES (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le samedi 1^{er} septembre à 0 heure et le dimanche 2 septembre à 24 heures :

Précédé d'un renforcement de l'activité orageuse dans l'air chaud et humide qui recouvre l'Europe occidentale, un front froid venant de l'Atlantique traversera, dimanche, la moitié nord-ouest de la France. Dimanche 2 septembre, sur la moitié sud-est du pays, des éclaircies, en début de journée, seront suivies d'un temps progressivement plus nuageux. Des pluies orageuses et des orages parfois violents se produiront principalement sur les régions comprises entre les Pyrénées et les frontières du nord-est et de l'est, en s'éparpillant guère que l'extrême sud-est et la Corse. Les vents faibles puis modérés s'orienteront au secteur sud. Des violences orageuses pourront se produire. Les températures baisseront un peu. Sur la moitié nord-ouest, une zone plus orageuse, située le matin sur la Bretagne et la Normandie, se déplacera ensuite vers l'intérieur et s'étendra, en fin de journée, des Ardennes au Bordelais. Cette zone sera suivie d'un temps plus frais et variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Quelques orages pourront encore avoir lieu dans un flux de secteur ouest modéré ou assez fort et irrégulier. De faibles rafales sont à craindre sur les régions côtières.

Samedi 1^{er} septembre, à 8 heures,



la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer (hPa) à Paris, de 1018,9 millibars, soit 764,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 août ; le second, le minimum de la nuit du 31 août au 1^{er} septembre) : Ajaccio, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 23 et 19 ; Bordeaux, 20 et 17 ; Evreux, 20 et 13 ; Caen, 24 et 11 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 28 et 14 ; Dijon, 27 et 13 ; Grenoble, 26 et 12 ; Lille, 26 et 14 ; Lyon, 26 et 13 ; Marseille, 27 et 15 ; Nancy, 26 et 10 ; Nantes, 26 et 14 ; Nice, 26 et 13 ; Paris - Le Bourget, 26 et 15 ; Pau, 20 et 10 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 25 et 11 ; Strasbourg, 26 et 11 ; Tours, 26

et 13 ; Toulouse, 30 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25 ; 1018,9 millibars, soit 764,5 millibars de mercure. Températures relevées à l'étranger : Agadir, 19 et 18 degrés ; Alger, 28 et 22 ; Amsterdam, 24 et 13 ; Athènes, 27 et 18 ; Barcelone, 27 et 15 ; Berlin, 26 et 14 ; Bonn, 27 et 13 ; Brindisi, 25 et 20 ; Bruxelles, 26 et 15 ; Iles Canaries, 24 et 13 ; Casablanca, 26 et 23 ; Copenhague, 21 et 12 ; Djakarta, 31 et 20 ; Genève, 25 et 10 ; Istanbul, 31 (max.) ; Jérusalem, 28 et 15 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 23 et 15 ; Madrid, 26 et 15 ; Milan, 24 et 13 ; Moscou, 20 et 11 ; Naples, 24 et 18 ; New-York, 22 et 12 ; Niamey, 25 et 22 ; Palerme, 24 et 24 ; Palma-de-Majorque, 32 et 23 ; Stockholm, 17 et 16 ; Rhodes, 26 et 22 ; Stockholm, 17 et 16 ; Tirane, 22 et 13 ; Tunis, 31 et 23.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

POLITIKEN

Une emplette de Lénine en Suède

« Le wagon de chemin de fer (plombé) qui, pendant la première guerre mondiale, ramena Lénine en Russie à l'issue d'un voyage de quatre jours effectué à travers l'Allemagne, la Suède et la Finlande, raconte le quotidien danois POLITIKEN, vient, soixante-deux ans après ce trajet historique, d'être exposé à Trelleborg (petite cité de la Suède méridionale).

« C'était la première fois que ce musée sur roues quittait les pays communistes... Cette sortie exceptionnelle a eu lieu en l'honneur du soixante-deuxième anniversaire de l'ouverture de la ligne de ferry-boat Trelleborg-Sassnitz.

« Lénine, qui était accompagné de son épouse et de trente de ses compatriotes, était arrivé à Trelleborg le 12 avril 1917, venant du port de Sassnitz, qui appartenait aujourd'hui à la R.D.A. Cette escale suédoise ne devait pas durer plus d'un quart d'heure, mais elle permit quand même au père de la révolution bolchévique de se rendre dans un magasin proche pour y acheter un pantalon neuf. »



Charité à l'américaine

Sous le titre « Générosité », le chroniqueur de LA LIBRE BELGIQUE rapporte que « les problèmes pétroliers ont une influence inattendue sur la générosité dans les grandes villes américaines. Depuis la crise de l'essence, les œuvres de charité s'y sont vu offrir, comme dons en nature, depuis quelques mois, des dizaines d'automobiles. Elles n'en reçoivent d'habitude que quelques-unes par an.

« Seules les mauvaises langues font remarquer qu'il s'agit surtout de gros « bacs », relativement anciens et d'une gourmandise exagérée en matière de carburant.

« Fi ! C'est le geste qui compte. Il est d'ailleurs à rapprocher de celui des automobilistes belges qui, tous, ont à cœur de faire une large charité à l'État à l'achat de chaque litre d'essence. »

AL BAYANE

La veste et les mégots du fonctionnaire...

Le quotidien de Casablanca AL BAYANE écrit dans sa rubrique, « Mauvaises langues » :

« L'administration et autres services assimilés pratiquent un horaire spécial pour le ramadan : de 10 heures à 15 heures. Mais les mauvaises langues ont constaté que les fonctionnaires savent s'adapter parfaitement à la conjoncture : jusqu'à la « travail » débute à 10 heures du matin, il est de bon ton de venir vers 11 heures et demie, voire midi. Par contre, l'on respecte l'autre « contrat » de cet horaire (...).

« Mais croyez-vous que seul le ramadan connaît de telles pratiques « coutumières » ? Loin de là ! Imaginez, maintenant, Chaddane ou Moharram, un service quelconque avec une dizaine de bureaux. Un des préposés à un des bureaux vient le matin avec DEUX vestes. Il en place une sur le dossier de sa chaise. Puis il se rend dans le bureau voisin où il prend un cendrier rempli de mégots qu'il dépose dans la pièce où il est censé travailler, près de sa place habituelle. Le petit matin quitte alors son « travail » la conscience tranquille. La veste et les mégots sont là pour attester qu'il est bien à son poste et que, si on s'aperçoit de son absence, on pensera qu'il a simplement été boire un café... »

« Ne parlons donc plus de fonction PUBLIQUE, au Maroc, nous avons la fonction LUDIQUE ! »



Chevaux-vapeur contre cheval de selle

La crise de l'énergie paraît donner des idées aux auteurs de petites annonces automobiles ouest-allemandes. Du moins si l'on en croit les deux exemples relevés par l'hebdomadaire de Hambourg DER SPIEGEL.

La première annonce qu'il cite provient d'un journal de Sarrebrück et elle est ainsi rédigée : « Cause retiré de permis de conduire, échange Peugeot 504 de 1972, avec radio, et Fiat 128, moteur complètement révisé, contre cheval de selle en bonne santé. »

Quant au second annonceur, il fait savoir dans les colonnes d'un quotidien de Cronenberg qu'il vend « une Aescna B automatique, 1800 cc, modèle 1977 » mais... précise-t-il en caractères gras — « avec le plein du réservoir et 20 litres d'essence en réserve ».



L'espace judiciaire américano-soviétique

Le correspondant à Washington du quotidien anglais THE GUARDIAN rapporte que « M. William Webster, directeur du F.B.I., pourrait se rendre à Moscou pour contribuer aux mesures de sécurité pour les Jeux olympiques de l'an prochain. Les autorités soviétiques ont déjà reçu des informations et des conseils des Allemands de l'Ouest sur la manière de procéder pour éviter la possibilité d'une répétition d'incidents semblables à l'assassinat d'athlètes israéliens par les terroristes arabes durant les Jeux olympiques de Munich en 1972 (...).

« Selon le porte-parole du ministère américain de la Justice, M. Chichelekov, ministre soviétique de l'Intérieur, avait demandé si une telle aide serait possible à M. Bell, le ministre américain de la Justice, en visite à Moscou. M. Bell avait accepté de poser la question au département d'Etat (...) et déclaré qu'il serait utile qu'en recherche les autorités soviétiques fournissent aux Etats-Unis des renseignements sur les trafiquants de drogue qui opèrent dans les pays situés dans la zone d'influence soviétique ».

Le quotidien britannique relève à juste titre qu'une telle coopération directe du F.B.I. avec les Russes pourrait susciter des réactions très vigoureuses de ceux qui, aux Etats-Unis, travaillent pour le respect des droits de l'homme et qui suspectent déjà que Moscou utilisera les Olympiades pour réprimer les activités russes qui voudraient profiter de la présence de nombreux journalistes occidentaux pour faire connaître leurs doléances ».

Lettre du Rocio

Pèlerinage à Notre-Dame de la Rosée



ILS sont sur chaque route. Ils viennent de Séville, de Cadix, de Huelva, de Jerez-de-la-Frontera, de toute la Basse-Andalousie. Ils avancent à cheval, à dos de mulet, à pied, dans des carioles, des fiacres, des chariots bûchés tirés par des grands bœufs, à la Pentecôte et en août, vers le Rocio, pour rendre hommage à la Vierge de la Rosée.

Au loin, une caravane-serpentin, celle de Trisana, colorie un bout de monde horizon. Une autre, celle de Sanlúcar, s'étire dans la langue fade des marais du Guadalquivir. Une troisième, celle de Villanueva-del-Árchez, après avoir niché de village en village pour faire partager sa fièvre et son vin, a disparu, englobée dans sa somnolence, enfouie peut-être dans une ravine du chemin ou un gué trop profond : elle arrivera bien tard. Les convois de Los Palacios et Dos Hermanas vont plus vite. Ils sont fleuris des gerbes offertes pour la première fois par les municipalités communistes de ces deux bourgs.

Et tant d'autres qui s'avancent, escortés de poudres blanches, l'ivresse en croupe, pétaradant de liberté retrouvée.

Au bout du chemin, après avoir épuisé l'espace dans la fièvre, les chants, le vin et la ferveur, les pèlerins atteignent le Rocio. Chaque groupe soigne alors son entrée, de préférence dans les dernières ardeurs du couchant sur fond d'horizon cendré et violacé à la fois, dans une orgie de pétards, de fusées, et une débauche de fièvre de la part des cavaliers et de leurs amazones.

Curieuse destinée que celle de ce village, blanc de chaux et de soleil, aux larges rues sablonneuses, et qui n'a d'existence que lors des deux pèlerinages annuels, celui de la Pentecôte et son petit frère, le

Rocio chico, au mois d'août. Le reste de l'année, personne n'y réside. C'est le village voisin d'Almonte qui a la propriété du site. A l'exception de quelques maisons particulières et d'une grande église, il ne se compose que des larges bâtisses, à l'architecture plutôt légère, des confréries.

Elles sont cinquante-six, ont la charge d'organiser le pèlerinage et s'efforcent un peu plus chaque année. Chacune représente soit un gros village, un bourg d'Andalousie, soit une grande cité d'Espagne (Madrid, Barcelone) ou Mexico, ou Las Palmas aux Canaries.

Leur vocation ne s'arrête pas là. Le reste de l'année, elles ont une tradition de charité et d'entraide. Elles conservent néanmoins une solide réputation d'élitisme et de conservatisme.

« Pas du tout », proteste don Juan Infante Galar, chroniqueur officiel du pèlerinage. Les pauvres comme les riches sont les bienvenus, pourvu que leur vie soit exemplaire. Certaines confréries sont dirigées par des artisans, des petits agriculteurs et, au moment du repas, tous mangent ensemble le même menu, les bouviers et les cavaliers, les pauvres et les aristocrates. »

DÈS le jeudi précédant la Pentecôte, la fête s'est installée partout. C'est le règne absolu de la « sevillana » qui s'est imposée au plan de marginaliser un folklore naguère beaucoup plus riche. Chaque terrasse, chaque coin de rue a son joueur de flûte et de tambour, son guitariste, ses danseurs. Des musiciens quadrillent jour et nuit le village, parfois à bout de forces, jamais à bout de musique, et toujours sur des rythmes à trois temps. Même les clochettes des chevaux tintinnabulent sur un rythme ternaire.

Le samedi, du soir au matin, c'est le défilé des confréries par ordre d'ancienneté. L'une d'elles est venue avec des charlots vieux de plus d'un siècle, et dont les parois sont des tablesaux peints. Après la traversée du village, elles s'approchent de l'église sur le parvis duquel les attend la « confrérie-mère » d'Almonte, à laquelle elles rendent hommage. Les cavaliers font danser leur monture, des bouviers font agenouiller les bœufs, des joueurs de tambour s'escriment. Un cavalier d'une huitaine d'années force tout d'un coup sa jument, la couche complètement et, en extase, les bras en

croix, crie sa passion pour la Vierge avant de relever son cheval sous les acclamations. Un bouvier de cinq ans, à son tour, fait incliner ses bœufs.

Immuable, le rituel est repris par chaque délégation devant l'église : « Vive la Vierge de la Rosée ! Vive la blanche colombe ! Vive la reine des marais, belle belle, belle ! »

APRÈS la messe en plein air du dimanche, la fête somnole dans la chaleur et le vin avant l'apothéose du pèlerinage : la procession du lundi de Pentecôte. La statue de la Vierge, une sculpture romane habillée de baroque, pesant près d'une tonne, sort du sanctuaire vers les 5 heures du matin, portée uniquement par les hommes d'Almonte. Toute la nuit, elle a veillé, dans la crainte qu'une autre confrérie ne s'empare de la Vierge et surtout du privilège de la porter.

Dès lors, la foule des fidèles se jette et se brise sur le brancard, le « sin-pedaco », qui, bousculé, assailli, tourne comme une barque dans un tourbillon, emporté par la transe, au-dessus d'une mer humaine. Des prêtres, juchés sur le dos de fidèles, hurlent leur adoration sur le passage de la Vierge. Les porteurs, épuisés, livides, ne peuvent pratiquement plus s'échapper du « sin-pedaco » qu'ils supportent posé à même leurs épaules, prisonniers de la formidable pression de la foule. Il faut les tirer par les bras, les jambes. Des dizaines de jeunes sont prêts à se battre pour prendre la place des défaillants. Des femmes se hissent et rampent au-dessus des fidèles, nageant à plat ventre sur le moulinement des têtes, s'agrippant aux cheveux pour avancer vers la Vierge, dont elles baisent le mantou avant d'être rejetées, suffoquées de bonheur, à la foule.

A 15 heures, la Vierge regagne l'église. La tension retombe ensuite lentement.

Plusieurs légendes sont à l'origine de ce culte marial. L'une d'elles veut que la Vierge soit apparue jadis à un villageois qui s'apprêtait à chasser. L'historique, elle, rend compte du désir du roi Alphonse X, au treizième siècle, de faire bâtir un ermitage consacré à la Vierge dans ces marais qui formaient l'une de ses réserves de chasse. A tout, les autorités religieuses ont recensé une cinquantaine d'apparitions.

Le religieux, le sacré, s'il régit sur toute la fête, n'en occupe cependant pas tout l'espace. Mysticisme violent, ferveur profonde, volonté d'agonie, certes, mais à côté, sans ligne de partage, le débridé, la fièvre bacchique, tonitruante et folle.

Si bien qu'on peut la ressentir peñense, cette fête née, semble-t-il, sous le regard des Vierges.

C'est grâce à ce culte de la rosée que la mort est bannie. La fête marche à reculons, elle abolit le temps. Les Vierges sont immortelles et pourtant sources de vie.

Et au-delà de tous ces rites obscurs, au-delà des « sevillanas » et des tangos, commence alors à se silhouetter la dimension presqu'libertine du pèlerinage. Sa force libératrice. Le meilleur exemple n'est-il pas dans ces défilés d'homosexuels, venus présenter leur différence et s'épanouir dans la danse, le déguisement...

Bien qu'elle cède du terrain sur le front du mercantilisme, bien qu'elle recule un peu au profit d'un folklore frelaté, la fête du Rocio ne craque pas pour autant. En partie du fait de son étonnante capacité à s'adapter. Cette année, une bonne minorité de jeunes — et de moins jeunes — s'adonnent au haschisch le plus tranquillement du monde, parfois sous le nez de parents ou d'algazils déboussolés. Une des plus célèbres « sevillanas » a même été parodiée et convertie en un hymne à la gloire de l'opium et du haschisch.

Le pèlerinage se termine dans l'après-midi du lundi de Pentecôte. Sur la place, la poussière danse et tourbillonne encore, autour de quelques ivrognes qui titubent sous l'haléine chaude du vent. Dans l'église, un guitariste encore jeune improvisé, face au sanctuaire, un hymne à la Vierge : mélodie longue, complueuse et de hasard, nostalgique de désirs, de pureté et d'étoiles.

Les premières caravanes se remettent en route, lentes et comme torturées. Le soir même, dans un bar de rencontre, un pèlerin de Séville, d'Huelva ou d'ailleurs, va barboter sur un calendrier le premier des nombreux jours qui le séparent de la Pentecôte de l'an prochain. Quand il pourra à nouveau s'en aller « rêver avec les chemins, rêver avec les sentiers », comme dit la chanson du Rocio.

J.-P. PERRIN.

ITALIE

Les marbriers de Pietrasanta

DIX kilomètres après Carrara, berceau de l'antichambre, un bandeau pancarte indique, en lettres d'or, la destination : Pietrasanta, marbre, une légende, diffusion, et vous y êtes. Pietrasanta, marbre communiste, moins de trente mille habitants, petite ville italienne moyenne miraculeusement oubliée par les guides touristiques et les promoteurs hôteliers, mais la proximité de la côte. C'est l'un des premiers centres de sculpture du monde. Des plus grands aux débutants, des riches aux crévés-la-faim, tous les sculpteurs sur pierre passent ou habitent ici. Arp y venait. Henry Moore et Noguchi ont été aperçus il y a quelques semaines, ils venaient surveiller l'exécution de leur pièce. Les Farnables, Pomodoro, Ponce, Guadagnoli, Ponsseco, Elrog, ont, dans bien des cas, leur maison dans la montagne, et passent ici plusieurs semaines ou plusieurs mois par année. Mandy Vols (Suisse), Esther Lapointe (Canada), Jean-Paul Philippe et Daniel Couvreur (France) s'y sont fixés depuis plusieurs années. Impossible de recenser tout le monde : venus de Belgique ou du Pérou, des Etats-Unis et du Japon, y a-t-il cinquante ou deux cents sculpteurs ? En tout cas, mise à part l'industrie touristique de la côte, l'économie de Pietrasanta vit de la pierre. Comme à Massa et à Carrara, le marbre industriel (revêtement, design) fait tourner une partie des ateliers, mais la sculpture tient une place prédominante.

La Versilia, province de la Toscane, a toujours possédé et exploité la plus grande concentration de marbre comme au monde. On en importe également : du noir de Belgique, du rose du Portugal, différentes variétés du Mozambique, du Mexique, etc. Mais l'un des plus précieux vient d'Ici : l'« alabastrino », un marbre blanc à la luminosité un peu jaunie, et dont les artisans disent qu'il comprend, qu'il parle, qu'il pleure sous les coups plutôt que de casser.

Il y a surtout ici les héritiers de techniques inventées au temps de Michel-Ange. D'une maquette qui, parfois, tient dans la paume de la main, ils entendent avec une précision parfaite une pièce haute de six mètres, après avoir constaté de mystérieux petits points un énorme bloc de marbre. Il faut avoir la force d'un bûcheron pour dégrossir (au ciseau ou au marteau-piqueur), beaucoup de résistance pour tenir le coup par soleil dans le bruit des compresseurs et la poussière étouffante, et une patience de bénédictin pour polir (papiers de verre de plus en plus fins puis linge humide) des pièces parfois considérables.

Chez Sem, patron du plus grand atelier, la réplique, haute de 25 mètres, d'un David de Michel-Ange, a demandé deux cent cinquante journées de travail. La dernière grande pièce de Moore, il y a quatre ans, avait dû être exécutée en huit morceaux séparés pour être assemblée, sous la direction du même Sem, à New-York même.

Les artisans du marbre sont moins d'une centaine — une dizaine chez Sem, quatre ou cinq chez Giorgio, brillant ouvrier devenu patron. Mais c'est le seul endroit au monde où l'on en trouve encore — et en si grand nombre. La reproduction en marbre est une science traditionnelle, difficile, qui demande au moins dix années d'apprentissage, du talent, le sens des volumes et de la texture. Dans certains cas, il faut littéralement interpréter en marbre l'idée d'une maquette.

« Du plastique »

Quand un manique a défiguré la Pietà, il y a quelques années, c'est Sem qu'on est venu consulter. Son diagnostic : il fallait remplacer les morceaux manquants par un marbre de même couleur, que l'on échangeait tous les dix ans. Finalement, on a préféré une autre technique, utilisant un mélange de poussière de marbre et de matière plastique.

Signe des temps : ce marbre « plastique » permet la reproduction instantanée et en série des originaux ou d'un modèle de plâtre — tout comme le bronze. Plus facile, plus rapide, infiniment moins cher. Les amoureux du marbre frémissent à cette évocation : « Ce n'est pas du marbre, ça n'a aucune profondeur, c'est du plastique ! »

Mais la vraie menace vient de la disparition des artisans eux-mêmes. Ils sont relativement bien payés — « mieux qu'un professeur de sculpture », dit un patron, c'est-à-dire un demi-million de lires par mois — et pourtant le métier n'attire plus les jeunes : l'apprentissage est décidément trop long, c'est un travail fatigant et salissant.

Dans tout Pietrasanta, il n'y a que le vieux Piombo, spécialisé dans les ouvrages au tour, qui ait un apprenti : son petit-œuvre, un adolescent. Ailleurs, les plus jeunes ont plus de 30 ans, et la grande majorité plus de 50 ans : anciens et partigiani, à bien souvent, qui rêvent encore de révolution et de faire le coup de feu. Mais après eux, il n'y aura sans doute plus personne. Et dans trente ans, qui exécutera les sculptures ? Les sculpteurs travailleront sur d'autres matériaux, ou feront autre chose. répond Sem, amer et fataliste.

En attendant, les sculpteurs sont toujours là. Avec eux, le centre de gravité s'est déplacé de la grande place à un bar installé juste de l'autre côté des vieux murs : le bar Igea, quartier général des artistes et aux messages, cabine téléphonique internationale. L'habitude d'être prise : malgré tout, malgré l'offensive de charme et de modernité du bar concurrent Iria, tout le monde est resté là.

Malgré cette invasion — une vraie manne pour Raffaello, le patron de l'Igea — rien à voir avec Saint-Paul-de-Vence ou Ibiza. Les retraités continuent de venir passer leurs après-midi, ressasser leurs souvenirs et surtout de vieilles querelles politiques, prétentes à d'homériques

engueulades. Quelques messieurs plus jeunes — un peu gras, et vivant, dit-on, du sexe faible — tapent le carton à une table. Le patron du Michelangelo, autre bar de la place, passe ici ses journées à chercher des auditeurs et des contradicteurs : « Je m'ennuie ! dit-il. Surtout n'allez pas dans mon bar : vous n'y trouverez que des débiles, des gangsters et de vieux emmerdeurs ! »

Aimable carabinier

Le gigolet officiel des lieux — pantalon de flanelle irréprochable, bas, courtoisie, genre vieil acteur à la retraite — vient de faire sa réapparition : on le disait disparu, contre tout bon sens, avec la femme de sa vie.

Imaginons le Montparnasse des années 30 où il n'y aurait eu que le vieux Dôme — mais un Dôme où chacun a son ardoise (comme d'ailleurs à l'épicerie, au garage et à la fonderie). Tout commence, tout finit au bar Igea, les amours, les querelles et les réputation. Les clivages de la réussite s'y manifestent sans trop de brutalité : même les « célébrités » condescendent à venir boire le spumante ou la grappa en fin d'après-midi. Avec cette nuance : plus on réussit, moins l'on se montre.

Pendant les longs mois d'hiver, les étrangers de passage se font rares. Le bar Igea, amputé de sa terrasse, hésite entre le hulu cios et le bateau ivre. Mais ce n'est jamais tout à fait le ghetto : la vie, la fantaisie de la société italienne sont heureusement envahissantes. Dans un pays où, pour donner le signal du départ à des artistes fétards qui veulent courir les 500 mètres, vers 2 heures du matin, on a déjà vu un carabinier accepter de tirer un coup de feu en l'air, comment pourrait-on vraiment sombrer dans la morosité ?

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE.

- Victor-Louis Taplé : *Monarchie et peuples du Danube*. Edit. Fayard.
- Jean Ritter : *Le Danube*. Collection « Que sais-je ? » PUF édit.
- Ernst Trost : *Die Donau*. Molden Verlag, Wien (en allemand).
- *Die Donau in alten Reisebüchern*. Wort und Welt Verlag Innsbruck (en allemand).
- *Annuaire statistique de la Commission du Danube*, 1978. Comission du Danube, Budapest (en français et en russe).



RADIO-TELEVISION

« Le Loup-Cervier »

UN JEUNE CADRE AUX DENTS LONGUES

Une usine textile dans le nord de la France avec ses ouvriers menacés par le chômage, ses cadres condamnés à se concurrencer, son directeur incarné par Michel Vitold, bientôt frappé par la disgrâce du président-directeur général. Le « jeune loup » le plus efflanqué de la meute, celui qui se psychologue de l'entreprise tazarit d'immaturité, se révèle être un redoutable carnassier, prêt à manger tout cru son prochain. Ce jeune homme pâle concède un plan de licenciement machiavélique qui égaré l'inspection du travail et jette le discrédit sur les responsables syndicaux. D'après un roman de Guy Crouzet, dans une adaptation et une réalisation d'Alain Dhoiny. — E. D. * Jeudi 6, 21.1, 20 h. 35.

« La Brigade des mineurs »

UN ENFANT DU DIVORCE

Didier, treize ans, est le seul homme de la famille, au milieu de quatre sœurs et avec une mère divorcée. Besoin de s'affirmer en tant que tel ou de décevoir face à cette solitude masculine, l'« âge ingrat » prend chez lui des proportions inquiétantes. Hautain, buté, haineux parfois, il se façonne un personnage de maudit et s'applique à se couper de tous ceux qui tentent de l'aider. Ce portrait d'un enfant du divorce qui, selon sa mère (Anouk Ferjac, excellente), « supporte mal de vivre » est sans doute un cas extrême mais crédible. Pourtant, la litane des altercations, des petits méfaits, la lente glissade vers la délinquance, suscite l'ennui, d'autant que Yves Coudray ne convulse pas vraiment dans ce rôle écrasant. — Y. C. * Samedi 8, 2.1, 20 h. 35.

« SEPT JOURS EN PERSE »

Initiation à l'Iran

Il est évident que le public, conditionné par les événements politiques récents en Iran, s'attend à les retrouver dans des émissions consacrées à ce pays. Or la série « Sept jours en Perse », huit émissions, plus de sept heures de projection, résultat d'une coproduction entre la télévision française (S.F.P.) et la télévision iranienne (N.I.R.T.) fut tournée pour l'essentiel aux printemps 1976 et 1977, donc avant la chute du régime Pahlavi. Les conditions concrètes de cette réalisation pourraient, aujourd'hui, faire penser qu'elle fut orientée ou qu'elle est dépassée.

Il n'en est rien parce que l'auteur non seulement s'est résolument démarqué de la propagande probante souhaitée par l'ancien régime mais il en prend souvent la contre-pied en « donnant à voir » sans jamais chercher à « démontrer ». Le projet se situait ailleurs : il s'agit d'une initiation à la Perse dans sa face cachée ou plutôt ignorée du spectateur occidental qui ne percevait, ces dernières années de l'Iran, que la fonction de fournisseur de pétrole, d'une part, la mégalomanie politique et les fastes ostentatoires du pouvoir, d'autre part. La première émission, *Vivre à Qamsar*, diffusée le 22 août, montre le travail pénible de ces paysans-jardiniers sur le tabac desquels s'est fondée, des millénaires durant, la civilisation perse ; la seconde, *Un palimpseste*, diffusée le 29 août, proposait une synthèse rapide de l'art iranien depuis la préhistoire. De la Perse schématisée mercredi prochain, on pourrait dire que c'est le film le plus attendu et le plus conventionnel s'il n'était, pour l'auteur, l'occasion de faire un intéressant parcours ethnographique en suivant la transhumance quotidienne des tribus nomades du Sud. Les Cachet, qui restent une des composantes les plus intéressantes du peuple iranien. Bien entendu les deux épisodes portant sur les Religions de la Perse avant l'Islam et sur l'Islam chite ont aujourd'hui, plus que

jamais, une position centrale dans cette série. Parce qu'elles établissent la distinction souhaitable entre un millénaire et demi — au bas mot — de religion antérieure à l'Islam et près de quatorze siècles d'Iran musulman. Parce qu'elles présentent les quatre grandes communautés religieuses, « Ahl-e-Ketab », « Gens du livre » — Avesta, Bible, Evangile, Coran — en prière dans les lieux mêmes de leur culte — temple du feu, synagoge, église, mosquée — dont la juxtaposition par le montage illustre, de façon saisissante, la « coexistence » en Iran. Parce que, enfin, elles donnent la place qui leur est due aux communautés zoroastrienne, chrétienne et juive, ce qui n'est pas sans importance au regard des événements récents.

Incantations

Consacré à la poésie et à la musique persane, le Jardin de Hafez prend le risque de heurter le spectateur occidental en l'invitant à écouter, dit par de jeunes Iraniens, des poèmes de Mowtan, Sadi et Hafez et à entendre les cadences de la langue persane dans l'original ; ce sont les meilleurs instrumentistes du Centre de préservation de la musique iranienne qui entourent le chanteur Razi et la belle Parissa dont les longues incantations sont une initiation sans concession à la vraie musique classique persane. C'est de l'autre fondement de la prospérité de la Perse traditionnelle qu'il s'agit avec *Vivre à Yazd*. Si Qamsar rappelait le travail du paysan, Yazd évoque la prospérité de ces « ports du désert » qui, grâce aux caravanes, ont survécu, pendant des siècles, d'intermédiaire entre l'Asie de l'Est et l'Occident, jusqu'à ce que la circumnavigation entraîne la ruine de cette activité économique. Par ailleurs, Yazd, relativement préservée de l'archaïsme et de l'urbanisme destructeur de ces cinquante dernières années, était le lieu même à montrer ce que l'auteur appelle justement « l'art de vivre » traditionnel du peuple iranien.

Pour finir. Un jour à Téhéran est la contre-épreuve du reste, la contre-initiation « de la série. Même si le réalisateur y trouve encore quelques heures de paix, c'est l'échec d'un urbanisme et d'une société de parvenus, d'ailleurs dénoncé par les deux architectes iraniens qui s'en entraînent au cours du film. Faubourg à l'infini d'une métropole qui n'a pas de centre, cette ville était bien faite pour devenir le décor — et aussi le principal acteur — du bouleversement historique de l'hiver dernier. Ces films « culturels » renvoient, en fait, à un Iran concret, porteur des vives traditions. Après tout, on ne saurait reprocher, aujourd'hui, à Jean-Marc Leuen de ne pas avoir filmé, avant l'heure, le soulèvement du peuple iranien survenu l'année dernière. Si on peut faire à l'auteur un reproche, c'est celui d'ajouter à ses images un commentaire trop positif et parfois redondant. Cela procède, nous dit Leuen, d'une méthode, d'un style personnel que l'auteur définit comme du « documentaire lyrique ».

En diffusant la série « Sept jours en Perse », Antenne 2 offre au téléspectateur « une analyse spectrale » par l'image de la civilisation iranienne. Que cela nous soit une occasion de formuler le vœu que les télévisions multiplient ces séries, dites « documentaires », consacrées à des terres de civilisation comme l'Inde, le Mexique ou la Chine. FARROKH GAFFARY, réalisateur iranien.

* Mercredi 5 et suivants, A.2, 22 h. 30.

■ RECTIFICATIF. — Deux erreurs nous ont été signalées dans le point de vue de Henry Chapler « Complot contre la chanson française », publié dans le Monde daté 26-27 août. L'émission « Si nous n'allions pas au cinéma ce soir » est programmée sur Antenne 2, et non sur TF 1. La feuille de programmation d'Europe 1 citée par l'auteur concerne la semaine du 14 au 21 août 1978, et non 1979.

« JAZZ ESTIVAL »

Enfin les modernes !

UX amateurs de jazz moderne, l'émission « Jazz estival » sur TF 1, le dimanche après le grand film du soir, offre la possibilité unique d'écouter et de voir la musique qu'ils aiment sur le petit écran. Entre le jazz classique filmé par Avery et Jimmie pour FR 3 et les concerts de rock mixés en scène par « Chorus » sur Antenne 2, il n'y avait rien pour satisfaire le plus grand nombre des amateurs de musique moderne improvisée. Rien jusqu'à ces trois émissions réalisées par Gianni Paggi montrant non pas comme à Nice d'interminables et redondantes « Jam sessions » entre des musiciens respectables et fatigués, mais des formations de hard bop parfaitement homogènes puisqu'il s'agit des Jazz Messengers d'Art Blakey et d'Eastern Rebellion, le groupe de Cedar Walton, puis du quintet de Joe Henderson. Les deux premiers concerts ont été filmés à Umbria en Italie, le troisième à Bologne. Hormis la qualité très évidente du son et de la photographie, ces trois émissions ont le mérite de servir très bien la musique. Le réalisateur n'a pas pitié par excès de zèle en multipliant les gros plans, les enchaînements rapides, les surimpressions.

Le mélomane se satisfait plus d'une mise en scène discrète qui lui permet de parcourir des pays la scène filmée dans son ensemble. L'émission sur Cedar Walton, pianiste et non saxophoniste, proche du free jazz, comme l'a gentiment annoncé la présentatrice, fut dans ce sens particulièrement réussie. Si la longueur du film de Cecil B. De Mille, *Les Dix Commandements*, nous a privé, il y a huit jours, de « Jazz estival », l'émission reprend son cours dimanche 2 septembre en abandonnant le jazz moderne pour le style Nouvelle-Orléans. Ne perdons pas espoir pour autant de voir le jazz contemporain revenir sur le petit écran puisqu'il existe d'autres concerts filmés en Italie. De plus, cette année, Jean-Christophe Avery a abandonné Nice pour Antibes et, avec un peu de chance, ce pourra être les prestations du Mingus Dynasty, de Martial Solal ou de Woody Shaw. Non que l'on doive repousser le jazz d'après-guerre, mais il faut souhaiter que la musique afro-américaine puisse être présentée au grand public sous son meilleur jour. PAUL-ETIENNE RAZOU.

LE DÉBAT SUR LE MONOPOLE

POINT DE VUE

Autogestion et décentralisation

par Alain ROBINOT (*)

Deux mois après l'affaire Radio-Riposte, la répression gouvernementale de la liberté d'expression ayant été dénoncée, un point important reste dans l'ombre : l'ambiguïté de la position du P.S. sur la question des médias. Cette position était pourtant à la base du concours que les membres de Radio Onz'débrouille ont apporté. Depuis octobre 1978, le comité directeur du P.S. a adopté un texte concernant les radios locales : l'annexe du rapport Bastide (paru dans le supplément au numéro 77 du *Point* et la Rose, décembre 1978). Ce texte est actuellement le seul à offrir des garanties susceptibles de permettre la création et le fonctionnement de radios locales authentiques.

Rappelons, pour mémoire, que les radios libres qui existent actuellement émanent, dans une immense majorité, de courants politiques extra-parlementaires et de sensibilités non institutionnelles (mouvements écologiques, de femmes, etc.). Une cinquantaine de ces radios sont regroupées au sein du Bureau de liaison des radios locales et indépendantes, qui ont pu voir un bon nombre de leurs propositions retenues lors de l'élaboration du rapport Bastide.

Citons ici les points fondamentaux de cet accord : — Indépendance par rapport aux pouvoirs mais aussi face aux municipalités. « Nous sommes contre une radio nationale contrôlée par le gouvernement. Nous ne pouvons pas être pour des radios locales contrôlées par les municipalités », (G. Mariné, comité directeur du P.S., le 27 mai 1978). — Financement autonome par une publicité réglementée et limitée.

— Nécessité de produire les programmes sur place. — Fonctionnement assuré par de petites équipes autogérées. C'est sur la base de l'intérêt suscité par ce rapport que depuis plusieurs semaines le collectif Radio-Onz'débrouille avait accepté une participation technique à l'émission du 29 juin. Mais comment ne pas voir un recul dans les contradictions des récentes prises de position émanant des dirigeants du P.S. ? Laurent Fabius, le mercredi 27 juin lors d'une conférence de presse : « Nous sommes pour le monopole » ; mardi 13 juillet, s'adressant à un membre des radios libres : « Notre position quant aux radios locales, c'est très simple : le rapport Bastide sans en changer un iota », puis il s'étonne que les journalistes ne le mentionnent pas ! François Mitterrand, au même moment, rappelle qu'il est pour le monopole, introduisant une subtilité entre « monopole de production et monopole de diffusion ». Cela veut-il dire qu'attribuer quelques minutes à des associations sur des antennes déjà existantes serait une réforme suffisante ? A deux ans des présidentielles de 1981, les deux thèmes d'autogestion et de décentralisation seraient-ils déjà trop encombrants ? Les radios libres pour exister ont besoin de garanties sérieuses : elles n'attendent pas du P.S. qu'il s'autoproclame défenseur des libertés d'expression, mais qu'il lutte effectivement pour elles, ce qui passe avant tout par le dépôt d'un projet de loi (sur la base du rapport Bastide) et la multiplication de radios locales.

(*) Membre du collectif Radio-Onz'débrouille et militant socialiste.

CORRESPONDANCE

Le spectre de l'anarchie

M. Francesco De Fini, de Paris, nous écrit : Il est assez déconcertant que sur le problème du monopole de l'information, la gauche puisse rejeter la droite quand celle-ci met en avant un thème qui lui est cher : l'anarchie de l'information. En tant que double national français et italien, je voudrais ici rendre compte de ce que Jean-Claude Servan-Schreiber dénomme l'« anarchie à l'italienne » (le Monde du 31 août). Il faut s'élever avec la plus grande fermeté contre l'idée répandue selon laquelle l'Italie serait soumise, en plus de son terrorisme, à une anarchie des moyens de communication sociale. Pour me rendre assez sonore la mesure de l'évolution du phénomène des radios libres et des chaînes de télévision privées, je peux modestement témoigner de l'insécurité de ces prises de position. L'élargissement à des domaines multiples du droit à l'expression, par l'intervention de la population dans la vie quotidienne, permet de rompre la dichotomie émetteur/récepteur. La diversité des radios libres italiennes est à la mesure de la diversité des sensibilités politiques qui peuvent ainsi s'exprimer

dans la plus totale liberté. Alors que le parti socialiste, par l'entremise de son premier secrétaire, est inculpé pour avoir entravé le monopole, il est urgent de réclamer la libération de l'information par l'élargissement des pôles de communication. L'exemple d'une radio libre italienne, violemment attaquée cet hiver par un commando d'extrême droite alors qu'elle donnait à des femmes ouvrières la possibilité de s'exprimer sur leur vie courante à l'usine et au foyer, met bien en évidence que la parole non appropriée par les professionnels dérange. Mais il n'est pas besoin d'aller si loin. En France même, lors du brouillage incessant de Radio-Lorraine par des pirates, on a pu se rendre compte de l'intransigence des « gardiens de la loi », qui considèrent « la parole ouvrière, parole illégale » (le Monde daté 3-4 juin). Il est assez significatif que dans un débat aussi important le spectre du mot anarchie fasse son apparition. Les récentes élections européennes ont montré, dans l'appropriation de la parole par « la bande des quatre », combien il est urgent de porter irrémédiablement atteinte au monopole.

Les films de la semaine



* Jean-Pierre L  aud dans « Le Grand Meaulnes ».

ret, ce film de Jean Renoir constitue l'effacement de la civilisation occidentale tout en donnant vie, avec un humanisme généreux, à des personnages qui cherchent la liberté. Jean-Pierre Cassel, dans ses vadrouilles, retrouve les valeurs de Michel Simon-Boudry.

■ DROLE DE DRAME, de Marcel Carné. — Mercredi 5, A.2, 20 h. 35. L'humour noir, le « nonsense » britannique, manié avec une verve irrésistible par Prévert et Carné, déconcertent le spectateur de 1977, et c'est grâce au ciné-club que ce film incompris est devenu plus tard un classique du cinéma français d'avant-guerre, bien loin du réalisme poétique de *Quai des Brumes* et du *Jour se lève*. L'absurde est ici une arme subversive contre la société et les institutions. Mais on se réveille, aujourd'hui, d'un festival d'acteurs et de dialogues restés dans toutes les mémoires, tel le fameux « Bizarre, bizarre » de Louis Jouvet face à Michel Simon, empiété dans des explications vagues.

■ LE CLAN DES SICILIENS, d'Henri Verneuil. — Jeudi 6, FR 3, 20 h. 30. Un beau boulot dans la série noire française. Scénario et réalisation bien agencés, hold-up palpitant, et Gabin, massif, impressionnant dans une composition de truand vieillissant, chef de clan que ne badine pas avec l'homme et ne s'en laisse pas conter par le jeune loup Alain Delon.

■ LES COLTS BRILLENT AU SOLEIL, de Sergio Marone. — Vendredi 7, A.2, 22 h. 30. Un western italien de la plus haute catégorie, piment   de sadisme.   viter résolument !

■ LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES, d'Howard Hawks. — Dimanche 9, TF 1, 18 h. La blonde Marilyn Monroe aime les diamants, la brune Jane Russell a du goût pour les hommes musclés. Dans cette version filmée d'une comédie musicale inspirée d'un roman d'Anita Loos (satire de la femme américaine « chercheuse d'or » des années 20), Hawks oppose, avec un mauvais goût volontaire, la vulgarité bovine de Jane à la fausse n  t   de Marilyn, ironis  e avec férocité sur le sexe, l'argent, la chasse au milliardaire. Les hommes, ici, ont perdu le pouvoir et la virilité. Marilyn, qui n'était pas encore une star, y gagna un grand rôle.

■ LE CAPORAL EPINGL  , de Jean Renoir. — Mercredi 5, FR 3, 20 h. 30. L'évasion, thème de la *Grande Illusion*, mais dans le contexte d'une autre guerre, celle de l'Allemagne est dominée par l'ordre nazi. Tit   d'un roman de Jacques Per-

■ LA SCOU  MUNE, de José Giovanni. — Dimanche 2, TF 1, 20 h. 35.

Les années 30-40, la pègre marseillaise, l'amitié virile de deux truands et toutes les conventions, poussées jusqu'à la naivet  , de Giovanni adaptant lui-même, dans des décors rétro, son roman d  j porté à l'écran en 1941 et d  j avec Belmondo en vedette) par Jean Becker, sous le titre *Un nommé La Rocca*.

■ FORFAITURE, de Marcel L'Herbier. — Dimanche 2, FR 3, 22 h. 30.

Le *Forfaiture* de Cecil B. de Mille (1915) déclara de la vocation cinématographique de Marcel L'Herbier. Dans le cinéma français commercial des années 30, il rendit hommage au grand Américain avec cette nouvelle version qui m  le habilement l'aventure exotique alors fort à la mode au conflit psychologique d'une Européenne et d'un Asiatique et au suspense de cour d'assises.

■ L'AMOUR EN HERBE, de Roger Andrieux. — Lundi 3, FR 3, 20 h. 30.

Premi  rs amours adolescentes et malentendu familial. Deux conceptions de la vie s'affrontent. Refus des poncifs et sensibilité. Malgré quelques faiblesses de scénario, un talent de conteur et de réalisateur qui rappelle, un peu, les films de Truffaut.

■ LA VACHE ET LE PRISONNI  R, d'Henri Verneuil. — Lundi 3, TF 1, 20 h. 35.

S'il est vrai qu'un prisonnier de guerre français affecté aux travaux d'une ferme s'évade en

APRIL 20 1980

PARIS-IX^e 1977

M^e S^t Philippe du Ronle

1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Le Monde

culture

Cinema

Surprises et déceptions à Venise

Légère amélioration à Venise. Au cours des dernières journées, trois réalisateurs venus d'Amérique, d'Amérique latine et d'U.R.S.S. nous ont offert des films qui, pour être mineurs, avaient du moins la mérite de piquer notre curiosité. Complètement de la réputation de leurs auteurs, les envois de Peter Bogdanovich (U.S.A.) et Paolo Cesar Saraceni (Brésil) ont en revanche paru très décevants.

Première surprise: le Mort du porteur d'eau de l'Égyptien Salah Abu Seif. Agé aujourd'hui de soixante-quatre ans, Abu Seif a tourné une vingtaine de films. L'émotion qu'il porte aux humbles et aux déshérités, l'influence qu'a pu avoir sur lui le néo-réalisme italien, font souvent de ses films des problèmes sociaux. Plus idéaliste qu'idéologue, plus moraliste que militant, c'est cependant avant tout un conteur, un observateur attentif des coutumes et des mœurs des gens de son pays.

Son nouveau film se déroule au Caire, au début des années 20. Porteur d'eau dans un vieux quartier de la ville, maître Shosha est un homme charitable et pieux qui, depuis la disparition de sa femme, morte en couches à la naissance d'un fils, rumine son chagrin et ne supporte plus l'idée même de la mort. La présence d'une jeune voisine, les conseils d'un ami qui a la sagesse tranquille des bons vivants, le tirent un moment de sa mélancolie. Mais l'ami meurt, victime de ses aphorismes, et la voisine en épouse un autre.

C'est par sa fraîcheur, sa vivacité, la multiplicité de ses notations folkloriques ou humoristiques, que

ce film retient l'attention. Parce que des gens très simples y expriment sans détour leurs problèmes sentimentaux ou métaphysiques, on peut-être de naïveté. Mais cette naïveté n'est pas sottise, elle est simplement le contraire de la sophistication intellectuelle à laquelle nous sommes habitués. Malgré des qualités cinématographiques modestes, cette fable orientale qui se veut un appel à la sérénité nous charme et nous convainc.

C'est plutôt à une pochade napolitaine, à une comédie d'Eduardo de Filippo que fait penser El Super, le film de León Ichaso et Orlando Jimenez-Lesal, deux Cubains qui travaillent aux États-Unis. Depuis dix ans, Roberto, sa femme et leur fille ont quitté Cuba pour New-York. Roberto, qui est gardien d'immeuble, a le mal du pays et refuse d'apprendre l'anglais. A son ami Pancho, ancien « héros » de la baie des Cochons et anti-communiste fervent, il avoue qu'il se sent vieux et las. Pendant que les deux hommes jouent aux dominos, les femmes, dans la cuisine, rabachent des histoires familiales, sans s'apercevoir suffisamment de la conduite de la jeune Aurelia, qui, elle, profite de New-York pour faire les quatre cents coups.

A cette histoire d'endless inespérances d'assimiler le mode de vie et la culture de leur terre d'adoption, Ichaso et Jimenez-Lesal ont refusé de donner une dimension dramatique ou politique. C'est le caractère pittoresque, ingénu ou cocasse de leurs personnages qu'ils ont surtout mis en évidence. Leur film est une suite de sketches, de bavardages intari-

sables qui font souvent rire. La comédie d'art n'est pas loin, malgré la note de gravité qui, à la fin du récit, nous rappelle que ce récit pétillant est sans doute moins drôle qu'il n'en a l'air.

On s'en doutait, mais le secret jusqu'ici restait bien gardé: il existe en Russie soviétique des maris qui trompent leur femme. C'est cette révélation qui constitue la principale originalité du film de Georgi Danilja, Marathon d'automne. Ainsi les enfants des « héros poétiques » de l'époque stalinienne sont devenus des hommes comme les autres, victimes de leurs désirs, de leurs contradictions, de leurs lâchetés, de leurs mensonges. Entre son épouse qu'il a longtemps aimée (et qui peut-être il aime encore) et sa maîtresse qui est jeune et belle, Petrov (un universitaire spécialisé dans la langue anglaise) ne cesse de courir, le regard fixé sur son bracelet-montre. Il voudrait bien en finir avec cette situation intolérable. Malheureusement, chaque fois qu'il veut avoir pris une décision, les circonstances le font changer d'avis.

Comme pour nous persuader qu'on perd toujours des plumes à bafouler la morale, Danilja a qualifié (en sous-titre) ce « mariage à la soviétique » d'histoire triste. Et il laisse entendre, à la dernière image, une réconciliation du couple légal. Mais, de ces concessions que la censure a dû rendre inévitables, nous ne sommes pas dupes. Avec ses filles en blue-jeans, ses télévisions portatives, ses téléphones multicolores et ses personnages en « marge » des conventions, ce film soviétique mis en scène constitue un intéressant témoignage sur l'évolution de la société russe.

On pense un peu à Graham Greene en voyant le film de Peter Bogdanovich, Saint Jack. Dans l'atmosphère poisseuse de Singapour, un aventurier américain d'origine italienne rêve de créer le plus beau bordel de la ville. Il se heurte à l'hostilité des proxénètes chinois, et se rencontre avec un honnête bourgeois qui donne furtivement envie de rentrer au pays. Ce n'est pas, hélas! Graham Greene qui a écrit le scénario de Saint Jack, et la participation au film (Bogdanovich) de l'équipe de Playboy semble avoir sérieusement perturbé le talent de Bogdanovich.

Excellent théoricien du « cinéma novo », devenu par la suite réalisateur et producteur, Paolo Cesar Saraceni s'est complètement livré en jouant à l'écran la vie du poète Anichini Jos du Brésil, évangéliste et ami des indiens. Ses efforts pour nous offrir (dans la tradition du « cinéma novo ») une transposition brechtienne des événements et un portrait lyrique de l'âme brésilienne aboutissent à un ouvrage confus, d'une prétention insupportable et d'un ennui mortel. On admire un moment la beauté des images, puis on peste contre ce sentiment qui nous prive diaboliquement d'une promenade dans Venise.

JEAN DE BARONCELLI.

< MELANCOLY BABY > de Clarisse Gabus

Naissance d'une cinéaste

En des temps moins respectueux, on aurait qualifié *Melancoly Baby*, coproduction hétéro-belge de Clarisse Gabus, d'ouvrage de dame. Aujourd'hui, on dira tout simplement qu'une nouvelle cinéaste est née, attentive aux nuances, aux atmosphères, finement trépidante, cultivant avec amour l'impressionnisme.

L'histoire se situe à Paris, comme le titre, presque celui d'une chanson, qui prend son relief si l'on pense qu'il désigne dans *Birkin*, Olga (Jane Birkin), mariée à un sinistre Belge, retrouve la paix dans une Suisse de rêve, entourée de lacs, de brumes, une Suisse italienne comme décalée, irréaliste.

Le mari revient, Olga lui fait une scène: Jane Birkin ne joue pas, se fâche un moment avec tant de gentillesse — Clarisse Gabus a fui l'agitation, filmé la dispute d'un seul trait, en un plan unique — qu'il n'y a pas de quoi lui en vouloir. Quand elle s'enfuit, aux « défilées images », vers l'inconnu, rien de plus ni de moins ne saurait lui arriver. Elle vit ailleurs.

Pourquoi n'avoir pas poussé... un peu plus loin l'investigation? Approfondi, détaillé, fouillé plus avant ce jeu du chat et de la souris? Pourquoi avoir refusé l'appel d'un scénario digne de ce non? *Melancoly Baby* a néanmoins le mérite de nous laisser entrevoir le charme très réel de Jane Birkin en héroïne romantique anglaise. Et, dans un rôle d'appoint, celui de l'ami exubérant, il nous confirme l'immense talent d'une de nos meilleures jeunes comédiennes, Florence Giorgetti.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.

Formes

Médailles, émaux et camées

Une sainte dévotion à l'égard des expositions organisées autour d'un thème est, hélas! souvent justifiée, car Dieu sait, Dieu est le premier à savoir combien il inspire les féttes de médailles. Celles qui sont rassemblées à la Monnaie (1), où la plupart des modernes ont d'ailleurs été frappées, offrent le meilleur et le pire: c'est sans doute que s'y peignent, si gauchement et pensivement à l'encre, en dépit du sursaut salutaire de quelques-uns en faveur de l'art sacré. Aux côtés d'autres images taillées ou gravées, plaquées, cernées, émaillées (sans compter les autres d'œuvre elles-mêmes, évoquant la vie évangélique telle que la concevaient artistes ou artisans du quatorzième au dix-neuvième siècle, et ceux-là aussi valent la peine d'être contemplés), avec le renfort, pas toujours adéquat, de peintures et de sculptures, elles se subdivisent elles-mêmes en sous-thèmes qui conduisent le visiteur « de visible à l'invisible », cet invisible symbolisé par la belle médaille de Raymond Gél, ces deux branches écartées l'une de

même tronç, qui s'étale sgradiée sur l'effigie de saint Louis.

Ce ciel, à vrai dire, serait un enfer pevé de louches intentions sans la présence de créateurs dignes de ce nom. Abraham Krol est à l'aise dans la tradition biblique. L'Ange Testament ne se limite pas pour lui à la création du monde, et le trait de Krol semble, dans sa précision rigide, compenser l'apparente « Vierge biblique » qui lui est familière, pour exalter la Thémis, les patriarches et les prophètes — un trait qui sait se lever lorsque, représentant la Tentation, les courbes épousent les formes d'Ève, d'Adam et du Serpent. Un peu dans le même esprit, Sholem Selinger transmue en volumes pleins la *Sacra* d'Alfred.

Le Nouveau Testament paraît plus familier aux artistes de préférence croyants. Et la vie de Christ et sa Passion ont tout de même trouvé de bons interprètes. Robert Couturier est du nombre, qui nous présente les joies du *Resuscité* en quatre épisodes: *Le Tombeau vide*, *Évangile*, *Floréolite*, *As croisé*. De Couturier n'a séduit, en outre, par une *Plein* en bois collé, qui rejette toute virtuosité. La spiritualité d'Emile Gilliéu s'exprime comme toujours avec une très savante et absolue simplicité dans *Lumière d'en haut*. On ne saurait passer davantage sans l'ardent mystique de Jean Bertholle, qui anime, entre autres, son *Apocalypse*, sa *Passion*, sa *Sainte Face*, son *Chemin de Damas*, avec le cheval cabré qui lui part de son horizon. Ni l'étonnant *Christ* de Léon Zuck et son vitrail inouïment. Ni les *Rois Mages* de Roger Boncompagni sentis de piquets de couleur. Ni parait l'interminable linéaire des saints (en effigie),

le Saint Loup (et Saint-Loup de Naud) de Pierre-Engels Clavin.

On pourra s'étonner d'un ensemble presque exclusivement catholique. Les organisateurs ont dû le sentir, qui ont recueilli quelques hérésies ou hérétiques: l'hymne cathare à la lumière, au revers du bâcher de Monseigneur; Maria Luther, qui se voit ouverte à « d'autres horizons » océaniques. Et qui offrent en fin de parcours une remarquable collection de jeunes magiciens.

Je feuillète volontiers le recueil de poètes d'auteurs la plupart du temps inconnus. D'une sincérité évidente, en dépit où à cause d'une certaine gaucherie, ils ne sont pas forcément sans qualités. Avec des trouvailles comme: « Une absence de plus soignée au fronton », « Une absence de la plume d'une dédicace », Claude Salomon, dont le titre, *Révérence* (2), ne m'a pas paru être pas accroché sans les illustrations de Brigitte Camus, au nom encore obscur. Est-ce que l'image colle au texte qui en est le point de départ? Pas tout à fait. On pourrait parler plutôt de contrepoint, car, en face de ces effusions lyriques, un dessin dépeint d'une qualité plastique digne d'Alfred, fait surgir un monde de rêve, surréaliste (mais oui), siroté bien davantage « aux confins de l'imagination » que les œuvres consensuelles naïvement réunies sous ce vocable. Humains ou animaux fantastiques incorporés à des paysages aussi étranges. Choses et êtres suent l'angoisse, de même que les maisons et la rue dépeintes d'une ville morte.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) L'Invisible et la Médaille. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti.

(2) Les Soudaines d'Empédocle.

Musique

Le cadeau d'Ozawa

(Suite de la première page.)

Peut-être ces interprétations d'œuvres trop connues apparaissent-elles même parfois trop parfaites, phénomène qui se produit fréquemment avec les grands orchestres en tournée. Il y a dans toute œuvre, et surtout la « Fantastique », de nombreux points sensibles où l'on attend une vibration personnelle, une acuité singulière, une fraîcheur, qui dénotent la vie intime de l'orchestre dans le moment même; on les a un peu guettés en vain, vendredi soir, tant les musiciens étaient pourvus de la perfection, ainsi qu'ils le montrèrent dans deux bis d'opéra de la *Don Giovanni* de Mozart. Les deux bis d'opéra de la *Don Giovanni* de Mozart, joués par le violon solo Joseph Silverstein, avec une virtuosité étincelante et exquise, une sonorité divine, et puis l'éblouissante « Danse des comédiens » de Smetana, le mouvement perpétuel ultra-rapide où l'orchestre démontre sa cohésion stupéfiante.

Ozawa, revenant inlassablement à son thème, les coudes au corps, le large visage irradiant la joie sur cette silhouette si frêle, était visiblement ravi du cadeau d'anniversaire fait à la ville de ses débuts.

JACQUES LONCHAMPT.

Festival

BEAUCOUP DE MONDE A SALZBOURG

Le Festival de Salzbourg, qui s'est achevé le jeudi 30 août après trente-six journées au cours desquelles se sont succédés cent deux concerts et spectacles, a battu cette année ses propres records sur le plan de la fréquentation. En accueillant cent cinquante-sept mille six cents personnes, soit huit mille six cents de plus qu'en 1978, le festival autrichien a enregistré quelque 30 millions de francs de recettes, ce qui était un record pour ce festival. Les dépenses engagées, la politique avec les « réformistes », qui contestent la continuité souhaitée par les organisateurs du Festival, semble se poursuivre. Il ne devrait cependant pas en résulter de grands changements de programmation ni de clientèle, puisque les responsables, les « sages », ont été reconduits pour six ans dans leurs fonctions. L'éventuel appel à Rolf Liebermann, ancien administrateur de l'Opéra de Paris, semble donc exclu.

PIANO OU PIANOFORTE ?

On était venu l'entendre jouer Mozart, mais Jörg Demus a surtout parlé du pianoforte, non pas d'ailleurs, de cette copie d'un Walter de 1790 (qui appartient à la collection de Mme de Chambray commandée à Johannes Carda par le ministère de la culture et de la communication et dont on devrait fêter l'inauguration — elle n'était pas achevée au moment du concert — mais de l'instrument en général par rapport au piano moderne.

En fait, il s'agissait, jeudi soir, dans le cadre du Festival estival, d'une conférence mêlée de musique. Jörg Demus, qui avait à sa disposition un pianoforte Moltor de 1810 et un Steinway actuel, ne cherchait nullement à démontrer la supériorité de l'un sur l'autre, mais plutôt à faire sentir ce que la pratique du premier pouvait apporter à la compréhension des pages écrites à l'intention de cet instrument, et qu'on ne trouve habituellement sur le second sans même y réfléchir. S'il est certain que Beethoven appelle déjà le piano moderne, ou du moins celui de Liszt, un feuillet d'album comme le célèbre *Für Elise* se satisfait très bien du pianoforte, et y acquiert même une sorte de fragilité que les doigts impitoyables des pianistes amateurs abîment vite par leur oubli.

Les différences essentielles entre le pianoforte et le piano actuel résident principalement dans la tension des cordes en fer et en laiton (et non en acier et en cuivre), dans l'absence de double échappement qui empêche les répétitions rapides, et dans le matériau dont sont faits les marteaux, couverts de cuir et non de feutre. La pédale douce (qui est en fait une genouillère) ressemble à la « pédale d'appartenance » qu'on trouve à présent sur les petits pianos d'étude: on l'appelle la « pédale », et c'est tout simplement une languette de feutre qui vient s'interposer entre les marteaux et les cordes. Cela permet d'obtenir une couleur particulière, en quelque sorte, et c'est tout simplement comme s'il s'agissait d'un jeu différent, ainsi que cela se trouve à l'orgue ou au clavecin. La pédale douce n'existe plus sur les instruments modernes, et c'est regrettable, car elle est utile pour

colorer différemment, comme l'a très bien montré Jörg Demus, certaines reprises qui ressemblent alors à un écho. Ce que le piano moderne a perdu aussi, en gagnant de la puissance, c'est cette clarté des basses qui explique que certains accords de main gauche, dans les partitions classiques, paraissent aujourd'hui si chargés et maladroits du point de vue acoustique.

Rien de tout cela, bien sûr, n'est réellement nouveau, mais Jörg Demus l'expliquait avec autant de clarté que de simplicité. Ensuite, il joua: des Variations de Haydn sur l'un et l'autre instrument, la Fantaisie en ré mineur de Mozart sur le pianoforte, le premier mouvement de la Sonate opus 109 de Beethoven sur le grand Steinway, et finissait avec un Moment musical de Schubert.

Le salon impérial de Thôtel Continental est sans doute trop vaste et d'une acoustique trop feutrée pour bien mettre en valeur le pianoforte, comme d'ailleurs pour, notre oreille ne peut empêcher de l'entendre comme un piano affaibli, on se demande alors si la sympathie qu'on éprouve immédiatement pour lui n'est pas plutôt de l'attendrissement. Mais non: confronté aux Variations de Haydn, l'instrument moderne ressemblait à un pachyderme bien entraîné et maladroite. L'image peut surprendre, mais pas davantage peut-être que la constatation qu'il a succédé.

GERARD CONDE.

* Jörg Demus a enregistré un recital Beethoven sur deux pianos: Broadwood et Graf ayant appartenu au compositeur. L'album de deux disques recouvre les sonates n° 11, 28, 27 et 32. Harmonia Mundi 2-478.

Exposition

LE VOYAGE DES ROIS DE NOTRE-DAME

Les statues recueillies des « rois de Notre-Dame de Paris », qui avaient été mises au jour, en 1877, dans les fondations de la Banque française du commerce extérieur (le Monde du 11 juin 1977), seront présentées au public américain à partir de septembre. Elles font partie du Metropolitan Museum de New-York, puis au Musée de Cleveland (de décembre à janvier). Ensuite elles traverseront l'Atlantique, pour aller à Florence et de là à Moscou et à Leningrad. Elles reviendront à Paris pour regagner, dans le courant de l'année 80, le Musée de Cluny, où la S.F.C.E. les a mises en dépôt et où elles seront présentées d'une manière définitive dans une salle en cours d'aménagement.

Un Neveu Silencieux, film de Robert Bresson, tiré du roman de Robert Sabatier, dans le climat heureux des vacances en famille, d'une bourgeoisie provinciale, le thème de l'intolérance, autour d'un enfant pas comme les autres, traité avec l'intelligence du cœur.

Studio Legos, 5, rue Champollion (6^e) Tél. 055.28.42.
14. Juillet-Bastille, 4, bd Beaumarchais (13^e) Tél. 352.90.81.
14. Juillet-Parnasse, 1, rue Jules Chaplin (6^e) Tél. 526.58.00.
14. Juillet-Beaugrenelle, 16, rue de Linois (15^e) Tél. 575.79.79.

Le film « BOB DYLAN, RENALDO ET CLARA » passe actuellement en SON STÉRÉOPHONIQUE aux cinémas:

- Le Broadway
- Hautefeuille
- Élysées Lincoln

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Carre Silvia Monfort (745-51-43) : *Cirque Circus à l'ancienne* (sam. et dim., 15 h. et 18 h. 30).

Les autres salles

Ale Libre (332-70-78) : *Que n'aurait pas l'eau* (sam. 23 h.; dim., 19 h.).

Antoine (332-71-71) : *Le Pont japonais* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).

Arènes de Lutèce (332-33-25) : *Molière, Molière* (sam. 21 h.; dim., 19 h.).

Bouffes du Nord (332-34-50) : *Tête d'or* (sam. 20 h. 30).

Comédie des Capucines (742-43-41) : *Boeing-Boeing* (sam. et dim., 21 h. 10).

Comédie des Champs-Élysées (332-37-63) : *Le Tour du monde en quatre-vingt jours* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).

Comédie de l'Est (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Comédie de la Sorbonne (332-39-22) : *Les Précieuses ridicules* (sam., 21 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 1^{er} septembre - Dimanche 2 septembre

Les concerts

Notre-Dame : F. Graman, orgue (Grigny, Bach, Mathias, Messiaen, Verne, Dupré) (dim., 17 h. 45).

Chapelle de la Sorbonne : Orgue et harpe, par M. Guyard et A. Marie (Chopin, Strauss, Mozart, Bach) (dim., 18 h. 30).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Rochette (332-45-05) : M. de Villiers Quintet (sam. et dim., 22 h.).

Chapelle des Lombards : François Paton-Cohen, D. Lockwood (sam., 20 h. 30).

Gibus (700-78-88) : Vertige (sam., 22 h.).

Le Patio (770-15-30) : Maxime Sauri Jazz Quartet (sam. et dim., 22 h.).

Riverport (332-83-71) : Quartet J.P. Châta, basses : F. Couturier, claviers (sam. et dim., 22 h.).

Slow Club (332-84-30) : Maxime Sauri (sam., 21 h. 30).

Campagne : Prêtre (332-75-63) : Dave Burrel et Michael Zwerin (sam. et dim., 22 h. 30); Vince Taylor (sam. et dim., 20 h. 30).

Festival estival

Hôtel Intercontinental : Pascal Devoyon, piano (Liszt, Schubert, Scriabine) (sam., 18 h. 30).

Radio-France, studio 105 : Quatuor concours international de claviers (dim.).

Dans la région parisienne

Sceaux (660-07-79) : Orchestre du château : Trio Langley (Smetana, Liszt, Dvorak) (sam., 17 h. 30).

Tourbillon : Trio Langley (Smetana, Liszt, Dvorak) (sam., 17 h. 30).

Villa-Lobos : Trio Langley (Smetana, Liszt, Dvorak) (sam., 17 h. 30).

Noire Barrios : Trio Langley (Smetana, Liszt, Dvorak) (sam., 17 h. 30).

Nanterre : Théâtre par le Bas (770-91-44) : Les Éclats de la Lune (sam., 21 h.).

Les films nouveaux

PASSE TON SAC D'ARROD, film français de Maurice Pialat : Impérial, 9 (742-32-32); Saint-Germain, 9 (742-32-32); Saint-Germain, 9 (742-32-32).

CLAIR DE FEMME, film français de Costa-Gavras : Berlin, 12 (332-45-05); Paris, 12 (332-45-05); Paris, 12 (332-45-05).

LA BOITE À FILME, film français de René Clément : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

L'ASSOCIÉ, film français de René Clément : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LA LIBERTÉ SAUVAGE, film américain de Stewart Raffill : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES SEULES BRONTE (F.) : Épée de Bois, 9 (337-47-47).

LES TEMPS D'UNE ROMANCE (F.) : Réa, 9 (332-45-05); Réa, 9 (332-45-05); Réa, 9 (332-45-05).

TOTO, MUSSER ET NOBLESSE (F.) : Studio G14-Cent, 9 (332-45-05).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES MOISSONS DU CIEL (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

MOLIERE (F.) : Bilboquet, 9 (332-45-05).

MORT SUR LE NEZ (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

NOUVEAU VOYAGE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

PASSEUR D'HOMMES (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LES DEMOISELLES DE WILCO (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

LE DIVORCE (F.) : Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05); Capri, 2 (332-45-05).

Les festivals

MAX BROTHERS (F.O.), Nickel-Expos, 9 (332-72-47), sam. : Observez d'or; dim. : Un chapeau à l'opéra.

H. BOGART (F.O.), Action Christiane, 9 (332-72-47), sam. : Enchaîne à la Casapara; dim. : Casapara.

HOMMAGE A LA R.E.O. (F.O.), Action La Fayette, 9 (332-72-47), sam. : Le Coucou des braves; dim. : La Patrouille perdue.

J. LOSEY (F.O.), New-Yorker, 9 (332-72-47), sam. : Cérémonie; dim. : Le Messager.

HOMMAGE A JEAN RENOIR, Action République, 11 (332-72-47), sam. : La Marseillaise; dim. : Houdou sauvé des eaux.

FELINI (F.O.), Banne, 19 (332-72-47), en alternance : Le Guepard, Fellini-Roma, Mort à Venise.

BITCHCOCK (F.O.), Action La Fayette, 9 (332-72-47), sam. : Les Trente-Trois Marches; dim. : Une femme d'opéra.

MARILYN MONROE (F.O.), Action Exiles, 9 (332-72-47), sam. : Chère, le me suis rejoint; dim. : Les hommes préfèrent les blondes.

J. FORD (F.O.), Olympia, 14 (332-72-47), sam. : Chère, le me suis rejoint; dim. : Les hommes préfèrent les blondes.

BETTE DAVIS (F.O.), Le Ciel, 9 (332-72-47), sam. : Chère, le me suis rejoint; dim. : Les hommes préfèrent les blondes.

WIM WENDERS (F.O.), 14-Juillet-Parade, 9 (332-72-47), sam. : Faux mouvement; dim. : Alice.

MEZOGUCHI (F.O.), 14-Juillet-Parade, 9 (332-72-47), sam. : Faux mouvement; dim. : Alice.

CHATELAIN-VICTORIA, 1^{re} (332-72-47), sam. : Faux mouvement; dim. : Alice.

STUDIO L'ETOILE, 1^{re} (332-72-47), sam. : Faux mouvement; dim. : Alice.

SAINT-AMBOISE, 1^{re} (332-72-47), sam. : Faux mouvement; dim. : Alice.

DAUMESNIL, 1^{re} (332-72-47), sam. : Faux mouvement; dim. : Alice.

LA BOITE A FILME, film français de René Clément : Capri, 2 (332

ARNET

Remerciements

Doc

Visites et conférences

ANCIENS COMBATTANTS

Le Comité parisien de libération

Foulez la pure laine!

Le projet de budget pour 1980

(Suite de la première page.)

1) Le déficit budgétaire des dernières années, qui a été couvert par des emprunts et l'émission de bons du Trésor, entraîne des charges de remboursement qui vont croissant. C'est ainsi que les intérêts de la dette publique atteindront, en 1980, 27 milliards de francs, au lieu de 20 milliards de francs cette année (+35 %).

2) La hausse des prix entraîne ipso facto une hausse égale des rémunérations des fonctionnaires (+9 % prévu pour 1980). M. Raymond Barre a donné des consignes formelles pour que ne soient pas admis les « glissements catégoriels », qui auraient comme résultat une augmentation finale sensiblement plus rapide que celle des prix, sous prétexte d'adaptation des qualifications. Malgré ce durcissement de la politique salariale dans la fonction publique, qui devrait aboutir à une stagnation quasi complète du pouvoir d'achat des salariés de l'Etat (changement que le premier ministre justifie auprès des fonctionnaires par la sécurité de leur emploi), malgré le très net freinage des créations d'emplois (14 000 contre 22 000 en 1979 et 37 000 en 1978), les dépenses de

quelques années encore à dévaler allégrement les crédits d'Etat, qui augmentent d'un peu plus de 14 % l'année prochaine pour atteindre 100 milliards de francs (si l'on inclut les pensions et retraites des militaires). Ces crédits iront pour un peu plus de moitié (56 %) au fonctionnement (salaires, recrutement, entretien du matériel, etc.), le reste allant à l'équipement. Le tiers environ des dépenses d'équipement ira à la force de frappe nucléaire stratégique et tactique.

3) Les remboursements de T.V.A. aux communes sur leurs investissements commencent à coûter très cher à l'Etat : 5 milliards de francs en 1980 contre 3,2 milliards dans le budget de 1979 (soit +56 %).

4) Les subventions de l'Etat aux entreprises publiques atteindront 33 milliards de francs l'année prochaine, contre 30,8 milliards de francs cette année. Cette progression de 8 % en valeur correspond grosso modo au maintien en volume des concours de l'Etat aux entreprises nationales, cela malgré les importants réductions de crédits qui ont eu lieu cette année.

Sur un point seulement — celui des dépenses d'équipement civil — le gouvernement semble avoir été restrictif. Les investissements progressent de moins de 8 % en crédits de paiement (+0,7 % en 1979) et d'un peu plus de 10 % en autorisations de programme. C'est dire qu'en valeur réelle (en volume), les premiers sont en baisse et les seconds tout juste maintenus.

Pour les autres tranches, la correction serait de 9 % — peut-être un peu moins — ce qui n'effacerait qu'incomplètement les effets de l'inflation en 1979 (moins de 10 %). Le Trésor récupère ainsi plus de 2 milliards de francs sur les 8 milliards qu'il avait cotés une stricte indexation des tranches du barème sur la hausse des prix.

5) L'autre effort demandé portera sur les tarifs de l'électricité et du gaz, dont les augmentations rapportent quelque 4 milliards de francs à l'Etat. En revanche, il ne sera pas touché à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (essence, super, etc.), contrairement à ce qui s'est passé dans le budget 1979. Le projet gouvernemental comportera même d'heureuses surprises : le plafond des déductions forfaitaires supérieures à 100 % pour les professions, sera relevé de 40 000 à 50 000 francs. Il avait été modifié pour un seul montant dans le budget de 1979 — revenant de 50 000 à 40 000 francs. Mais le gouvernement échoua par l'initiative du Parlement, qui avait largement modifié son texte initial lors du débat de l'automne 1978, semble avoir renoncé à en de-

mander une nouvelle fois l'abaissement.

Globalement, et compte tenu d'un certain nombre d'allègements qui seront consentis pour les revenus les plus bas (limite d'exonération notamment), la pression fiscale globale d'Etat baissera légèrement en 1980 par rapport à cette année. C'est donc plus par les efforts qu'il comportera pour supprimer un certain nombre de freins au contrôle fiscal que le budget de l'année prochaine marquera quelque originalité. Un catalogue assez épais de mesures ponctuelles sera annoncé. Elles permettront, par exemple, aux agents du fisc d'avoir un accès plus aisé aux comptes bancaires, en particulier ceux du Crédit mutuel, qui ont jusqu'à maintenant été interdits.

On prête même au gouvernement l'intention de s'attaquer aux nombreuses exonérations qui permettent à certains héritiers d'échapper légalement à tout ou partie des droits de succession (voir l'encadré ci-contre). Le total de ces exonérations ne devrait pas dépasser, dans le projet gouvernemental, un million de francs par héritier.

Volonté de soutenir l'activité économique ou insuffisante vigueur dans la lutte contre l'inflation ? Des calculs très officieux montrent qu'un budget de plein emploi aurait nécessité une impasse de quelque 40 à 45 milliards de francs. Nous y serons assurément à la fin de l'année prochaine : probablement même ce chiffre sera-t-il dépassé. De plus, ainsi que nous l'avons souligné plus haut, les dépenses publiques progressent nettement plus vite que l'accroissement du produit national, lui-même fortement gonflé par la hausse des prix. Une analyse plus détaillée du budget de 1980 lorsqu'il sera rendu public permettra peut-être de répondre à la question. Mais il est certain que, selon les « chocs politiques » et les chapelles économiques, on donnera du projet gouvernemental l'une et l'autre interprétation.

Ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'actuellement le gouvernement est plus préoccupé par les risques de récession que par ceux d'une accélération de l'inflation. A-t-il raison sur ce point ?

ALAIN VERNHOLLES.

DES EXONÉRATIONS NOMBREUSES ET COUTEUSES

De nombreux biens sont exonérés de droits de succession, quel que soit d'ailleurs le degré de parenté du bénéficiaire avec le défunt. Parmi ces biens figurent par exemple :

- Les immeubles d'habitation à usage principal construits depuis le 31 décembre 1974 et acquis par le défunt — ou le donateur — avant le 20 septembre 1975. L'exonération est complétée dans le cas où il s'agit de la première transmission à titre gratuit ;
- Les bois et forêts : l'exonération porte sur les trois quarts de leur valeur sans restriction, si ce n'est que l'héritier doit s'engager à l'exploiter pendant trente ans ;
- Les biens ruraux loués par un bail à long terme. L'exonération porte sur les trois quarts de leur valeur. Une loi de 1974 avait réduit le champ de cette exonération lorsque le bail est consenti à un héritier : elle ne s'applique plus dans ce cas que pour une superficie d'environ 45 hectares ;
- Les actions des sociétés immobilières d'investissement acquises avant le 30 septembre 1975, sont exonérées lors de leur première transmission à titre gratuit ;
- Les groupements forestiers ;
- Les groupements fonciers agricoles, etc.

Le total de ces exonérations prive l'Etat d'environ 1 milliard de francs de recettes chaque année.

Légère baisse de la pression fiscale globale

Pas plus que les dépenses inscrites dans le projet de budget pour 1980, les recettes fiscales ne témoignent d'un bien grand volontarisme. Très nombreux de ne pas déprimer excessivement la consommation des ménages, M. Barre a refusé toute opération fiscale d'envergure.

Sur deux points seulement des efforts seront demandés :

- Le barème de l'impôt sur le revenu ne sera pas du tout corrigé pour tenir compte de l'inflation. Les tranches des hautes (très probablement pour les trois dernières, c'est-à-dire à partir du taux à 50 %). Les contribuables les plus aisés verront donc leur imposition sensiblement alourdie.

PAS ENCORE D'AVOIR FISCAL A 100 %

Pour relancer la Bourse et atténuer davantage la situation financière des entreprises, M. Barre avait sérieusement envisagé de porter l'avoir fiscal versé aux actionnaires à 100 % du dividende (50 % actuellement), comme l'a fait l'Allemagne de l'Ouest il y a deux ans.

Le premier ministre a finalement renoncé à son projet pour des raisons psychologiques évidentes : les syndicats ouvriers lui auraient reproché de ne faire de cadeaux qu'aux gens aisés en période d'austérité. Un autre motif a retenu le premier ministre : un relai devra être trouvé pour attirer la Bourse lorsque reprendra fin, en 1980, la loi Monory sur la détaxation du revenu investi en actions. Ce relai sera l'avoir fiscal à 100 %.

TRANSPORTS

Le canal du Rhône à Fos-sur-Mer est déclaré d'utilité publique

De notre correspondant

Marseille. — En 1982, la liaison fluviale entre le Rhône et les dunes de Fos sera déclarée d'utilité publique. Le canal d'accueil des convois de 4 000 tonnes, sans que ceux-ci aient à passer par la mer. En 1978, le trafic entre le Rhône et Fos a été de 350 000 tonnes. Il est important que ce trafic puisse se faire par tous les temps sans délocation des convois, comme c'est le cas actuellement avec l'écluse de Port-Saint-Louis.

Le projet de canal à grand gabarit (plus de 100 mètres de large) vient de Fos, d'un décret publié le 24 août (Journal officiel du 24 août) et sa construction débutera à la fin de cette année. Le coût global de l'ouvrage est estimé à 250 millions de francs. Cette réalisation, qui mettra Fos en liaison avec Lyon sans hiatus, devrait permettre un développement du trafic des hydrocarbures, ainsi que des minerais, du charbon, des aliments et des produits métallurgiques.

L'embranchement du canal sur le Rhône se situera un peu au nord du bac de Barcarin, à quelque 5 kilomètres au nord de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Après avoir suivi la direction sud-est, à travers le domaine de Bois-François, il s'orientera vers l'est pour suivre sensiblement la limite nord des 1 300 hectares du salin du Caban, qui a été réservé pour une éventuelle extension de la zone industrielle-portuaire de Fos, avant d'aller rejoindre le canal de Marseille au Rhône dans le fond de la darse I.

L'adoption de ce tracé semble convenir à tout le monde. Il met fin à une « querelle » qui a duré plusieurs années, opposé les responsables du Port autonome de Marseille et les animateurs du syndicat intercommunal groupant les communes de Port-Saint-Louis et d'Arles, soutenu par l'Association de maintenance du pays de Crau. En effet, le tracé initial adopté par le Port autonome, maître d'ouvrage, devait un large Z à travers plusieurs grands domaines agricoles, bénéficiant, grâce à un ingénieur système d'irrigation et de drainage, de rendements exceptionnels (50 quintaux de blé à l'hectare et 100 quintaux de maïs). Outre ce

INQUIÉTUDE DE L'UFAC

M. Lucien Béguin, président de l'Union française des associations de combattants et victimes de guerre (UFAC), vient d'avoir un entretien avec M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. Dans un communiqué, l'UFAC affirme que les victimes de guerre ne sauront être oubliées par ce qu'il peut actuellement connaître du projet de budget. D'autre part, poursuit l'UFAC, le droit à la réparation, reconnu par la loi, ne saurait être remis en cause, et, par conséquent, toute mesure qui, sous une forme ou sous une autre, aboutirait à le restreindre entrainerait une vive riposte.

Enfin, M. Béguin a insisté auprès de M. Plantier pour que soient repris, dans le budget, les « brefs délais », les travaux, suspendus au mois de juin, de la commission tripartite, d'« ordonnancement de tous groupes politiques et représentants des anciens combattants furent forcés de se retirer », ajoute le communiqué.

Circulation

CASSE - VITESSE

Le Comité national d'action pour la sécurité des usagers de la route (CNASUR) s'élève contre les limitations de vitesse. Il souhaite spécialement que les forces de police ne puissent consacrer que 1 % de leur temps au contrôle de la circulation. Il souhaite également l'installation de systèmes « casse-vitesse » (muse en place de dix années obligent les automobilistes à réduire leur vitesse) à l'entrée des agglomérations, car « d'un côté, la sécurité ne peut être faite avec la seule répression ».

De son côté, le Centre d'information civique (CIC) se félicite des mesures envisagées par le garde des sceaux pour faire respecter les limitations de vitesse. « Les pouvoirs publics, déclare-t-il, ont enfin décidé de réagir contre ceux qui ne respectent pas le code de la route. L'opinion doit soutenir l'action de sécurité routière, faite de quel que soient les moyens de plus seront assurés impérieusement sur les routes de France. A coup de déclarations démagogiques, les groupes de pression de l'automobile relèvent la tête. En aura-t-on peur ? »

Pêche

« Etats-Unis-Canada : la guerre du thon ». — La guerre du thon » est déclarée entre les

AFFAIRES

QUATRE ANS APRÈS L'AFFAIRE PERTAMINA Les milieux financiers internationaux s'inquiètent de la défaillance d'une banque indonésienne

Le gouvernement indonésien pourrait de nouveau avoir à faire face à une crise de confiance des milieux financiers internationaux, à peine oublié le krach de la compagnie nationale Pertamina. Une petite banque d'affaires indonésienne, la B.D.N.I. (Bank Dagang Negara Indonesia), est en effet l'objet, depuis quelques semaines, de l'attention des autorités indonésiennes et de grandes banques étrangères pour cause d'insolvabilité.

La B.D.N.I. n'était qu'une petite banque d'affaires locale, drainant l'épargne de modestes déposants. Mais elle possédait un rare privilège : une licence pour opérer sur le marché des changes. Cela n'avait pas échappé à un homme d'affaires indonésien d'origine chinoise, M. Paulus Wibowo, qui acquit des parts dans la B.D.N.I. et devint un important administrateur de l'établissement, ce qui lui permit de développer rapidement son réseau de correspondants de la banque à l'étranger. Pour renforcer des usines métallurgiques défaillantes qu'il possédait, M. Wibowo emprunta à court terme, au nom de la B.D.N.I., à des établissements financiers de Malaisie et de Hongkong, puis remboursa ces emprunts par des nouvelles opérations bancaires.

Pour allonger la course des prêteurs il essaya même dans succès de prendre le contrôle d'une banque californienne. Ces opérations de cavalerie furent arrêtées par la Manufactures Bankers Trust Co. de New York, qui avait été entraînée dans l'opération des établissements aussi connus que la B.N.F., la Bankers Trust Co. de New York, la banque communiste Chiyu de Hongkong, et des banques japonaises.

M. Wibowo n'a certes pas imité certains de ses collègues sino-indonésiens qui empruntent pour leurs entreprises mais organisent en fait la fuite de capitaux vers Hongkong ou Singapour. Mais il a peut-être davantage plongé le gouvernement indonésien dans l'embarras. L'un des principaux dirigeants de la banque est, en effet, l'ancien vice-président de la République indonésienne, le sultan de Djogjakarta, figure prestigieuse de la vie politique du pays.

La dette de la B.D.N.I. est faible par rapport au formidable trou de 10 milliards de dollars de la Pertamina ; mais ce début de scandale arrive à un moment très inopportun pour le gouvernement de Djakarta, qui tente d'assainir le système bancaire local. L'Indonésie et la France cherchent par exemple à amplifier leurs échanges et leurs accords économiques. La B.D.N.I. n'a pas encore épongé la totalité des « imprudences » de M. Wibowo. Elle devrait encore quelque 3 millions de dollars à la B.N.F.

Même si les milieux bancaires internationaux font montre de patience dans l'attente d'une éventuelle intervention de la Banque centrale d'Indonésie, cet épisode constitue un accident de parcours au moment où Djakarta tente de restaurer la confiance des milieux internationaux dans l'Indonésie.

ERWIN RAMEDHAN.

CONJONCTURE

Le déficit du commerce extérieur des viandes serait réduit de 1,3 milliard en 1979

La situation du commerce extérieur français dans le secteur du bétail et des viandes se redresse en 1979. Dans une note de conjoncture, le ministère de l'Agriculture indique que le déficit de cette branche, qui s'était élevé à 3,3 milliards en 1978, sera ramené à 2 milliards environ. Ce résultat est dû, estime le ministère, à la réduction des importations de montants compensatoires monétaires et à la capitalisation du cheptel bovin, après la sécheresse de 1978.

Pour les six premiers mois de l'année 1979, la production de gros bovins de boucherie a progressé de 11 %, alors que la consommation est identique à celle de l'an dernier. Le poids moyen des animaux abattus a augmenté de 1 %. Les mesures monétaires ont favorisé la reprise du commerce extérieur et permis de diminuer les importations. De ce fait, alors que la reprise de la production aurait dû entraîner une chute des cours, ceux-ci sont supérieurs de 2 à 4 % à ceux de l'an dernier. Le solde en valeur est passé de 177 millions pour le premier semestre 1978, à 607 millions pour le premier semestre 1979.

La production de veaux de boucherie a progressé de 5 %, avec un allourdissement des carcasses. Les prix, quoique ayant brusquement diminué, comme les autres années à pareille époque, se sont stabilisés à un niveau légèrement supérieur à celui de l'an passé.

Contrairement à toutes les prévisions pessimistes annoncées au cours du second semestre 1978, la production porcine a progressé de 7 %, pour un accroissement de la consommation de 1 % environ. Le déficit annuel devrait donc être réduit en volume de 300 000 à 275 000 tonnes, et en valeur de 2,4 à 2,3 milliards.

La production ovine progresse également de 6 à 7 %, avec une hausse de la consommation de 3,2 %. Les déficits déficitaires annuels devraient être ramené de 910 à 850 millions.

En revanche, le secteur de la viande de cheval continue à évoluer de façon peu satisfaisante : le déficit atteindrait 850 millions également, contre 822 millions en 1978.

Les bateliers belges boycottent la France. — Les bateliers belges ont décidé de boycotter le transport vers la France et l'Allemagne à partir de ce samedi 1^{er} septembre. Le syndicat des bateliers proteste contre le refus de ces deux pays d'accorder aux marins une augmentation des tarifs de transport afin de tenir compte de l'augmentation du prix du gas-oil. — (A.F.P.)

Tarifs routiers : + 2,5 %. — Les tarifs routiers de marchandises augmentent de 2,53 % à partir de ce samedi 1^{er} septembre. Les dernières hausses, remontant au 1^{er} mars et au 1^{er} juin 1979, elles avaient été respectivement de 5,12 % et de 2,63 %.

S.N.C.F. : maintien de la carte famille nombreuse. — Tentative en vaine, depuis le 1^{er} septembre, d'une carte de réduction de 50 % en faveur des familles ne remmet pas en cause l'existence de la carte de réduction pour famille nombreuse, valable en toutes périodes de l'année.

Air France : une grève des pilotes ? — Le Syndicat national des pilotes de lignes (S.N.P.L.) annonce qu'il pourrait déposer un préavis de grève si la direction d'Air France ne fait pas connaître, avant la deuxième semaine de septembre, son intention de maintenir la grève.

Transport : Air France : une grève des pilotes ? — Le Syndicat national des pilotes de lignes (S.N.P.L.) annonce qu'il pourrait déposer un préavis de grève si la direction d'Air France ne fait pas connaître, avant la deuxième semaine de septembre, son intention de maintenir la grève.

SOCIAL

Libres opinions

Vers un puissant front syndical

par RENÉ BUHL (*)

DU 3 au 7 septembre, la C.G.T. organise dans tout le pays une semaine d'action avec le triple objectif d'informer les travailleurs sur l'état de la situation économique et sociale, de multiplier les initiatives revendicatives sous toutes ses formes et de recueillir des adhésions pour développer la capacité du mouvement syndical.

Cette initiative, qui anticipe sur l'habituel processus de la rentrée sociale, a fait l'effet d'un pavé dans la mare, et elle n'a pas manqué de provoquer un flot de commentaires où se mêlent la voix des partenaires syndicaux étonnés et celle des détracteurs habituels de la C.G.T. et de l'action syndicale. Et l'on a vu fleurir les accusations : la C.G.T. tente une opération de prestige, elle entend faire cavalier seul, elle brade l'unité d'action, elle s'aligne sur la stratégie du parti communiste, et encore... ce ne sera qu'un feu de paille !

Délibérément, nous avons choisi d'éviter la polémique, nous n'en avons ni le besoin ni l'intention, et, au surplus, le moment n'était pas à alimenter une entreprise de diversion et de division.

Exemple de tout calcul syndical ou politique, notre initiative ne relève que du seul souci conforme à notre vocation : assurer efficacement la défense des revendications des travailleurs et renforcer l'organisation syndicale à un moment où se développe une offensive antisociale des plus brutales.

La montée du chômage et la poursuite de la liquidation des emplois, l'accélération de l'inflation, assés de la multiplication des atteintes aux droits sociaux des travailleurs qui entraînent une ponction généralisée et massive sur le pouvoir d'achat, tout cela imposait une riposte rapide que la période des congés ne pouvait différer.

La C.G.T. a donc, comme toujours, pris ses responsabilités non sans avoir clairement affirmé ses intentions dans le mois de juillet, et plus précisément à l'occasion de la conférence de presse du 7 août présidée par Georges Ségué.

Nous aurions souhaité que, dès cette première phase de la réaction nécessaire contre l'agression gouvernementale et patronale, la mobilisation des travailleurs s'organise dans l'unité.

Les tergiversations ou les désaccords sur l'analyse de la situation, sur les nécessités de l'action elle-même, ne l'ont pas permis, nous le regrettons, mais il était hors de question que ces divergences conduisent la C.G.T. à l'immobilisme.

L'accueil réservé par les travailleurs à notre initiative est d'ailleurs tout à fait significatif : la preuve est faite maintenant que cette initiative répondait à leur attente, et la semaine d'action du 3 au 7 septembre constituera une étape importante de la mobilisation de masse visant à porter un coup d'arrêt à la spoliation des travailleurs actifs, retraités et chômeurs et à développer l'action sur toutes les revendications les plus sensibles.

Il apparaît aussi, maintenant, que de nouvelles conditions sont susceptibles d'être créées pour une large convergence intersyndicale ardemment souhaitée par la C.G.T. et imposée par la gravité de la situation.

Quelles que soient les différences d'appréciation ou des considérations stratégiques, il est possible de construire sur des objectifs précis communs un puissant front syndical pour une vaste contre-offensive élaborée à tous les niveaux, sous les formes les plus diversifiées, susceptibles d'exercer une pression grandissante au cours des semaines et des mois qui viennent.

C'est en tout cas l'œuvre à laquelle s'attache la C.G.T. avec le concours de toutes ses organisations et de tous ses militants — et, quel qu'il en soit, elle multipliera ses propres initiatives dans cet objectif.

C'est l'esprit de notre proposition visant à une concertation de toutes les centrales syndicales représentatives, sans exclusive.

C'est la démarche que nous souhaiterions entreprendre, sans retard, d'un commun accord avec notre allié de longue date, la C.F.D.T., avec laquelle nous sommes prêts à rechercher concrètement les voies et moyens d'une action conséquente, persévérante, excellent vaise d'un plus large développement de la lutte unitaire.

Nous n'avons pas dévié et nous ne devrions pas de cette ligne unitaire, quelles que soient les difficultés, et notamment les obstacles découlant de la politique de recatégorie de la C.F.D.T.

Cette ligne s'inscrit dans la démarche d'ensemble de notre quarantième congrès : démocratie syndicale, unité, syndicalisation au service de l'action.

C'est donc avec persévérance que nous poursuivons notre chemin, dans le souci de nous altier toujours plus au plus près des travailleurs et de leurs préoccupations, de les conduire à prendre en main eux-mêmes leurs problèmes et d'assumer pleinement au niveau national toutes nos responsabilités, avec réalisme et efficacité.

Les travailleurs ne sont nullement réagissants, leurs réactions à l'initiative de la C.G.T. du 3 au 7 septembre en témoignent, comme en attestent les batailles courageuses menées depuis des mois dans la sidérurgie et bien d'autres branches, pendant la période des congés même, et notamment dans l'affaire du France.

Certes, la dévotion de la gauche est ressentie profondément, mais faudrait-il pour autant baisser les bras dans l'attente d'une reconstitution de ce front politique évidemment indispensable pour ouvrir de nouvelles et véritables perspectives de changements décisifs ?

Cultivons notre jardin dans l'intérêt immédiat des travailleurs, et avec la certitude généralement partagée que, en toute hypothèse, rien de solide, de durable et décisif ne saurait être construit sans un puissant mouvement de masse qui prenne ses racines dans la lutte syndicale unitaire.

Au surplus, n'est-ce pas travailler efficacement à une telle évolution que de rassembler dans la lutte revendicative les forces vives des travailleurs ?

Déjà, tout cela condamne l'inaction et l'immobilisme, tout justifie la détermination offensive de la C.G.T.

(*) Secrétaire confédéral de la C.G.T.

CORRESPONDANCE

Le P.S. et le commerce extérieur

A la suite de la critique faite dans France Nouvelle par M. André Le Pors, sénateur communiste et ancien responsable de la section économique du comité central du P.C.F., des propositions sur le commerce extérieur présentées par M. Mitterrand le 21 juin (le Monde du 23 juin, 10 juillet et 7 août), M. Antoine Laurent, secrétaire de la commission économique du P.S., nous adresse une longue mise au point dont nous extrayons les passages essentiels :

Le P.C., qui se donnait comme mot d'ordre, il y a encore peu de temps : « Non à l'Europe allemande ! », « Fabriquons et consommons français ! », et qui stigmatisait lors de la campagne pour les élections à l'Assemblée européenne la politique douanière de la C.E.E. et le plan Devignon, donne aujourd'hui des leçons de libéralisme. Prenons acte de cette évolution... Ramener la part du commerce extérieur en dessous de 20 % du P.N.B. d'ici 1990 traduit pour les socialistes un souci de cohérence, un impératif industriel et le rejet de l'intégration de la France dans une division internationale du travail dominée par les intérêts des firmes multinationales. La part du commerce extérieur est passée de 10 % en 1953 à 15 % en 1969 et à 22 % en 1978. Il y a eu accélération du processus depuis 1974. En 1977, les importations ne représentaient que 12 % du P.N.B., contre 13 % du P.N.B. japonais et 18 % du P.N.B. allemand. Est-ce un repli autarcique pour la France que de revenir à 20 % ? Que dire alors de l'U.R.S.S., dont le commerce extérieur représente moins de 3 % ?

La montée de la part du commerce extérieur provient d'abord, en France, d'une propension à importer excessive. Il est beaucoup plus facile d'importer un milliard de plus que d'exporter un milliard de plus. Et tout se passe comme si, pour avoir importé un milliard de plus, on imposait des sacrifices considérables aux travailleurs (baisse du niveau de vie en 1979) afin de maintenir une hypothétique compétitivité et d'exporter. N'est-ce pas déraisonnable ? La montée des importations est aussi le signe de la détérioration des termes de l'échange. Il faut de plus en plus de travail français pour acquérir des biens produits à l'étranger. Certes, cette détérioration, dans le cas du pétrole et de certains produits de base nous est imposée. Mais cela ne vise, au plus, que le tiers de nos importations.

Comment opérer l'arrêt puis le léger repli de la part du commerce extérieur dans le P.N.B. ? De trois façons : d'abord par la politique d'économie d'énergie et la modification de la structure des approvisionnements énergétiques. Même si, ce qui est probable, les prix du pétrole et du gaz augmentent fortement d'ici 1990, les propositions socialistes de réduction de la consommation d'énergie, et le retour à un taux de dépendance de l'ordre de 50 % (contre 78 % aujourd'hui), aboutissent à une diminution de la part des importations.

Ensuite, par la politique industrielle. Qui peut contester que la pénétration de produits industriels importés devient intolérable dans nombre de secteurs ? Comment expliquer le déficit massif de la filière bois-papier-ameublement, les importations de produits intermédiaires, et de biens d'équipement, et les résultats décevants de la filière agro-alimentaire, sinon par le laisser aller du gouvernement qui brade des secteurs entiers (la sidérurgie par exemple) ? L'intégration dans la division internationale du travail a pour condition préalable la montée des importations. Les socialistes refusent cette évolution à long terme. La planification et les commandes publiques doivent jouer un rôle déterminant. Il faut inventer un autre mode de coopération entre les entreprises, entre clients et fournisseurs, et, au besoin, dans certains secteurs, entre producteurs et groupes intégrés (acier, chimie, électronique). Ainsi les recours aux importations diminueront naturellement. Cependant, les achats de la R.F.A. ont augmenté de 4,8 % en 1978, et de 15 % par rapport à la période correspondante de 1973. Selon le ministère fédéral de l'économie, les exportations allemandes vers la R.D.A. ont diminué de 7,3 %, pour s'établir à 2,08 milliards de deutschemarks, contre 2,25 milliards de deutschemarks en 1977. La R.F.A. ont augmenté de 4,8 %, s'élevant à 2,16 milliards de deutschemarks. Ainsi la balance commerciale est-elle allemande à enregistrer un léger excédent pour la première fois depuis 1965.

Selon Bonn, le recul des livraisons de l'Allemagne fédérale est dû notamment à l'expiration d'un contrat d'une valeur de 1,3 milliard de deutschemarks conclu entre les deux pays en 1975 et à un ralentissement de la conjonction économique allemande. La croissance de la R.D.A. n'a pas atteint les objectifs prévus par le Plan au cours du premier semestre 1978. En 1978, les échanges commerciaux entre les deux Allemagnes s'élevaient à 8,73 milliards de deutschemarks, ce qui représentait le meilleur résultat jamais enregistré. — (A.F.P.)

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions de marks, contre 1,4 milliard de deutschemarks au premier semestre 1978 (— 37 % en un an).

● Les investissements des entreprises allemandes à l'étranger se sont élevés à 3 milliards de marks au premier semestre 1979, contre 2,3 milliards de deutschemarks durant les six premiers mois de 1978 (— 9 %), selon des calculs rendus publics par la Bundesbank.

Dans le même temps, les investissements de firmes étrangères en R.F.A. ont totalisé 920 millions

LA SEMAINE FINANCIÈRE

INDANCE

L'économie à l'épreuve des faits

La semaine a été marquée par la publication de la balance des paiements de l'Inde, qui a permis de constater que le déficit de la balance des paiements s'est accru de 1,1 milliard de dollars par rapport à l'année précédente. Ce déficit est dû à une augmentation des importations de biens d'équipement et de matières premières, ainsi qu'à une diminution des exportations de produits agricoles. Le gouvernement indien a annoncé qu'il allait prendre des mesures pour réduire le déficit, notamment en augmentant les taxes sur les importations et en réduisant les dépenses publiques.

En outre, la semaine a été marquée par la tenue de la conférence internationale sur le développement, organisée par l'Organisation des Nations Unies. Cette conférence a réuni des représentants de nombreux pays pour discuter des problèmes de développement économique et social. Les participants ont convenu de plusieurs principes directeurs, notamment l'importance de la coopération internationale et de la réduction de la dette des pays en développement.

ÉNERGIE

LA RISTOURNE AMÉRICAINE SUR LE PÉTROLE IMPÔTÉ EST PROLONGÉE POUR DEUX MOIS

Le Congrès américain a voté une loi qui prolonge de deux mois la ristourne sur le pétrole importé. Cette mesure vise à réduire les coûts de production pour les raffineries américaines et à encourager l'importation de pétrole étranger. La ristourne sera appliquée jusqu'en décembre 1979. Cette mesure est considérée comme une aide à l'industrie pétrolière américaine.

En outre, la semaine a été marquée par la tenue de la conférence internationale sur l'énergie, organisée par l'Organisation des Nations Unies. Cette conférence a réuni des représentants de nombreux pays pour discuter des problèmes de sécurité énergétique et de développement durable. Les participants ont convenu de plusieurs principes directeurs, notamment l'importance de la coopération internationale et de la réduction de la consommation d'énergie.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Repli du dollar - Résistance du franc

Repli du DOLLAR, tassement de la LIVRE STERLING, mais l'optimisme demeure inébranlable à la Bourse de Paris. Cette semaine, si l'on s'en rapporte à l'évolution des différents indices, les actions françaises se sont encore adjugées plus de 3 % de hausse en moyenne. Dans le même temps, le dollar est un peu retombé sur le marché de l'or, et si, conformément à la tendance internationale, le lingot a subi 770 francs à ses gains précédents, le franc, lui, a cédé 4 francs à 421 francs, après s'être établi au niveau sans précédent de 440 francs le 22 août.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLAGE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Mark	Franc belge	Yen	Lire italienne
Londres	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5
New-York	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5
Paris	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5
Zurich	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5
Frankfurt	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5
Bonn	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5
Amsterdam	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5
Milan	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5	2.252,5

Notre reproduction dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, le franc est coté à 100, le dollar à 100, le mark à 100, le franc belge à 100, le yen à 100, la livre à 100, la lire italienne à 100.

Notre reproduction dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, le franc est coté à 100, le dollar à 100, le mark à 100, le franc belge à 100, le yen à 100, la livre à 100, la lire italienne à 100.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Terme	27 août	28 août	29 août	30 août	31 août
Compt.	113 348 807	161 116 079	199 176 064	140 776 393	141 001 982
R. et obl.	68 555 376	107 841 766	83 461 828	86 411 778	167 419 500
Actions	62 042 109	75 289 385	83 262 661	72 313 731	63 671 841
Total	243 946 492	344 047 230	375 920 553	311 501 902	372 093 303

INDICES COURS DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1978)

France	114,7	116,9	118,9	117,3	116,9
Etrang.	124,4	120,3	130,4	130,3	130,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1978)

Tendance	108,1	109,2	110,1	110,2	110,3
Ind. gén.	99,8	101,2	102,1	101,6	101,5

BOURSE DE PARIS

Un inébranlable optimisme...

LES jours passent, les mauvaises nouvelles s'accumulent, mais l'optimisme demeure inébranlable à la Bourse de Paris. Cette semaine, si l'on s'en rapporte à l'évolution des différents indices, les actions françaises se sont encore adjugées plus de 3 % de hausse en moyenne. Dans le même temps, le dollar est un peu retombé sur le marché de l'or, et si, conformément à la tendance internationale, le lingot a subi 770 francs à ses gains précédents, le franc, lui, a cédé 4 francs à 421 francs, après s'être établi au niveau sans précédent de 440 francs le 22 août.

Les séances se sont déroulées suivant un scénario à peu près identique à celui de la semaine passée. Relativement calme lundi, le marché terminait en léger progrès (0,4 %). Le mouvement s'accéléra sensiblement le lendemain, et sous la conduite des valeurs pétrolières, les cours progressèrent d'environ 1 %. Mercredi, associée aux actions d'entreprises de bâtiment, favorisées par les mesures de soutien confirmées par le conseil des ministres du même jour, la hausse de « l'or noir » permit à l'indice de la construction d'ajouter 1,1 % à ses gains précédents. Simultanément, le rythme des échanges s'était sensiblement accéléré (voir tableau ci-dessous).

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du cuivre et de l'argent

MÉTALLS. — Sensible reprise des cours du cuivre au Mexique et de l'argent à Londres. Les stocks britanniques de métal se sont encore réduits de 100 tonnes, à 163 225 tonnes (-4 230 tonnes). Mais, c'est surtout la hausse de l'argent qui a été la plus remarquable. Le métal blanc a gagné 15 % de son cours par rapport à l'an dernier et, évalué à 350 000 tonnes seulement, il est devenu l'un des métaux les plus recherchés. La hausse s'est accompagnée d'une augmentation de la production des pays non communistes à 175 000 tonnes, soit 5,7 % par rapport au semestre correspondant de 1978.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 31 août 1979

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. — Londres (en sterling par once troy) : cuivre (Wirebase) comptant, 225 (224,50), à trois mois, 225 (224,50) ; à six mois, 225 (224,50) ; à un an, 225 (224,50) ; zinc (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; plomb (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; argent (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; or (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; pétrole (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; soja dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; coton dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; sucre dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; café dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; cacao dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; riz dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; blé dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois mois, 110 (110,50) ; à six mois, 110 (110,50) ; à un an, 110 (110,50) ; maïs dur (Wirebase) comptant, 110 (110,50) ; à trois

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
 - INFORMATIQUE : « Serons-nous plus heureux ? », par Jean-Yves Brien ; « Les fils des cols blancs », par Claude Legoux ; « Les travailleurs doivent pouvoir contrôler les investissements », par Yves Lantier.
3. AMERIQUES
 - ÉTATS-UNIS : Noir, et ancien adjoint de M. Young, M. McHenry est nommé ambassadeur auprès de l'ONU.
3. PROCHE-ORIENT
 - La situation en Iran.
 - L'évolution du conflit du Proche-Orient.

4. EUROPE
 - Multe sans les Anglais (II), par Bernard Bruguier.

5. AFRIQUE
 - TRIBUNE INTERNATIONALE : Pour un compromis « africain », par Abdelkader Kherif.

5. DIPLOMATIE
 - JAPON : le ministre des Affaires étrangères fait l'éloge des régimes militaires d'Amérique latine.

- 6-7. SOCIÉTÉ
 - SCIENCES : la Conférence des Nations unies pour la science et la technique.
 - DÉFENSE : le débat sur la défense d'outre-mer. Il est donc indispensable que la Cour se penche sur les arguments dont elle a été saisie avant de statuer sur ce dossier.

8. SPORTS
 - PARACHUTISME : les trois derniers championnats du monde de vol relatif.
 - TENNIS : un tournoi des États-Unis, la plus belle victoire de Yannick Noah.

- LE MONDE AUJOURD'HUI
 - PAGES 9 à 14
 - Société : Mort d'un bébé, par Bruno Frappat.
 - Grands fleuves : le Danube, une ligne de partage du monde, par Manuel Luchart.
 - Lettre du Rio de Janeiro, par J.-P. Perrin.
 - RADIO-TELEVISION : « J'ai écrit » sur TF1 ; « Les points en Paris » sur A2 ; Point de vue sur le monopole de l'U.R.P. ; « Auto-gestion et décentralisation », par Alain Robinet.

- 15-16. CULTURE
 - CINÉMA : surprises et déceptions à Venise.

- 17-18. ÉCONOMIE
 - LIBRES OPINIONS : « Vers un puissant front syndical », par René B. L.

18. LA SEMAINE FINANCIÈRE

- LIRE ÉGALEMENT
 - RADIO-TELEVISION (12 à 16)
 - Informations pratiques (9)
 - Carnet (10)
 - Journal (11)
 - États-Unis (12)
 - Météorologie (13)
 - Mots croisés (14)

- Après les accidents
 - du mois de juillet en Polynésie

- UNE MISSION D'EXPERTS
 - VA ENQUÊTER A MURUROA

- Papete (A.F.P.). — Le haut commissaire de la République en Polynésie française, M. Paul Cousserant, a annoncé, vendredi 31 août, qu'une mission d'experts se rendrait prochainement sur l'atoll de Mururoa pour y enquêter sur les accidents intervenus en juillet dernier : deux morts à la suite d'une explosion et quatre blessés après un mini « ras de marée » (Le Monde du 26 juillet et du 2 août).

- À deux reprises (Le Monde, daté du 19-20 août et 24 août) l'Assemblée territoriale de la Polynésie française et le député Jean Juvenin (appart. U.D.F.) avaient réclamé la constitution d'une commission d'enquête.

- La mission d'experts sera formée de : M. Feller, chef du service central de protection contre les rayonnements ionisants, Substitut de l'université des sciences et techniques de Montpellier, spécialiste des problèmes d'hydraulique ; Mechie, de l'université de Paris-VI, spécialiste de la tectonique et de la sismologie ; du docteur Janinet, chef du département de protection au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et de M. Teillac, haut commissaire au C.E.A.

- D'autre part, le ministre de la défense, a invité une délégation d'états qui seront désignés par l'Assemblée territoriale à se rendre sur l'atoll de Mururoa.

- A B C D E F G

LES SUITES DE L'ASSASSINAT D'ALDO MORO

La chambre d'accusation de Paris refuse l'extradition de M. Francesco Piperno

Une nouvelle demande de l'état italien sera examinée le 19 septembre

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui présidait M. André Chevalier, a refusé, vendredi 31 août, l'extradition de M. Francesco Piperno, universitaire italien. Une demande d'extradition avait été faite par les autorités de son pays, le 21 août, après son arrestation, le 18 août, à Paris (Le Monde des 21 et 22 août). M. Piperno était notamment accusé par la justice italienne de « participa-

tion à une bande armée ». En dépit de cette décision, M. Piperno a été maintenu en détention jusqu'à l'examen d'une deuxième demande se fondant sur un autre mandat d'arrêt — mentionnant quelques quarante-six inculpations criminelles, notamment sa participation éventuelle à l'assassinat d'Aldo Moro, — et qui est parvenu à Paris jeudi 30 août.

La seconde affaire Piperno — celle qui se fonde sur le mandat d'arrêt délivré par les autorités italiennes le 29 août — ne pouvait être examinée dès l'audience du 31 août, les documents indispensables n'étant pas arrivés en France. M. Maurice Saitet, de Sablet d'Estières, avocat général, demandait donc le renvoi de tous les débats à une audience ultérieure. « Il me paraît très important, précisait-il, que cette affaire soit connue dans son ensemble par la juridiction qui aura à statuer ».

La défense, au contraire, souhaitait plaider sur-le-champ le premier dossier. « En fait, indiquait M. Georges Klejman et Henri Leclerc, l'état italien s'appuie sur le 29 août qu'il existe de nouveaux motifs pour extraditer M. Piperno car il sait que sa première demande n'a aucune chance d'aboutir. Il est donc indispensable que la Cour se penche sur les arguments dont elle a été saisie avant de statuer sur ce dossier ».

Pendant toute la première partie de l'audience — sur la question du renvoi, — on a vu le président hésiter entre le confort et le courage. Le confort était de suivre l'avocat général et de renvoyer l'affaire. M. Chevalier et ses assesseurs ne s'écartèrent pas de la chambre d'accusation que pendant le mois d'août, leur vacation prenait fin vendredi à minuit, et ils se seraient ainsi débarrassés d'une affaire délicate.

Le courage était de reconnaître que les arguments manquaient quelque peu à M. de Sablet pour appuyer son exigence de renvoi. Lorsque M. Leclerc l'interrogea sur « le motif juridique de la demande de renvoi », il ne put donner aucun argument et généralisa : « Une bonne administration de la justice ». Après une courte délibération, les magistrats ont finalement décidé, par un vote de 10 à 8, de renvoyer l'affaire. M. Chevalier et ses assesseurs ne s'écartèrent pas de la chambre d'accusation que pendant le mois d'août, leur vacation prenait fin vendredi à minuit, et ils se seraient ainsi débarrassés d'une affaire délicate.

Visiblement, M. de Sablet, sûr du renvoi, avait peut-être anticipé son intervention, mais il savait qu'il était contraint de demander à la cour de rendre un avis défavorable à la demande d'extradition. « Les autorités italiennes accusent M. Piperno de trois catégories d'infractions, dans le premier mandat, a-t-il expliqué. Il s'agit de participation à une bande armée et association subversive,

insurrection armée contre les pouvoirs de l'état et recel de malfaiteurs. Les textes qui régissent l'extradition entre la France et l'Italie (1870, 1927) sont extrêmement limités et ces infractions n'y figurent pas. Je déplore cependant de devoir demander un avis défavorable car si les faits mentionnés dans le mandat d'arrêt sont vrais, ils sont certains et que les conventions ne permettent pas les échanges, alors qu'on met sur pied l'Europe, c'est regrettable ».

Il restait, pour la défense, à souligner la cour du malaise qu'elle pouvait avoir, après un discours aussi négatif. M. Klejman entreprit de démontrer ce qu'il appelait « la pantomime judiciaire italienne à laquelle on demande à la justice française de s'associer », faisant remarquer l'imprécision du premier mandat délivré contre M. Piperno. « Toutefois, quelques faits, son procès, ajoutait-il, et il est facile, à partir d'eux, de voir que le rejet de l'extradition s'impose. On reproche à M. Piperno d'avoir suggéré à la propriétaire d'un appartement d'héberger deux fugitifs soupçonnés d'appartenir aux Brigades rouges. Puis d'avoir dirigé la revue Métropole dont un seul numéro a été publié et immédiatement supprimé en raison de contacts avec des membres de partis politiques italiens en vue de négocier la libération d'Aldo Moro ».

« Une manœuvre de politique intérieure »

« Il faut préciser que c'est à leur demande que M. Piperno a accepté, en théorie, de donner des représentations du parti socialiste, dont son secrétaire général, M. Bettino Craxi, son interprète, a tenu le rôle de médiateur et son avis sur ce qui pouvait les faire fuir ».

Outre que, l'évidence, rien de tout cela n'est mentionné dans la convention d'extradition, deux raisons subsidiaires doivent donc conduire au refus, conclut Klejman : la caractéristique politique et consistant comme tel par les Italiens, de ces infractions et le but politique de toute cette affaire. Il s'agit d'une manœuvre de politique intérieure italienne. C'est cette manœuvre,

Les cyclones dans les Caraïbes

Le nombre des victimes ne cesse d'augmenter

Les chiffres des pertes humaines et matérielles occasionnées par le passage du cyclone David sur les Petites Antilles ne cessent de s'alourdir, alors que ce dernier traverse la République Dominicaine du sud vers le nord et qu'un nouveau cyclone, baptisé Frédéric, formé dans le Sud-Atlantique comme son prédécesseur, menaçait samedi 1^{er} septembre de prendre le même chemin vers les Antilles.

À Porto-Rico, on faisait état, vendredi 31 août, dans la soirée, de quatre morts, de quarante disparus, de centaines de blessés, et d'importants dégâts matériels, notamment dans l'agriculture et les réseaux de distribution d'eau et d'électricité. Le gouverneur a demandé à l'administration fédérale américaine de déclarer l'île zone sinistrée. Trente-cinq pour cent des habitants sont privés d'eau potable et 70 % d'électricité.

D'autre part, le nombre des morts sur la petite île de la Dominique, frappée plus tôt vendredi par le cyclone, est passé de seize à vingt-six, selon des informations en provenance de la Barbade reçues à Porto-Rico. Selon des officiers du destroyer britannique *Fife* dépêché sur les lieux en mission de secours, près de quatre mille autres habitants de cette ancienne colonie britannique ont été blessés.

David a atteint dans l'après-midi de vendredi le sud de l'île d'Hispaniola, avec des vents soufflant à plus de 160 kilomètres-heure. Les autorités haïtiennes et dominicaines ont proclamé l'état d'alerte et le président dominicain, M. Antonio Guzmán, a déclaré la région de la capitale zone de désastre national. Des pluies torrentielles, accompagnées de fortes rafales de vent, sont tombées au nord de l'île sur la ville haïtienne de Cap-Haïtien.

Le cyclone pourrait, à sa sortie de l'île, se diriger soit vers Cuba, soit, plus au nord-ouest, vers la Floride ou les Bahamas. L'épreuve ne semble pas terminée pour les Caraïbes : les météorologues américains de Miami ont indiqué, en effet, vendredi soir que Frédéric, signalé jusqu'à présent comme une dépression tropicale, phénomène accompagné de vents ne dépassant pas 110 kilomètres-heure, se transformait à son tour en cyclone, et semblait prendre la même direction que David. Frédéric était encore vendredi soir à 1 600 kilomètres environ à l'est des Petites Antilles, par 12,1 degrés de longitude nord et 46,2 degrés de latitude ouest, et se déplaçait vers l'ouest à 35 kilomètres-heure.

Un sondage du « Nouvel Observateur »

POUR 63 % DES FRANÇAIS LE GOUVERNEMENT NE SAIT PAS OÙ IL VA

Le *Nouvel Observateur* publie un sondage effectué par la Sofres entre le 24 et le 28 août auprès de 860 personnes et duquel ressort que le 5 septembre, 63 % des personnes interrogées sont mécontentes des hausses de prix et cotisations à la Sécurité sociale ; 36 % les jugent inévitables ; 77 % pensent que les salariés sont prêts à participer à des grèves ; 63 % estiment que le gouvernement ne sait pas où il va, et qu'il agit au jour le jour, tandis que 25 % pensent qu'il poursuit une politique à long terme ; 55 % se déclarent prêts à accepter une réduction de leur niveau de vie, pour une durée limitée, si elle permettait de relancer l'économie, et une répartition plus équitable des richesses.

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, confirmé la demande d'une session extraordinaire du Parlement en septembre, avant la rentrée officielle du 2 octobre. M. Ballanger juge nécessaire d'ouvrir un débat suivi d'un vote sur l'ensemble de la politique du gouvernement dont il souligne les « conséquences désastreuses pour la France ».

Dans le Var

Un responsable agricole est accusé de fraude

Toulon. — L'accusation de fraude de la marchandise, portée par les services fiscaux contre M. Yves Boissonnet, P.D.G. de la Société des vergers du Capcan, ancien président de la F.N.S.R.A. du Var (Fédération des exploitants agricoles) et Jacques Assouly, vice-président du Syndicat des producteurs de légumes de la Commission internationale du comité national interprofessionnel d'horticulture et élevant à ce titre comme expert à Bruxelles, a provoqué dans les milieux agricoles du Var une profonde émotion.

L'affaire a éclaté à la suite d'un contrôle des camions de M. Guy Boissonnet effectué par les fonctionnaires des contributions indirectes. Les véhicules étaient chargés de fruits et légumes de provenance étrangère. D'après M. Boissonnet, les produits achetés à des grossistes, Dr. Boissonnet possède une chaîne de petites boutiques échelonnées pendant les mois d'été le long des routes du littoral varois et portant l'enseigne « Produits de la ferme ». Selon les services fiscaux, il y aurait eu des produits d'importation sous l'appellation trompeuse de « produits de la ferme ».

M. Boissonnet s'en défend. Jeudi 30 août, le conseil d'administration du syndicat horticulteur d'Hyères l'a jugement entendu. À l'issue de ces explications, le syndicat lui aurait renouvelé sa confiance, tout en confirmant qu'une assemblée générale extraordinaire se tiendrait le 5 septembre et serait entièrement consacrée à cette affaire. Peut-être y verra-t-on alors plus clair ?

Les déballants en fruits et légumes, du Var ont vivement réagi à l'annonce de cette affaire mettant en cause deux des principaux responsables de l'agriculture varoise et plus particulièrement du « marché paysan » dont M. Boissonnet est en quelque sorte le créateur. Les responsables de l'association des revendeurs de la région hyéroise ayant à leur tête M. Roussin, membre élu du C.I.D.-Unité à la chambre de commerce, ont tenu une conférence de presse afin de mettre les choses au point : « Nous ne pouvons pas jouer les victimes, mais si scandale il y a, il faut que justice soit faite ; quand un des nôtres fait une faute, on ne se masque pas, on se défend, on se défend, on n'en soit pas de même dans cette affaire. Nous ne sommes pour rien dans le déclenchement de ce scandale. Qu'on nous permette toutefois de nous élever sur le temps mis à le découvrir. Il était de notoriété publique. Des contrôles chez nous, les revendeurs, sont quasi permanents. Il faut que le marché paysan soit assaini ».

CHARLES GALTRE.

CONTROVERSE SUR LE LABEL NOUVELLE DROITE

M. Michel-Gerard Moberth, directeur du bureau politique de la Nouvelle Droite française, association déclarée depuis 1973, et qui se réclame du monarchisme et de l'anarchie, a rendu public le compte-rendu de l'entretien qu'il a eu avec M. Louis Pauwels, directeur de *Figaro-Magazine*, sur l'antériorité de l'appellation « nouvelle droite ». Selon lui, Louis Pauwels, tout en reconnaissant l'antériorité de la Nouvelle Droite française sur le mouvement actuel, a néanmoins précisé que le phénomène de la « nouvelle droite » était maintenant devenu un vaste courant de pensée et non l'expression de telle ou telle chapelle.

M. Pauwels a affirmé qu'il entendait « ne s'intéresser qu'aux cultures sans se préoccuper de la politique » et a expliqué que la presse de gauche « avait été prise à son propre piège » en dénonçant ce courant de pensée. L'association de la Nouvelle Droite française, qui n'est pas disposée à perdre le bénéfice de son action, doute de l'arrogance exprimée de séparer la culture du politique et son bureau politique ajoute :

« Pour compléter le dossier des origines de la « nouvelle droite », il a été rappelé qu'un certain nombre de collaborateurs de M. G. Moberth ont travaillé, dans les années 60, aux ateliers Planète dirigés par Louis Pauwels. Le bureau politique se demande aujourd'hui pourquoi les militants de la N.D.F. ont été percutés par le pouvoir alors que portant des idées semblables Louis Pauwels et ses amis sont calés par ce même pouvoir, Louis Pauwels étant lui-même député de la majorité (1) ».

(1) Il s'agit du docteur Bousson, député U.D.F. des Yvelines.

M. JEAN FRANÇOIS-PONCET CONSIDÈRE TOUJOURS QUE LA VENUE EN FRANCE DES SPRINGBOKS EST INOUPORTUNE

M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, qui a rencontré vendredi 31 août à Agen M. Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, a déclaré à l'issue de l'entrevue que rien n'était changé et que chacun restait sur ses positions. Le ministre des Affaires étrangères considère donc toujours que la venue en France de l'équipe sud-africaine, les Springboks, est inopportune et il apparaît nettement que l'invitation lancée aux Sud-Africains par les quatre fédérations britanniques de rugby n'a pas modifié les intentions du gouvernement français.

Pour sa part, après cette entrevue, M. Jean François-Poncet a déclaré : « Le système de ségrégation raciale inscrit dans les institutions de l'Afrique du Sud s'applique à tous les domaines de la vie quotidienne, y compris au sport, même si certaines attentions de circonstances sont parfois apportées aux principes ».

L'apartheid est ressenti par l'ensemble du monde africain noir comme une atteinte profonde à sa dignité. Il s'agit là moins d'un problème politique que d'une réalité humaine qu'on ne saurait ignorer dans une grande manifestation sportive qui a le caractère d'une fête et qui doit exalter des sentiments de camaraderie et de solidarité.

Telles sont les raisons qui amènent le gouvernement à juger inopportune la tournée des Springboks en France ».

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} septembre 1979 a été tiré à 539 270 exemplaires.

Cannes

J.P. Nicolas